SÉNAT

Session ordinaire de 1919.

COMPTE RENDU IN EXTENSO — 30^e SÉANCE

Séance du jeudi 10 avril.

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.
2. — Demandes de congé.
3. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés, portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à régler les droits à la retraite des membres du conseil d'Etat, préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture. — Renvoi aux bureaux. — N° 157.
4. — Dépôt, par M. Ournac, d'un rapport sur la proposition de loi de M. Ournac et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à laisser en l'état actuel un groupe de ruines des régions dévastées, en vue d'y organiser le culte du souvenir par les caravanes scolaires. — N° 159.
Dépôt, par M. Henry Chéron, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels. — N° 160.
Dépôt, par M. Gabrielli, d'un rapport sommaire, au nom de la 3^e commission d'initiative parlementaire, sur la proposition de loi de M. Faisans, ayant pour objet de modifier les articles 13 et 14 de la loi du 30 juillet 1913 sur les voies ferrées d'intérêt local. — N° 158.
Dépôt, par M. Guillaume Poulle, d'un rapport sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à étendre le privilège des ouvriers et des commis aux artistes dramatiques et lyriques. — N° 165.
Dépôt d'un rapport de M. Milan sur la proposition de loi de MM. Milan et Loubet, relative à la suppression du registre de la transcription hypothécaire, et modifiant la loi du 23 mars 1855 et les articles 1069, 2181 et 2182 du code civil. — N° 161.
5. — Dépôt, par M. Lafferre, ministre de l'instruction publique et des beaux arts, de trois projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :
Le 1^{er}, au nom de M. le président du conseil, ministre de la guerre, de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et de M. le ministre de la marine, relatif aux militaires, marins et civils disparus pendant la durée des hostilités. — Renvoi aux bureaux. — N° 161.
Le 2^e, au nom de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et de M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale, tendant à régler la situation des acquéreurs d'habitations de famille et de terrains par termes échelonnés et par contrats, sous condition suspensive ou sous condition résolutoire. — Renvoi à la commission relative aux baux à loyer, nommée le 23 mai 1916. — N° 162.
Le 3^e, au nom de M. le ministre de l'intérieur et de M. le ministre des finances, concernant les achats de matériel pour le service du département de la Seine et de la ville de Paris. — Renvoi à la commission relative à l'organisation départementale et communale, nommée le 14 juin 1910. — N° 163.
6. — Ajournement, au mardi 15 avril, de la discussion, fixée précédemment au vendredi 11 avril, de l'interpellation de M. Perchot sur la politique financière du Gouvernement : MM. Klotz, ministre des finances, et Perchot.
7. — Question : MM. Gaston Menier et Albert Favre, sous-secrétaires d'Etat au ministère de l'intérieur.
8. — Discussion de l'interpellation de M. Goy,

sur la situation des facultés des sciences et de médecine de l'université de Paris.

Discussion de l'interpellation de M. Cazeneuve, sur la crise de l'enseignement supérieur et les remèdes à y apporter.

Jonction de la discussion des interpellations :

MM. Goy et Cazeneuve.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.

9. — Renvoi, pour avis, à la commission des finances :

1^o Du projet de loi relatif au déplacement de l'enceinte fortifiée de Paris ;2^o Du projet de loi relatif au port du Havre.

10. — Dépôt d'un rapport de M. Boudenoot, au nom de la commission de l'outillage national, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au maintien à titre définitif des travaux publics exécutés pendant la guerre. — N° 165.

11. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés, portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1919. — Renvoi à la commission des finances. — N° 167.

12. — Règlement de l'ordre du jour : M. Guillaume Poulle.

13. — Congé.

Fixation de la prochaine séance au vendredi 11 avril.

PRÉSIDENT DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à quinze heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. Maurice Ordinaire, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du jeudi 3 avril.

Le procès-verbal est adopté.

2. — DEMANDES DE CONGÉ

M. le président. M. Perreau demande un congé jusqu'au 20 avril.

M. Herriot demande un congé jusqu'à la fin du mois, pour raison de santé.

Ces demandes sont renvoyées à la commission des congés.

3. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 4 avril 1919.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 31 mars 1919, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi tendant à régler les droits à la retraite des membres du conseil d'Etat, préfets, sous-préfets, secrétaires généraux et conseillers de préfecture.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi est renvoyée aux bureaux.

Elle sera imprimée et distribuée.

4. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Ournac.

M. Ournac. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de M. Ournac et d'un certain nombre de ses collègues, tendant à laisser en l'état actuel un groupe de ruines des régions dévastées en vue d'y organiser le culte du souvenir par les caravanes scolaires.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Chéron.

M. Henry Chéron. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par le Sénat, adoptée avec modifications par la Chambre des députés, sur l'extension de la capacité civile des syndicats professionnels.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Gabrielli.

M. Gabrielli. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport sommaire fait au nom de la 3^e commission d'initiative parlementaire chargée d'examiner la proposition de loi de M. Faisans, ayant pour objet de modifier les articles 13 et 14 de la loi du 30 juillet 1913 sur les voies ferrées d'intérêt local.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

La parole est à M. Poulle.

M. Guillaume Poulle. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à étendre le privilège des ouvriers et des commis aux artistes dramatiques et lyriques.

M. le président. Le rapport sera imprimé et distribué.

J'ai reçu de M. Milan un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner la proposition de loi de MM. Milan et Loubet, relative à la suppression du registre de la transcription hypothécaire et modifiant la loi du 23 mars 1855 et les articles 1069, 2181 et 2182 du code civil.

Le rapport sera imprimé et distribué.

5. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. Lafferre, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le président du conseil, ministre de la guerre, de M. le garde des sceaux, ministre de la justice, et de M. le ministre de la marine, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux militaires, marins et civils disparus pendant la durée des hostilités.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé aux bureaux.

Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le garde des sceaux, ministre de la justice et de M. le ministre du travail et de la prévoyance sociale, un projet de loi adopté, par la Chambre des députés, tendant à régler la situation des acquéreurs d'habitations de famille et de terrains par termes échelonnés et par

contrats, sous condition suspensive ou sous condition résolutoire.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le projet de loi est renvoyé à la commission relative aux baux à loyer, nommée le 23 mai 1916. (*Assentiment*).

Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre. J'ai enfin l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre de l'intérieur et de M. le ministre des finances, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les achats de matériel pour le service du département de la Seine et de la ville de Paris.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, le projet de loi est renvoyé à la commission relative à l'organisation départementale et communale, nommée le 14 juin 1910. (*Assentiment*).

Il sera imprimé et distribué.

6. — AJOURNEMENT D'UNE INTERPELLATION

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. Klotz, ministre des finances. Messieurs, le Sénat a inscrit à son ordre du jour de demain une interpellation sur la politique financière du Gouvernement; mais, je n'ai pas voulu tarder davantage pour faire au Sénat une brève communication, en m'adressant à sa courtoisie.

Je suis retenu par d'autres occupations, sur la nature desquelles il serait superflu d'insister devant le Sénat, qui n'ignore pas que les questions d'ordre financier sont actuellement à l'ordre du jour de la conférence des préliminaires de paix. Il ne me serait donc pas possible de poursuivre la tâche que j'ai assumée, si je devais me trouver demain à ce banc.

M. Gaudin de Villaine. Vous auriez dû le prévoir.

M. le ministre. Monsieur le sénateur, il n'est pas possible de prévoir de telles obligations quinze jours à l'avance.

Etant donné qu'il s'agit, en l'espèce, je le répète, d'une question de haute courtoisie, je suis convaincu que le Sénat voudra bien répondre à mon appel et fixer à mardi prochain les échanges d'explications nécessaires.

M. Hervey. La discussion sera-t-elle possible mardi, monsieur le ministre ?...

M. Perchot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Perchot.

M. Perchot. Je ne peux que me rendre aux raisons indiquées par M. le ministre des finances, tout au moins en ce qui me concerne personnellement. Je suis à la disposition du Sénat pour développer mon interpellation demain, ou tel autre jour qu'il indiquera. M. le ministre propose d'en fixer la date à mardi prochain. Je demande, au cas, où le Sénat accepterait ce renvoi, qu'il reste entendu qu'il n'y aura pas de nouvel ajournement et que la discussion se poursuivra ensuite sans interruption, pour être terminée avant les vacances de Pâques.

M. le ministre, s'il veut bien nous donner cette assurance, répondra, je crois, au sentiment unanime de nos collègues, en ne permettant pas que la discussion de la politique financière du Gouvernement, devant la haute Assemblée, soit ajournée aux calendes grecques. (*Adhésion*).

M. Gaudin de Villaine. Il est très regrettable que pour se conformer au désir des membres du Gouvernement, le Sénat doive si souvent modifier son ordre du jour.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, je consulte le Sénat sur la fixation de la discussion de l'interpellation de M. Perchot au mardi 15 avril. (*Adhésion*).

Il en est ainsi décidé.

7. — QUESTION

M. le président. La parole est à M. Menier, pour poser à M. le sous-secrétaire d'Etat du ministère de l'intérieur une question qu'il accepte.

M. Gaston Menier. Messieurs, depuis plusieurs mois, j'avais entretenu M. le ministre de l'intérieur d'une question que je voulais lui poser. Cette question concerne le *Journal officiel*. Le temps s'est écoulé. J'avais voulu traiter cette question lors de la discussion des douzièmes provisoires, mais, comme le Sénat s'en souvient, la séance étant fort chargée, j'ai préféré ajourner encore pour quelque temps ma question et les observations que je voulais présenter à cet égard. (*Parlez ! parlez !*)

Je voulais demander à M. le ministre de l'intérieur de venir un jour avec moi jusqu'à l'hôtel du *Journal officiel*, quai Voltaire; je voulais le prier de m'accompagner jusqu'à cette maison de bonne apparence extérieure, au-dessus de laquelle flotte le drapeau national, et d'examiner dans quelles conditions se fait la vente des numéros de ce journal au public.

On trouve d'abord une devanture vitrée qui tient une partie de la façade. Sur cette devanture, une flèche indique au public la porte généralement ouverte et qui donne dans un couloir. Celui-ci a environ de 4 à 5 mètres de profondeur et environ 1 m. 80 à 2 mètres de large; c'est là, dans ce local, qui n'est même pas une pièce, mais un passage, que le public qui veut acheter le *Journal officiel* vient s'entasser bien péniblement. Il n'est pas rare de voir ce public, qui peut à peine se mouvoir dans cet étroit réduit, obligé de déborder jusque sur le quai en faisant la queue sur le trottoir.

Que vend-on donc de si attrayant, dans cette boutique d'aspect bien peu accueillant, pour que les gens y viennent aussi pressés et aussi nombreux? Ah! messieurs, on y vend la plus belle chose qu'on puisse trouver en France! On y vend le palmarès de nos gloires nationales (*Très bien! très bien!*), le *Journal officiel*, qui relate les exploits de nos poilus, leurs citations, leurs récompenses et même aussi, hélas! la liste malheureusement trop longue de toutes les veuves, de toutes les mères pensionnées de l'Etat. (*Nouvelle approbation*).

Je considère que ce service est organisé d'une façon tout à fait déplorable.

Vous savez qu'il est déjà assez difficile de se procurer ce journal dans les kiosques.

Plusieurs sénateurs. Souvent, on n'en trouve pas.

M. Gaston Menier. Heureux est-on quand on peut trouver le numéro du jour! Mais, quand il s'agit d'un numéro plus ancien, la chose devient bien plus difficile! Il faut alors venir au bureau de vente du quai Voltaire. Or, c'est seulement dans un étroit local que se fait la vente du *Journal officiel*, ainsi que je viens de vous le dire.

Quand il s'agit de consulter la collection du journal, c'est toujours dans ce même réduit qu'on la trouve sur une tablette, bousculés par les uns, dérangés par les autres, sous un jour diffus, insuffisant. On conçoit que, dans ces conditions, la recherche est pénible et, souvent, pour compenser leur longue attente, certaines personnes pressées trouvent plus facile de déchirer la page qu'ils recherchent et annihilent ainsi pour les suivants la collection rassemblée.

J'ajoute qu'à certains jours il y a grande affluence: c'est lorsqu'il s'agit, par exemple, de la publication de ces circulaires nombreuses et importantes qui sont motivées, depuis plusieurs années, par les circonstances que nous traversons, et qui sont absolument nécessaires aux commerçants, aux industriels, à tout le monde même, car il est indispensable d'en examiner les textes imprimés au *Journal officiel* qui les consacre.

Il y a donc une nécessité absolue, suivant moi, d'organiser et de créer une véritable salle où le public soit admis d'une façon convenable. J'en parle avec d'autant plus de raison, il me semble, que vous n'ignorez pas que, depuis quelques années, on n'a pas regardé à installer, dans des hôtels somptueux, dans des palaces, divers services du ministère de la guerre et du ravitaillement, dont les bureaux sont ainsi placés dans des conditions sinon très agréables, tout au moins spacieuses, tandis qu'au *Journal officiel* rien n'a été fait pour donner même le strict nécessaire, le simple confortable dû au public qui vient acheter le journal.

J'ai voulu voir également ce qu'il y avait dans l'hôtel du *Journal officiel*, croyant qu'il serait peut-être facile de trouver, dans cet immeuble, la salle, convenable tout au moins, de lecture et de consultation que je réclame.

J'ai donc demandé à parler au directeur. Je me suis trouvé en face d'un excellent fonctionnaire qui, à mon premier mot, m'a accueilli les bras ouverts, très heureux de voir qu'un membre du Parlement pouvait peut-être l'aider à faire entendre les doléances qu'il a déjà signalées dans maints rapports et lui permettre de faire aboutir les projets qu'il avait étudiés pour l'amélioration de tous les services.

Il déplorait comme moi le local mis à la disposition du public mais aussi l'insuffisance de toute l'installation.

M. Charles Riou. Il n'y a aucune organisation au *Journal officiel* ?

M. Gaston Menier. Je vais vous en parler. C'est ce qui fait la deuxième partie de cette question très succincte pour laquelle je vous demande quelques instants de votre bienveillante attention. (*Parlez ! parlez !*)

J'ai voulu voir ce qui se passait derrière ces cloisons étroites qui contiennent le public, et j'ai constaté qu'au *Journal officiel* tout craque, tout déborde, parce que ce journal a été installé, avec ses services, ses machines, à une époque où il tirait à peine à 12 ou 15,000 exemplaires, et ses exemplaires étaient alors très minces et composés seulement de quelques feuilles.

M. T. Steeg. Il était moins éloquent qu'aujourd'hui! (*Sourires*).

M. Gaston Menier. Tandis qu'aujourd'hui, il tire à 40 ou 50,000 exemplaires et possède très souvent, comme vous pouvez vous en convaincre chaque jour, des suppléments qui en font un véritable petit volume.

J'ai également examiné le matériel et j'ai constaté qu'il était très usagé, désuet et démodé.

M. Eugène Lintilhac. Vous pouvez dire tout à fait suranné!

M. Gaston Menier. Pour ne pas vous retenir trop longtemps, je ne mentionnerai, par exemple, que la force motrice. La force motrice est produite sur place, à l'aide de chaudières qui consomment beaucoup de charbon, c'est-à-dire dans des conditions peu économiques, tandis qu'il serait préférable de rattacher l'usine à un secteur électrique: on trouverait ainsi un emplacement important.

Cet emplacement pourrait servir à l'installation de machines modernes qui tirent à 20,000 exemplaires par heure, au lieu de celles qui existent actuellement et qui arrivent difficilement à tirer 6 ou 7.000 exemplaires à l'heure. D'où économie d'argent et surtout de temps qui, pour le *Journal officiel*, joue un rôle important.

Nous aurions donc, de ce fait, une production beaucoup plus rapide. (*Très bien!*)

Il y a un manque de place absolu partout. Lorsque j'ai visité le local, notamment la salle d'impression, j'ai trouvé des rouleaux, des bobines de papier en nombre considérable autour des machines qui servaient à l'imprimer. Il fallait faire une escalade pour passer d'une machine à l'autre au-dessus de ces bobines, que l'on place tant bien que mal autour de ces machines. On les met là, faute de place.

J'ajoute même, d'après ce que m'a dit le directeur, que les bobines, ne pouvant pas toujours entrer dans le local, sont laissées en dépôt pendant plusieurs jours sur le trottoir de la rue de Beaune; on ne dit rien, parce qu'il s'agit du *Journal officiel*, mais je me demande quelles admonestations ne recevrait pas, de la part de la voirie, un industriel qui encombrerait ainsi la voie publique avec ses marchandises! (*Approbat.*)

J'ai constaté une autre chose fâcheuse: ce sont les conditions tout à fait blâmables dans lesquelles sont observées les règles sur l'hygiène, en ce qui concerne les ateliers du *Journal officiel*. Il vous sera facile de vous rendre compte, par une visite sommaire, dans quelles conditions sont placés les ouvriers et surtout les ouvrières collaborant à ce journal que nous recevons tous.

M. Albert Peyronnet. On pourrait y envoyer un inspecteur du travail.

M. Gaston Menier. Le travail est quelquefois irrégulier, il y a des journées d'accoups, très chargées, malheureusement trop nombreuses, pendant lesquelles le personnel est obligé de passer en supplément des heures très nombreuses.

Les jours de fin de session, quand il y a des débats copieux ici et à la Chambre, et surtout quand il y a des tableaux à faire paraître, il n'est pas rare que le personnel fasse des journées de vingt, vingt-deux et vingt-quatre heures (*Mouvement*), journées qui lui occasionnent un surmenage d'autant plus accusé que les conditions d'hygiène sont plus défectueuses.

Le personnel du *Journal officiel* travaille dans des sous-sols où il ne reçoit jamais la lumière du jour; il travaille toujours à la lumière artificielle.

En outre, les femmes travaillent, serrées les unes contre les autres, dans des locaux qui n'ont pas assez d'aération. Vraiment, je me demande si le *Journal officiel* qui, comme toutes les administrations de l'Etat, devrait donner l'exemple à l'industrie privée, ne serait pas, s'il était surveillé par les inspecteurs du travail, l'objet de réclamations nombreuses contre la mauvaise installation hygiénique des ateliers. (*Vive approbat.*)

Jusqu'à présent, le personnel que j'ai vu, et avec lequel je me suis entretenu, supporte l'état de choses que je vous signale, parce qu'il espère des modifications. J'ajoute qu'il a heureusement à sa tête un chef ouvrier remarquable, un homme qui, par sa souple autorité et son expérience, est capable de conserver, d'entraîner ce personnel et de lui faire rendre, dans les plus mauvaises conditions, le travail considérable qui lui échoit. Je suis heureux de lui rendre ce témoignage à cette tribune. Comme le directeur, il demande avec raison qu'il soit porté remède à ces instal-

lations défectueuses; c'est un chef écouté par ses collaborateurs, il faut tenir compte de ses indications très justifiées.

Je prie le Sénat de vouloir bien prendre connaissance des observations que je viens de lui exposer très rapidement.

Pour me résumer, je demande donc que les locaux soient agrandis, que le public ait à sa disposition une salle convenable où il puisse s'asseoir, prendre connaissance des collections et rechercher facilement les numéros qu'il veut acquérir, sans être bousculé, contrairement à ce qui existe à l'heure actuelle.

Je demande aussi que l'installation de tous les services soit améliorée par l'adjonction de nouveaux locaux indispensables. Il faudra évidemment se résoudre à en trouver à proximité, peut-être à exproprier la maison voisine. Il serait ainsi possible d'avoir une installation normale et tout au moins convenable.

M. Eugène Lintilhac. Mon cher collègue, ne direz-vous rien sur la forme du journal, sur l'usure de ses caractères, sur l'insuffisance de sa justification?

M. Gaston Menier. Je ne voulais pas entrer dans tous les détails techniques.

M. Eugène Lintilhac. Ce n'est pas un détail technique, cela!

M. Gaston Menier. De même que pour l'organisation de la vente, les expéditions, la composition du journal, il y a à refondre tout le matériel et toute l'installation, et à les reprendre, comme je le disais tout à l'heure, en s'inspirant surtout tout particulièrement des règles de l'hygiène des ateliers, qui sont complètement méconnues. (*Très bien! très bien! et applaudissements.*)

M. Albert Favre, sous-secrétaire d'Etat du ministère de l'intérieur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat du ministère de l'intérieur.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Messieurs, l'honorable M. Gaston Menier vient d'appeler l'attention du Sénat sur l'état défectueux des locaux et du matériel affectés à l'administration des *Journaux officiels*. Je dois à la vérité reconnaître que le tableau qu'il en a tracé est tout à fait exact et même, sur un certain nombre de points, au-dessous de la vérité.

Cette situation ne nous avait pas échappé et, il y a déjà quelque temps, nous avions prié M. le directeur des *Journaux officiels* de nous adresser un rapport sur la question. Cet organisme administratif avait pu, jusqu'au moment de la déclaration de guerre, se suffire à peu près à lui-même; il n'y avait pas de luxe, certes. (*Rires.*)

M. Charles Riou. Oh! non.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Il n'y avait pas d'espace en trop grande quantité, les machines n'étaient pas du plus récent modèle, mais, tel quel, l'organisme se suffisait à peu près à lui-même et pouvait faire face à tous les besoins. Ces besoins, d'ailleurs, étaient à ce moment assez restreints: le tirage ne s'élevait guère, avant la guerre, en 1912, en 1913 et en 1914, qu'à 24,000 exemplaires. Le nombre des acheteurs au numéro et celui des personnes qui venaient consulter les collections était relativement peu considérable. Mais, depuis la déclaration de guerre et, plus particulièrement depuis 1915, la clientèle du *Journal officiel* a augmenté dans une très large proportion.

M. Charles Riou. On le voit bien sur le quai.

M. T. Steeg. Il est si bon marché!

M. le sous-secrétaire d'Etat. En 1915, le tirage a monté à 28,000, en 1916, à 34,000, en 1917, il a fait un bond jusqu'à 53,000 et, en 1918, après un léger fléchissement, il est à nouveau monté jusqu'à une cinquantaine de mille, chiffre auquel il se tient encore aujourd'hui.

Si je me permets de regretter cette progression en raison des difficultés matérielles créées par l'insuffisance des moyens, vous sentez bien, messieurs, que je suis en plein accord avec vous pour me féliciter, au contraire, de cette progression, en ce qu'elle prouve que la démocratie tend à vouloir prendre intérêt de plus en plus à nos débats.

M. T. Steeg. Le papier est cher!

M. le sous-secrétaire d'Etat. Elle veut remonter aux sources mêmes des informations et, on peut le dire, elle cherche à se constituer elle-même une opinion sur les grands problèmes qui se sont débattus au sein de nos deux Assemblées.

Nous ne saurions donc chercher à entraver cette progression. Il faut, au contraire, chercher par tous les moyens à l'augmenter. Ces moyens nous apparaissent comme étant de deux sortes — et, ici, je suis tout à fait d'accord avec l'honorable M. Gaston Menier — extension, agrandissement des locaux, d'une part, et, d'autre part, rajeunissement, modernisation, si j'ose dire, du matériel.

Je ne reviendrai pas sur toutes les critiques qui viennent d'être faites par M. Gaston Menier; on pourrait, d'ailleurs, les étendre encore très largement. Je me contenterai d'indiquer que, soit au point de vue de l'hygiène du personnel, de la conservation des collections, soit en ce qui concerne les bobines de papier qui restent sur les trottoirs, soit en ce qui touche à l'exiguïté des locaux affectés à la réception des acheteurs au numéro ou des personnes qui viennent consulter les collections, il y a nécessité de modifier toute l'installation.

Au point de vue des machines, il y a également, comme le disait tout à l'heure M. Lintilhac, énormément à faire. Il y a trois vieilles rotatives qui remontent à 1891, une autre rotative qui date de 1892 et qui n'a jamais fonctionné convenablement.

M. Guillaume Poulle. C'est le musée des antiques.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Ces machines tirent, à l'heure qu'il est, 8,000 numéros à l'heure, alors que, dans l'industrie privée, les machines en tirent couramment de 18 à 20,000 à l'heure.

Vous sentez bien que, dans ces conditions, lorsque le personnel des machines vient prendre son service à une heure du matin et qu'il est obligé d'attendre parfois jusqu'à cinq ou six heures pour les mettre en marche, parce que la copie est trop abondante ou que les bons à tirer des Assemblées parlementaires sont arrivés tardivement, il y a un surmenage insupportable et excessivement dur, contre lequel le personnel ne proteste pas, d'ailleurs, mais contre lequel nous devons protester pour lui.

M. Gaston Menier. Le personnel se conduit d'une façon admirable.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Permettez-moi de dire que l'initiative gouvernementale n'avait pas attendu l'appel si éloquent de M. Gaston Menier pour se préoccuper de cette situation. La preuve, c'est qu'il y a déjà quelque temps nous avons demandé à M. Lemaesquier, architecte du Gouvernement, ancien second grand prix de Rome, qui, ces temps derniers, s'est chargé de l'agrandissement du *Petit Parisien*, de faire une étude sur la question et de nous ap-

porter un plan qui, dans notre esprit, devait comporter un avant-projet sur lequel on pourrait travailler.

M. Hervey. On aboutira en 1930.

M. le sous-secrétaire d'Etat. On aboutira lorsque les deux Assemblées se seront mises d'accord pour voter le crédit de 7 millions qui sera nécessaire pour réaliser ces améliorations.

M. Hervey. C'est cela.

M. le sous-secrétaire d'Etat. A la suite du travail qui nous a été remis par M. Lemauresquier, M. le ministre de l'intérieur, pour pousser à fond cette étude, a, le 6 avril, nommé une commission de techniciens et de parlementaires. Cette commission pourra se mettre au travail dès demain : je puis assurer que nous sommes entièrement à sa disposition et que nous lui apporterons le concours le plus actif.

Avant de descendre de cette tribune, permettez-moi d'adresser à M. Gaston Menier, dont l'intervention aura apporté une aide efficace à cette œuvre d'intérêt public, l'expression de ma plus vive et de ma plus sincère gratitude. (*Très bien! très bien! — Applaudissements.*)

M. Gaston Menier. Je remercie M. le ministre des déclarations qu'il a bien voulu faire et, particulièrement, de l'éloge qu'il a bien voulu m'adresser. Mon seul souci était de lui poser cette question et de lui signaler cette situation vraiment fâcheuse et j'espère que, dans un délai très rapproché, sans même aborder le problème du crédit de 7 millions qu'il évoquait tout à l'heure, nous pourrions arriver à réaliser les améliorations indispensables dues au public et surtout au point de vue des règles de l'hygiène des ateliers du *Journal officiel*. (*Très bien!*)

M. le président. L'incident est clos.

8. — DISCUSSION DE DEUX INTERPELLATIONS

M. le président. L'ordre du jour appelle la discussion de l'interpellation de M. Goy, sur la situation des facultés des sciences et de médecine de l'université de Paris.

M. Cazeneuve. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. Je demande au Sénat de vouloir bien prononcer la jonction de mon interpellation à celle de M. Goy. (*Très bien!*)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la jonction de l'interpellation de M. Cazeneuve, sur la crise de l'enseignement supérieur et les remèdes à y apporter, à celle de M. Goy, sur la situation des facultés des sciences et de médecine de l'université de Paris.

(Le Sénat prononce la jonction des interpellations.)

M. le président. La parole est à M. Goy, pour développer son interpellation.

M. Goy. Messieurs, c'est un gros dossier que je désire dévouiller devant le Sénat; je m'en excuse tout de suite, mais je crois qu'il y aura un intérêt très grand à ce que la haute Assemblée connaisse la situation critique dans laquelle se trouve l'enseignement supérieur au point de vue scientifique, situation qui, si elle se prolongeait, entraînerait rapidement la décadence de la science française.

Je n'ai pas demandé à interpellier M. le ministre de l'instruction publique pour lui adresser des critiques, loin de là. Je sais qu'il a vu le danger et qu'il s'apprête à y apporter remède. Déjà, il y a quelques semaines, il a déposé sur le bureau du

Sénat un projet de loi relatif à la création d'instituts des sciences appliquées.

Il y a quelques jours, il a déposé à la Chambre un projet de crédits pour le relèvement du traitement des professeurs. M. le ministre a compris l'importance capitale de la science pour le développement intellectuel d'un pays, pour le développement de ses industries et de son agriculture; il a tenu compte des leçons de la guerre, il sait quel rôle de premier ordre a joué la science pendant ces quatre années de luttes que nous avons subies. Comme j'avais l'honneur de vous le dire il y a quelques jours, si les facultés des sciences n'avaient pas institué chez nous, avant 1914, des instituts de chimie, la guerre aurait été terminée au bout de six mois, parce que nous n'aurions pas pu fournir ce qui était nécessaire aux besoins des armées, parce que nous n'aurions pas pu leur procurer des produits dont nous avions laissé la fabrication à l'étranger.

Je tiens seulement, après avoir exposé la situation, après avoir montré la plaie dont souffre l'enseignement supérieur, après vous l'avoir étalée et en avoir fait sentir la profondeur, à demander à M. le ministre quel est son programme de réformes et à prier le Sénat de vouloir bien inviter le Gouvernement à déposer une demande de crédits suffisants pour remédier à cette situation qui ne peut plus durer.

La Révolution française, qui était fille de la philosophie du dix-huitième siècle, dont l'idée de progrès était la caractéristique, qui était impressionnée par les grandes découvertes qui avaient suivi celle de la gravitation par Newton, incitée par les hommes illustres que nous possédions en France en ce moment, avait compris l'importance de l'enseignement supérieur et des recherches scientifiques dans notre pays. Elle l'avait compris, non seulement au point de vue de la science pure, mais au point de vue de la science appliquée, qu'elle ne séparait pas l'une de l'autre, très justement d'ailleurs. Les grands savants de cette époque ne craignaient pas d'abandonner leurs études spéculatives pour s'adonner à des études pratiques qui leur paraissaient d'autant plus nécessaires que la France se trouvait à ce moment dans la même situation où nous l'avons vue ces années dernières, dans la nécessité de fabriquer certains produits qu'elle ne pouvait elle se procurer à l'étranger avec lequel elle était en guerre, et, aussi, par suite du blocus des mers par les flottes anglaises.

C'est ainsi que la Révolution française créa l'école polytechnique et ébaucha la création de l'école normale supérieure, créa le conservatoire des arts et métiers, une école centrale des arts et métiers, des écoles vétérinaires et d'autres établissements.

Je voudrais pouvoir vous citer tout au long les prescriptions par lesquelles la Convention assurait un enseignement à la fois pratique et théorique à l'école centrale des arts et métiers.

Je me permettrai seulement de vous en lire quelques lignes.

Elle demandait « que les élèves fussent astreints à des recherches, afin d'employer l'exactitude habituelle des élèves à la détermination de chaque phénomène... » — il s'agit de la physique — « ... de toutes les données qui nous manquent sur les eaux, sur les températures, sur les époques ou sur les durées.

« Les maîtres recueilleront avec soin tous les résultats qui contribueront au progrès des connaissances et qui donneront plus de certitude à la marche des arts. »

Elle associait ainsi les élèves aux recherches des maîtres. Elle exigeait pour les élèves des ateliers de construction de machines, des laboratoires où ils seraient réu-

nis vingt par vingt pour exécuter eux-mêmes les opérations de la physique particulière.

« Les instruments qui serviront, disait-elle, à prendre des mesures seront faits avec la plus grande exactitude et exécutés par les meilleurs artistes. Les élèves seront distribués dans des laboratoires particuliers où ils exécuteront les opérations présentées dans les leçons. Ils y trouveront la matière et les instruments que le conservateur des magasins y aura fait déposer. »

Et tout à l'heure, m'adressant à M. le ministre, je ne pourrai que lui demander de faire siennes ces prescriptions qu'édicteait la grande assemblée révolutionnaire, car après plus de cent ans elles n'ont rien perdu ni de leur actualité ni de leur valeur.

Le premier empire, par contre, ne développa guère l'œuvre si bien commencée. Il soumit l'enseignement supérieur à cette discipline étroite, à cette centralisation excessive qu'il demandait à toutes ses administrations et dont nous souffrons encore. Cette centralisation était peu favorable au développement de la science, laquelle vit surtout d'indépendance et de liberté, je dirai presque d'indiscipline de l'esprit. Non pas que l'empereur fût hostile à la science; il était membre de l'Institut, il avait emmené en Egypte toute une série de savants, comme Champollion et Monge, mais d'autres préoccupations l'assiégeaient. L'empire, d'ailleurs, dura peu, il passa comme un météore, il dura à peine le temps que nous mettons quelquefois à élaborer certains projets de loi.

Je n'ai rien à dire de la Restauration ni de la monarchie de Juillet. Pour trouver un ministre novateur, il faut arriver à Victor Duruy, sous le second empire. C'est lui qui eut cette idée féconde de comprendre l'importance de la recherche; il ne vit pas simplement dans nos facultés la question de l'enseignement, mais celle de la recherche scientifique. C'est dans ce but qu'il fonda l'école pratique des hautes études. Malheureusement, il n'en retira pas les fruits qu'il attendait. Si l'école pratique des hautes études a rendu et rend encore de très grands services dans sa section littéraire, comme on peut le voir par la nomenclature des travaux qu'elle publie chaque année; il n'en est pas de même dans sa section des sciences. Elle manque, d'ailleurs, d'autonomie. L'école pratique des hautes études n'a pas de laboratoires, elle vit en parasite dans les laboratoires d'autrui; au Collège de France, au Muséum, à la faculté des sciences.

M. Steeg. Elle leur apporte des ressources!

M. Goy. Elle a quelques préparateurs, quelques chefs de conférence. A-t-elle beaucoup d'élèves? Je n'en sais rien, car il est très difficile d'avoir des renseignements précis sur le fonctionnement de cette section scientifique. S'il y en a, font-ils des travaux? Je l'ignore. Je ne sais même pas très bien comment se fait la répartition des fonds que vous votez pour elle. Tout ce que j'ai pu apprendre, c'est qu'il y avait une commission chargée de cette répartition, mais on m'a assuré qu'elle ne se réunissait jamais. Je prierai M. le ministre de l'instruction publique de bien vouloir nous donner à ce sujet quelques précisions.

Messieurs, il faut ensuite aller jusqu'à Jules Ferry pour trouver un grand maître de l'Université qui s'occupe de nos facultés des sciences. C'est à lui que l'on doit la reconstruction de certaines galeries du Muséum, celle de l'école pratique de médecine, commencée d'ailleurs en 1877, l'agrandissement de l'école de médecine elle-même, la reconstruction de la Sorbonne. Mais une erreur capitale fut commise,

celle de rebâtir sur place au lieu de reconstruire sur des terrains vastes où l'on aurait pu augmenter les installations en rapport avec les besoins de la science.

M. T. Steeg. C'est exact !

M. Goy. On reconstruisit dans un quartier de Paris, où toute extension était impossible dans l'avenir, par suite de la cherté des terrains et des dépenses considérables qu'entraîneraient les expropriations des immeubles.

Aucune prévision ne fut faite à ce moment et vous ne vous en étonnez pas, messieurs, si je vous dis que beaucoup de professeurs se figuraient alors que les sciences étaient à peu près achevées. L'un d'eux, un professeur de physique, M. Jamin, disait, dans la préface de son traité, resté classique pendant des années, que la physique était une science achevée. Or, il n'y a pas de science qui ait été plus bouleversée, plus métamorphosée, plus transformée que la physique depuis quarante ans.

Avec cette mentalité, il est évident qu'il ne pouvait y avoir aucune prévision pour l'avenir.

Quand vous regardez, de la rue des Ecoles, ce vaste édifice à l'architecture monumentale, il semble, au premier abord, être assez vaste pour contenir deux facultés, la faculté des lettres et la faculté des sciences. Mais à l'intérieur, si vous défalquez les vastes vestibules, les escaliers monumentaux, les salons luxueux, les nombreux amphithéâtres dont l'un peut contenir des milliers de personnes et sert aujourd'hui de salle de conférences publiques, il ne reste, pour les laboratoires, que des corridors étroits, que des salles sombres. Vous verrez des laboratoires installés dans des sous-sols, dans des caves ou dans des greniers, vous verrez des serres au second étage, un jardin d'expérience sur un toit et des chenils dans des cours.

Je crains que l'erreur qui a été commise pour la reconstruction de la Sorbonne ne soit renouvelée quand on reconstruira le Collège de France si les tractations, qui durent, je crois, depuis bientôt près d'un demi-siècle entre l'Etat et la ville, viennent à aboutir.

Au X^e siècle, il y a quelques années, une innovation importante fut apportée à notre enseignement supérieur par la création des universités. Cette idée fut des plus heureuses, car elle entraîna une décentralisation. Nos très jeunes facultés, venues au monde à ce moment-là, ont montré, par leur esprit novateur et par les maîtres de grande valeur qu'elles ont possédés, comme Arloing et Gourmont à Lyon, Sabatier, à Toulouse, une très grande activité et ont su attirer à elles un nombre considérable d'élèves français et même étrangers. Tandis que la Sorbonne s'enlaidissait un peu dans sa gloire passée, ces jeunes universités faisaient preuve de plus d'énergie et de vitalité. C'est à elles que l'on doit la création de ces instituts d'électrochimie et de chimie dont je vous parlais tout à l'heure et qui ont rendu de signalés services.

Cependant la réforme fut incomplète. Les universités, en effet, ne sont pas complètement maîtresses de leur programme, non plus que de leurs méthodes d'enseignement. Elles soumises, elles aussi, à une discipline et ne peuvent pas faire tout ce qu'elles veulent. Elles auraient besoin, comme le dit M. le professeur Caullery, d'être vivifiées, outillées et subventionnées, car si elles restaient au lendemain de la paix ce qu'elles sont aujourd'hui, nous ne tarderions pas à être laissés en arrière des nations qui aspirent, non à dominer le monde, mais à vivre d'une vie indépendante, sans être les satellites de celles qui produiront

et qui, fatalement, régleront les conditions des autres.

Après la création des universités, aucune amélioration importante n'a été apportée à l'enseignement supérieur, sauf sur quelques points de détail dont il est inutile de parler. Et ce n'est pas sans étonnement que, quelquefois, j'ai lu les rapports de quelques-uns des membres de nos assemblées, rapporteurs eux-mêmes du budget de l'instruction publique, qui chantaient un véritable *Te Deum* en l'honneur des progrès de notre enseignement supérieur scientifique. Ils énuméraient avec plaisir le nombre croissant de nos élèves sans se préoccuper de leur mérite, sans rechercher pourquoi ils venaient si nombreux sur les bancs de la faculté des sciences (ce n'était pas toujours pour des motifs d'ordre scientifique), quel était l'enseignement que l'on y donnait, quelle était la valeur des examens qu'ils y passaient. S'ils avaient demandé l'avis des maîtres, ils auraient vu que, derrière cette prospérité de façade, il n'y avait au fond que misère, que néant.

L'université, messieurs, va à la mort, elle s'éteint peu à peu, faute de personnel, faute d'outillage et faute de locaux. L'opinion publique, en France, s'est toujours désintéressée de l'enseignement supérieur.

M. T. Steeg. Il ne faut pas dire cela !

M. Roy. Je ne puis dire qu'il n'y ait pas eu des exceptions. Mais vous ne pouvez pas prétendre qu'on s'intéresse en France aux universités et à l'enseignement supérieur, comme on s'y intéresse à l'étranger.

M. T. Steeg. Mon cher collègue, c'est l'honneur de notre démocratie française que ses représentants, soit à la Chambre des députés, soit ici, n'ont jamais refusé à un Gouvernement, quel qu'il fut, les crédits qu'on lui a demandés pour les spéculations les hautes.

M. Goy. Je ne parle pas des Chambres, mais de l'opinion publique.

M. T. Steeg. Elles n'en sont que l'écho !

M. Goy. En toute sincérité, je vous demande si la grande presse s'occupe souvent de l'enseignement supérieur.

M. Eugène Lintilhac. Pour ma part, mon cher collègue, depuis une dizaine d'années que j'ai l'honneur de rapporter ici le budget de l'instruction publique, vous ne trouverez pas, dans mon rapport, un seul des *Te Deum* d'admiration bête que vous attribuez aux rapporteurs parlementaires, mais bien les critiques nécessaires dont j'ai même fait récemment tout un livre dans le titre duquel est l'expression même de : « Crise de l'instruction publique. » (*Marques d'approbation.*)

Mais j'en parlerai à mon heure, c'est-à-dire lors de la discussion prochaine du budget.

M. Goy. La plupart du temps, on croit que l'université est simplement destinée à délivrer des diplômes permettant l'exercice d'une profession, alors qu'elle est surtout destinée à faire des recherches. Et cependant, c'est dans les universités que se forme l'élite de la nation, cette aristocratie qui, seule, a le droit et le devoir d'éclairer une démocratie comme la nôtre, parce que c'est cette élite qui sera chargée de diriger les foules émotives et passionnées du suffrage universel, de lui donner des directives bonnes ou mauvaises, utiles ou néfastes.

A l'Université appartient encore de faire progresser la science française, de maintenir et d'accroître le rôle civilisateur de notre pays, d'assurer le développement de son industrie et de sa production agricole. C'est dans le travail silencieux d'un labo-

ratoire qu'un Ampère et un Faraday ont pu, par leurs découvertes, permettre l'utilisation de l'énergie électrique qui a complètement transformé le monde industriel. C'est dans ce travail obscur du laboratoire qu'un Pasteur a pu trouver les causes, inconnues jusqu'à lui, de nos maladies et y remédier.

Tous les autres pays ont compris, mieux que nous, la valeur de la science. L'Amérique consacre des sommes fabuleuses à ses universités.

M. T. Steeg. Parce qu'elle est plus riche !

M. Goy. Etats, particuliers, milliardaires...

M. T. Steeg. Eh oui ! c'est cela ! et nous, nous ne le sommes pas.

M. Goy. ...industriels, tous s'intéressent au progrès de la science. Chez nous, les industriels n'ont jamais donné un sou.

M. Cazeneuve. C'est une erreur absolue !

M. Goy. Vous pouvez le voir dans le livre de Caullery sur les universités aux Etats-Unis, et dans un rapport récent publié dans les *Annales des épiphytes*, par M. Marchal, au point de vue de l'enseignement et des recherches agricoles. Si nos universités possédaient le quart de ce que possèdent les universités américaines, nous aurions retrouvé l'hégémonie scientifique que nous avions au dix-huitième siècle et durant les vingt ou trente premières années du dix-neuvième siècle.

M. T. Steeg. Je demande la parole.

M. Goy. Car ce ne sont pas les hommes qui manquent chez nous, ce sont les moyens de les faire travailler. C'est le contraire en Amérique.

La Suisse est reconnaissante à ses universités, elle est reconnaissante à son « Polytechnikum » de lui avoir assuré une prospérité industrielle de premier ordre, fait économique unique dans le monde, chez un peuple qui n'a aucune matière première à sa disposition. Cette prospérité économique, la Suisse la doit exclusivement à la science et à la valeur de ses ingénieurs formés à Zurich.

Enfin, voyez même nos ennemis : c'est l'université qui a forgé cette âme allemande, cette âme féroce, cruelle, barbare, follement orgueilleuse, singulièrement forte quand même, puisqu'il a fallu le monde entier pour l'abattre. Un pays ne vaut que ce que vaut son enseignement supérieur orienté vers la recherche.

M. T. Steeg. D'accord.

M. Goy. Je vous ai montré, chemin faisant, dans ce court historique, quelles avaient été, selon moi, les erreurs commises au point de vue des installations et des constructions d'un certain nombre d'établissements comme la Sorbonne ou comme l'école pratique de la faculté de médecine de Paris. Je voudrais maintenant vous exposer la situation actuelle de nos laboratoires ; mais auparavant, je vous demande la permission de vous dire comment je comprends les buts de notre enseignement supérieur.

Selon moi, il a deux fonctions : la première est de donner un enseignement professionnel ; la seconde est de se préoccuper de recherches, de faire en sorte que la science française progresse.

Il est professionnel à la Faculté de médecine où il forme des praticiens capables de pouvoir lutter contre les maladies, de pouvoir les prévenir avec toutes les ressources de la science moderne. Il l'est encore à l'Ecole de droit où il initie les jeunes gens à la connaissance des lois et de la jurisprudence, à la lumière de la philo-

sophie du droit et de son évolution historique, à la connaissance des institutions politiques et sociales des peuples, de façon qu'ils puissent, plus tard, prendre part à la vie politique. Il l'est encore à la faculté des sciences, beaucoup moins, et pour ma part il ne devrait pas l'être à cette faculté qui se charge cependant encore de la préparation au professorat de l'enseignement secondaire.

Mais le rôle de l'enseignement est plus élevé : il doit encore assurer le progrès de la science en rendant aptes à la recherche les jeunes travailleurs, afin de ne pas laisser diminuer le patrimoine scientifique de notre France, dont le génie est si admirablement doué pour la science.

C'est à ce point de vue que je me placerais. Aussi bien, si nos facultés ne s'étaient jamais préoccupées que d'enseignement, et si ailleurs on avait fait comme elles, on enseignerait encore aujourd'hui la médecine des médecins de Molière ou la chimie du moyen-âge.

C'est bien à tort, selon M. Appell et selon moi, que nos facultés des sciences visent principalement la préparation aux grades ou au professorat.

L'agrégation permettez-moi d'en dire deux mots : ce que j'en dirai s'appliquera surtout aux facultés de médecine, plus qu'aux facultés des sciences, parce que c'est surtout l'école normale, du moins à Paris, qui est chargée de préparer les agrégés...

M. T. Steeg. Les facultés aussi.

M. Eugène Lintilhac. L'école normale est un institut pédagogique et pas autre chose à l'heure actuelle.

M. Goy. Nous sommes d'accord. C'est pourquoi ce que je vais dire de l'agrégation s'applique principalement aux facultés de médecine.

M. Cazeneuve. Non, à toutes les facultés.

M. Goy. Oui, pour les facultés de province.

L'agrégation, dis-je, par la multiplicité des connaissances qu'elle exige, par l'obligation qu'elle impose à ceux qui postulent ce titre de consacrer les meilleures années de leur vie à imprimer dans leur cerveau les pensées des autres, sans avoir jamais, eux, le temps de penser par eux-mêmes, ne prédispose pas à la recherche. On a dit, peut-être avec exagération, qu'elle créait l'immunité de l'esprit contre toute idée originale.

M. Eugène Lintilhac. C'est de la polémique, cela !

M. Goy. Qu'est-ce qu'une grande pensée disait Alfred de Vigny et avec lui Auguste Comte ? C'est une idée conçue dans la jeunesse, exécutée dans l'âge mûr. Pour concevoir et exécuter dans l'âge mûr, il faut avoir eu le temps de penser pendant sa jeunesse. « Pourquoi... » — demandais-je un jour à M. Carrel, alors qu'il venait de me dire qu'il était parti de France sans connaître l'anglais — « ...avez-vous quitté Lyon et abandonné votre pays ? » — « Parce que, me répondit-il, je voulais travailler moi-même, et ne voulais pas bourrer mon esprit et en faire une véritable bibliothèque. » Ne fut-ce pas un heureux hasard que Claude Bernard ait échoué à l'agrégation de chirurgie ? Sans cela, nous n'aurions pas eu le grand savant que vous savez, mais un chirurgien quelconque ayant vu à travers la fenêtre de l'école qui ne donne guère sur de grands espaces.

M. Eugène Lintilhac. Nous ne savons pas.

M. Goy. C'est probable.

M. Eugène Lintilhac. Peut-être que,

monté sur les épaules des autres, il eût été encore plus grand !

M. Goy. Le concours éloigne de la recherche, étouffe tout esprit critique. Critiquer, en effet, c'est heurter l'opinion des maîtres dont dépend l'avenir. Il vaut mieux s'en tenir à un éclectisme moins dangereux et plus utile.

Enfin, messieurs, ce que je reproche surtout aux concours, c'est de créer des castes privilégiées, de donner à des hommes le droit, parce qu'ils ont réussi, à vingt ans, un examen qui ne veut rien dire, qui n'indique presque rien de la valeur intellectuelle de celui qui l'a subi, et rien de sa valeur morale, le droit, dis-je, d'occuper des places auxquelles ne pourront jamais prétendre ceux qui ont échoué ou qui n'ont pu se présenter à ces concours, quelle que puisse être plus tard leur valeur dans la vie.

Ça été une erreur de la révolution française d'avoir créé l'école polytechnique...

M. T. Steeg. Il ne faut rien exagérer.

M. Goy. ... qui a fait que des hommes sont exclus de la lutte pour la vie dès qu'ils sont sortis de l'école. Nous autres, avocats, nous autres médecins, nous sommes obligés de nous faire une situation à la force du poignet et de combattre constamment pour la maintenir, tandis que ceux qui sortent de ces écoles peuvent se reposer et n'y manquent pas.

Voyez-vous, messieurs, les facultés des sciences et de médecine ne sont pas destinées à former des pédagogues, mais surtout des chercheurs. Croyez-vous que les jeunes étrangers qui ne veulent plus retourner dans les universités allemandes viendront chez nous et y resteront pour entendre quelques leçons théoriques ? Assurément non. Ce qu'ils désirent, c'est s'initier aux conceptions et aux méthodes de nos maîtres. Ce qu'ils désirent, c'est vivre dans l'intimité de leur esprit, c'est travailler dans leur laboratoire. C'est une erreur inconcevable que l'on puisse encore penser aujourd'hui qu'il est possible d'apprendre une science expérimentale en entendant un cours fait, la craie à la main, devant un tableau noir. La science expérimentale, comme la science d'observation, s'enseigne au laboratoire : l'éloquence du maître, c'est son habileté technique qui lui permet de réaliser ses conceptions, de vérifier ses hypothèses ou ses observations.

M. Eugène Lintilhac. Il faut bien tout de même un substratum de théorie !

M. Goy. L'enseignement à l'amphithéâtre est complètement inutile.

M. Cazeneuve. Oh !

M. Goy. Je vais vous en donner une preuve, mon cher monsieur Cazeneuve, et je crois que vous, médecin, ne pourrez pas me démentir.

Il n'y a pas un étudiant en médecine, tout au moins à Paris, je dis un étudiant sérieux, qui suive les cours théoriques — et je voudrais qu'il y eût ici un professeur de Paris pour vous le dire — à moins qu'il ne s'agisse d'un professeur qui apporte des idées neuves ou les résultats d'un travail personnel.

M. Eugène Lintilhac. Donc il y en a qui peuvent en apporter. Vous n'auriez pas tort si vous n'exagériez pas en généralisant.

M. Flaissières. Si vous étiez du Midi, cela ne m'étonnerait pas.

M. Goy. Je n'exagère rien, croyez-le. Ce n'est pas le nombre des élèves qui fait l'importance des facultés, c'est le nombre des travaux personnels qui y sont produits. Elles doivent développer dans la jeunesse

la passion de la recherche. C'est cette passion qui fait les grands savants comme elle fait les grands artistes ; c'est elle qui donne à l'homme le courage de passer sa vie dans un laboratoire seul à seul avec sa pensée, de se contenter des traitements que, jusqu'à présent, vous leur avez donnés, de dédaigner la richesse, éblouis seulement par la grandeur des théories scientifiques, qui jettent de la lumière sur les mystères qui nous entourent, sur ces grandes lois de la nature par lesquelles la pensée humaine impose sa volonté à la matière inerte et l'oblige à la servir.

Dans notre société où tout le monde court à la fortune acquise par n'importe quel moyen — il y en a eu trop d'exemples dans cette guerre (*Très bien !*) car la guerre ne donne pas que des exemples d'héroïsme, malheureusement — croyez-vous qu'il n'est pas nécessaire qu'il y ait des hommes qui donnent l'exemple d'une haute dignité morale du sacrifice d'une vie tout entière consacrée à un noble idéal, à la recherche de la vérité ? (*Très bien !*)

Le talent, le génie, s'ignorent quelquefois.

M. Eugène Lintilhac. Et ne s'enseignent pas.

M. Goy. Ils ne se révèlent à eux-mêmes que par la lecture d'un livre, par un entretien avec un homme supérieur. De là l'importance capitale de posséder des maîtres qui cherchent à avoir des collaborateurs. Nous en avons encore trop qui ne travaillent pas. Il y en a, monsieur le ministre, qui ne vous ont jamais rien demandé parce qu'ils étaient trop heureux de leur pauvreté qui justifiait leur indolence, parfois.

Combien en auriez-vous qui pourraient paraphraser ce mot d'un professeur de l'ancienne faculté de médecine de Strasbourg qui disait à quelqu'un lui demandant quelle était sa meilleure œuvre : « C'est d'avoir formé Wurtz ! ».

Il n'y a pas que le ministère de la rue de Grenelle qui soit coupable de l'état actuel de nos facultés ; il n'y a pas que les parlementaires à culture scientifique qui n'ont jamais appelé l'attention du Parlement sur cette situation ; il y a encore les professeurs qui, trop tardivement, s'en sont préoccupés.

Songez donc au mal que peut faire un professeur qui, pendant dix, quinze ou vingt ans, occupe une chaire sans y faire de travaux personnels, et sans y former d'élèves.

Vos professeurs sont aussi souvent trop vieux. Rien n'est plus dangereux, à de rares exceptions près et j'en connais, qu'un maître vieilli, surtout s'il fut un grand savant, parce que son esprit se fige dans les idées anciennes, n'évolue plus, parce qu'il est l'adversaire de toute idée nouvelle et qu'il barre la place non seulement aux jeunes, mais aussi à la pensée des jeunes.

Pourquoi l'âge de la retraite est-il différent pour les professeurs ordinaires et pour les professeurs membres de l'Institut ? Croyez-vous que, parce qu'on est membre de l'Académie, on vieillisse moins vite ? Croyez-vous que les sens sont moins rapidement émoussés et qu'on conserve plus longtemps l'acuité de la vue ? Je ne le pense pas et je ne vois pas pourquoi on fait cette différence.

Il faut se débarrasser des professeurs qui ne travaillent pas ou qui sont trop âgés. Conservez leurs laboratoires à ceux qui sont capables de travailler. Donnez aux autres de belles retraites, donnez-leur même leur traitement complet, chamarré leurs poitrines de décorations tant que vous voudrez, mais il faut qu'ils fassent place aux jeunes. En réalité, la science n'aime pas la vieillesse.

M. Flaissières. Et il n'y a pas un couplet pour le Sénat ?

M. Goy. Le Sénat ne fait pas de science, il ne fait pas de découvertes.

M. T. Steeg. Quelquefois !

M. Goy. Evitez surtout le cumul des chaires. Un professeur qui remplit plusieurs enseignements ne peut certainement pas suffire à sa tâche. Donnez à nos maîtres des traitements qui ne soient pas des traitements de famine. Vous avez, d'ailleurs, déposé un projet sur le relèvement des traitements, dont je dirai tout à l'heure quelques mots.

Je m'excuse de ce long exposé ; mais je crois qu'il était nécessaire avant d'aborder la situation de notre enseignement supérieur. Je vous ai montré les fautes commises lors de la reconstruction de la Sorbonne et de l'école de médecine. Je vous ai montré l'erreur de nos méthodes qui proviennent toutes de la conception erronée que nous nous sommes faite de l'enseignement technique, qui ne doit pas être purement formel et verbal.

Il y a quelques années, j'avais attiré votre attention sur l'installation déplorable des collections du Collège de France et des collections du Muséum d'histoire naturelle. Je vous ai parlé du laboratoire de chimie organique de Berthelot au Collège de France, qui était dans un tel état que j'ai vu des pierres qui se détachaient, menaçant de blesser les élèves.

M. Eugène Lintilhac. C'était une ancienne cuisine désaffectée.

M. Goy. Je vous ai parlé de cette salle où les montants des fenêtres étaient tellement pourris que l'on ne pouvait plus y remplacer les vitres brisées. Je vous ai parlé des collections du Muséum qui s'entassaient l'une sur l'autre faute de place. J'ai visité depuis la collection des bois. La galerie qui les renferme est dans un si triste état qu'on avait été obligé de placer des baquets sur le plancher pour recueillir l'eau qui tombait du toit. Tous les échantillons étaient couverts de moisissures. J'espérais trouver à la Sorbonne une situation meilleure, puisque la construction de cet établissement est d'origine plus récente : à part quelques exceptions, j'ai constaté absolument la même situation et je vais vous demander la permission de vous lire les notes que j'ai prises quand j'ai visité ces laboratoires, en même temps que certaines notes qui m'ont été données par les professeurs auxquels je les ai demandées, de façon à bien vous montrer que je n'exagère rien, que je ne fais pas du pessimisme.

Le laboratoire d'enseignement de chimie destiné aux élèves qui préparent leur licence est si restreint que les élèves n'y peuvent travailler que quelques heures par semaine. Ils en sortent incapables de faire une analyse élémentaire. Aux bons étudiants, on conseille de ne pas passer au bout de l'année leur examen de licence pour qu'ils puissent continuer leurs études techniques ; sans cela, ils eussent été exclus, car il n'y a que peu de places disponibles pour ceux qui veulent perfectionner leur technique.

Le laboratoire de physiologie n'a point de salle d'opération où l'on puisse faire de l'asepsie.

Le chenil est placé dans une cour de la Sorbonne. Les chiens par leurs aboiements non seulement incommode, les professeurs, les étudiants, mais empêchent de dormir les locataires voisins. Ces dernières années, un certain nombre de salles étaient fermées parce qu'il était impossible de les chauffer. Car la Sorbonne est le triomphe de l'individualisme, il n'y a pas de chauffage central : chaque chaire a son chauffage particulier.

Ces temps derniers, j'ai visité le labora-

toire zoologique de M. Delage, c'est un des plus mal installés.

Voici le résumé de mes constatations et de mon entretien avec M. Hérouard, le remplaçant de M. Delage, qui ne fait pas de cours depuis dix ans par suite d'une affection des yeux.

M. Hérouard est attaché à la Sorbonne depuis trente ans ; chef de conférences, il a un traitement de 8,000 fr. Il est directeur non rétribué du laboratoire maritime de Roscoff.

8,000 fr. par an, voilà comme est récompensée toute une vie de labeur consacrée à la science.

Le personnel est absolument insuffisant, il y a un seul garçon de laboratoire qui prépare le cours, les conférences, les manipulations, fait les courses. C'est un homme de valeur qui excelle à l'élevage des animaux marins, traitement 2,000 fr.

Pour les recherches, cinq cabinets de travail, nus, dépourvus d'instruments, les observateurs sont installés dans les corridors, dans les magasins.

Le chargé de cours me disait qu'il avait été obligé de dépenser lui-même 1,000 fr. pour achat d'instruments indispensables à ses recherches. Son traitement est de 5 à 6,000 fr.

Les élèves qui préparent la licence ont à leur disposition une trentaine de mauvais microscopes.

Ils sont souvent au nombre de soixante-dix. Ils n'ont de travaux pratiques qu'une fois par semaine, faute de ressources. A l'étranger, les laboratoires sont ouverts tous les jours aux étudiants.

M. Courrégelongue. Voulez-vous me permettre de vous interrompre.

M. Goy. Volontiers.

M. le président. La parole est à M. Courrégelongue.

M. Courrégelongue. J'ai reçu d'un professeur très distingué de la faculté de Bordeaux, une lettre particulière, qui se plaint de manquer d'alcool, alors que le ministre des finances en a à revendre. Il avait demandé 7 hectolitres à l'office national. Après trois mois, on lui en a donné 25 litres par mois. Or, il y a, à la faculté de Bordeaux vingt professeurs et quatre cents élèves qui suivent les cours d'histoire naturelle de physique et de chimie. Manquant d'alcool, les élèves ne peuvent pas se livrer à toutes les opérations de laboratoire. Les professeurs eux-mêmes manquent d'alcool pour faire les expérimentations nécessaires. Vous me pardonnerez de parler d'œnologie, à moi qui suis représentant de la Gironde. Le professeur en question n'avait pas d'alcool pour la recherche de l'acide tartrique. Quant aux élèves, ils ne peuvent pas suivre les cours de laboratoire. Je vous demande de quel droit l'office central de produits chimiques peut refuser à nos facultés les 7 hectolitres d'alcool qui ont été demandés. Je fais appel à M. le ministre des finances et je lui demande de donner des ordres formels. C'est notre droit pour que le laboratoire de Bordeaux soit muni de tout ce qui est nécessaire au progrès de la science. (Très bien !)

M. Lafferre, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre de l'instruction publique.

M. le ministre. Le fait n'avait pas été porté à ma connaissance. J'en prends note.

M. Eugène Lintilhac. On avait la prétention de leur faire payer les droits sur l'alcool.

M. le ministre. On ne leur fait rien payer.

M. Eugène Lintilhac. On n'y a renoncé qu'après des protestations.

M. Goy. Il n'y a point d'emplacement pour les animaux, pas d'aquarium ; on ne saurait d'ailleurs où le placer, puisque le laboratoire est à un étage supérieur.

La bibliothèque est insuffisante. Elle manque d'ouvrages récents et de revues.

Le crédit affecté au laboratoire est de 6,000 fr., plus 2,000 fr. montant de la rétribution des élèves. Avec ces 8,000 fr., il faut payer le chauffage, l'éclairage, l'eau, acheter les animaux, les instruments.

Il faudrait à ce laboratoire, pour l'enseignement et les recherches, un crédit de 20,000 fr.

A la chaire de zoologie est rattaché le laboratoire maritime de Roscoff, je l'ai visité, il est bien installé, mais la bibliothèque est pauvre, les instruments sont à la charge des chercheurs. Aussi est-il fréquenté surtout par des étrangers, les jeunes gens riches chez nous ne font pas de la science. Si ce laboratoire est bien construit, on le doit en partie à des dons particuliers, dont quelques-uns ont été faits par des étrangers. Voilà la situation d'une chaire de zoologie à la Sorbonne dans le pays de France qui s'enorgueillit d'avoir produit Lamarck, Cuvier, G. de Saint-Hilaire, Lacaze-Duthiers, Giard. Et cependant, de l'étude des êtres vivants, est née la grande théorie de l'évolution, formulée d'abord par Lamarck, incompris, développée par Darwin qui, depuis un demi-siècle, domine le monde de la pensée, dont l'influence ne s'est pas étendue seulement à la biologie, mais encore s'est fait sentir sur la sociologie, sur la philosophie. Celle de M. Bergson n'est-elle pas tout imprégnée d'évolutionisme ?

Mais ce n'est pas seulement au point de vue de la pensée spéculative que réside l'importance de la science des êtres vivants. Elle a un intérêt pratique de premier ordre. Par l'étude du développement des animaux, de leurs mœurs, de leurs habitudes, de leur physiologie, de leurs caractères héréditaires, elle apporte un contingent précieux à la pisciculture, à la pêche, à l'élevage des animaux. J'ai eu occasion de visiter un autre laboratoire de biologie, c'est celui de l'évolution des êtres organisés, dirigé par M. le professeur Caullery. La chaire dont dépend ce laboratoire est une fondation de la ville de Paris. Celle-ci s'est contentée, pour en assurer le fonctionnement, du vote d'un crédit annuel de 1,200 fr. pour le professeur, de 3,000 fr. pour chef des travaux. Elle n'a pas songé qu'une chaire de cette nature, sans laboratoire, est dénuée de tout intérêt soit en ce qui concerne l'enseignement soit au point de vue de la recherche.

Quelque temps après sa création, on lui annexa cependant un laboratoire.

Quand, de la place du Panthéon, vous entrez dans la rue d'Ulm, vous voyez au n° 3 un vieux mur qui attend la pioche des démolisseurs, percé d'une porte étroite ; en l'ouvrant et en gravissant quelques marches d'escalier, vous pénétrez dans un petit jardin de trois ares au fond duquel on trouve une mesure ressemblant à s'y méprendre à celles que l'on rencontre sur le terrain des fortifications. Elle a deux étages. Au rez-de-chaussée l'amphithéâtre, la salle des collections, la salle des travaux pratiques qui ne peut contenir que dix manipulateurs. Comme il y a, en moyenne, trente élèves, on les partage en séries qui ne peuvent travailler chacune que quatre à six heures par semaine.

Au premier étage, sept à huit chercheurs peuvent se livrer à leurs études dans une

salle unique où ils sont continuellement dérangés.

Les autres salles sont réservées aux maîtres de conférences, aux préparateurs, dont l'un n'a pu y trouver de place. On utilise les greniers, les corridors ; c'est dans un de ces greniers qu'un naturaliste a fait des travaux tout à fait remarquables. Mais, comme il était chargé de famille, avait quatre enfants et 3,000 fr. de traitement, il accepta une chaire à l'université de Genève.

Ce bâtiment a été construit pour servir d'atelier à Soufflot, quand cet architecte construisait le Panthéon. Il tombe en ruines ; le toit est percé ; sous la poussée des murs, les vitres des fenêtres se brisent. Le manque d'air, l'humidité, le défaut de place rendent ce laboratoire insalubre. Il ne possède ni aquarium, ni emplacement pour élever des êtres vivants et étudier leur embryologie. D'un jour à l'autre, la maison peut s'écrouler. Le jardin a 300 mètres carrés, le jardin botanique de Berlin 65 hectares.

Avant la guerre, on avait décidé la reconstruction de ce laboratoire sur un terrain étroit, en bordure du boulevard Raspail, trop petit pour renfermer le laboratoire, le jardin, l'aquarium, et les locaux destinés aux animaux. Il ne faut pas penser pouvoir l'agrandir plus tard, par suite de la valeur du sol et des maisons neuves qui y ont été récemment construites. On devait affecter à cette bâtisse 300,000 fr., somme évidemment insuffisante aujourd'hui. Quant au personnel actuel, il comprend un professeur, cinquante ans, 12,000 fr. de traitement, deux maîtres de conférences, quarante-huit ans, 7,000 fr. de traitement, un chargé de cours, cinquante ans, 6,000 fr., deux préparateurs, 2,400 à 3,000 fr. Un seul garçon de laboratoire a 6,000 fr. de crédits annuels au moyen desquels il fait face aux frais de chauffage, de gaz, de la taxe de balayage, d'acquisition d'instruments, des animaux, etc. Il ne possède pas l'électricité, tout cela est misérable à faire pitié et honte à la fois ; pitié pour des hommes qui consacrent leur vie à la science, sans gagner la moitié de ce que gagne un garçon de café ou un conducteur d'auto ; honte pour notre pays qui, seul dans le monde entier, laisse dans un abandon complet la culture scientifique. Dans ces conditions, comment voulez-vous avoir des chercheurs, des étudiants étrangers ? En ce qui concerne la chaire de physiologie végétale, la situation est encore plus mauvaise. Cette chaire n'a pas de laboratoire, elle vit en parasite dans celle de botanique systématique. Pour faire des expériences de physiologie végétale, il faut un jardin. Il existe bien, mais je n'ai pas osé le visiter, car il est placé sur un toit de la Sorbonne, de crainte du vertige. Il a cinq mètres de surface.

Voici d'ailleurs la situation telle que me l'écrit le professeur :

Monsieur le sénateur,

Vous avez bien voulu vous intéresser spontanément, au cours de votre visite dans les laboratoires de la faculté des sciences de Paris, à la situation très particulière de la chaire de physiologie végétale ; vous m'avez demandé de préciser les besoins de ce service et je m'empresse de vous faire connaître les desiderata qui le concernent.

A la suite d'un vœu émis par le conseil de la faculté des sciences en 1908 et renouvelé à plusieurs reprises, il a été créé en 1913, à cette faculté, une chaire magistrale de physiologie végétale ; ainsi se trouvait rétablie la seconde chaire de botanique qui avait été transformée pour Claude Bernard en chaire de physiologie animale : un enseignement indépendant était créé pour une science à laquelle correspondait depuis

longtemps une chaire dans la plupart des universités étrangères.

Dans la pensée de M. Liard, la satisfaction qui a été accordée au titulaire de cette nouvelle chaire ne devait être qu'un premier pas dans la création d'un service d'enseignement et recherches relatifs à une science qui évolue rapidement et se trouve être de celles pour lesquelles on désirerait voir s'établir des points de contact entre la théorie et les applications pratiques.

En fait, la situation du service de physiologie végétale de la faculté des sciences de Paris est actuellement la suivante : le professeur est hospitalisé par son collègue de botanique dont il était antérieurement le maître de conférences ; il dispose de l'énorme crédit annuel de 375 fr. pour le cours et les collections ; à ce crédit, s'ajoute le tiers du montant des droits versés par les étudiants pour les travaux pratiques (les deux autres tiers reviennent au laboratoire de physiologie animale) ; cette somme (environ 1,500 fr. cette année) est destinée à assurer le fonctionnement des manipulations qui ont lieu chaque semaine et se trouve d'ailleurs être absolument insuffisante. Il en résulte que, pour ses recherches, le titulaire de la nouvelle chaire est obligé de vivre en parasite sur le service de botanique et qu'il lui est impossible, d'autre part, d'accueillir les travailleurs qui viennent se présenter à lui pour effectuer des travaux originaux.

Pour assurer le service des manipulations, le professeur de physiologie végétale n'a officiellement à sa disposition qu'un garçon ; avant la guerre, il existait un boursier d'études qui faisait fonction de préparateur et un candidat au doctorat se joignait à lui d'une manière bénévole pour surveiller et conseiller les étudiants ; or, le nombre de ceux-ci a dépassé quatre-vingts certaines années et, actuellement encore, avant la démobilisation, il est d'environ soixante. Le boursier d'études a été mobilisé, la bourse supprimée, et le préparateur bénévole a reçu, pendant la guerre, une indemnité annuelle pour assurer ce service.

L'absence de tout préparateur officiel prive le professeur d'illustrer son cours par des expériences, projections... qui constituent, cependant, des procédés pédagogiques de première importance.

En admettant que la situation actuelle, consistant dans l'emboîtement d'un service dans un autre, subsiste encore, le temps de créer un laboratoire de physiologie végétale réalisant les conditions dont je vais vous entretenir, il serait, dès maintenant, indispensable d'obtenir :

1° Pour réaliser l'achat d'instruments ou de produits nécessaires aux manipulations des étudiants de licence et pour permettre les recherches de travailleurs, un crédit annuel de 10,000 fr. ;

2° Pour assurer le service des cours et des manipulations :

Un chef de travaux ;

Un préparateur.

Mais, au cours de votre visite au laboratoire de botanique, vous avez pu juger, monsieur le sénateur, des conditions vraiment paradoxales dans lesquelles se trouve le service de physiologie végétale et dans lesquelles il continuerait à se trouver malgré, les améliorations incontestables correspondant à la réalisation des vœux que je viens d'exprimer. Les recherches du professeur s'y effectuent dans des salles situées au deuxième étage de la Sorbonne, et pour y faire se développer des plantes, on ne dispose pas d'un décimètre carré de terrain ; lors des manipulations comportant des rameaux, des tiges ou des fleurs, on est obligé d'aller les demander au plus prochain fleuriste ; que dire des travaux personnels qui porteraient sur des plantes autres que les

bactéries ou les champignons ; ils sont simplement impossibles.

Aussi M. Liard avait-il formé le projet de créer un laboratoire de physiologie végétale sur un bastion voisin du parc de Montsouris, c'est-à-dire dans une région assez aérée, bien que relativement facile d'accès à partir du centre de Paris ; si les fortifications venaient à être supprimées, l'idée deviendrait peut-être facile à réaliser, et il faudrait alors prévoir la construction d'un laboratoire adapté à ses fonctions sur un terrain d'environ un hectare. Je suis peu versé dans le coût des constructions, mais on peut estimer qu'il s'agirait d'obtenir un crédit d'environ 300,000 fr., c'est-à-dire égal à la somme votée par le conseil de l'université de Paris pour l'établissement d'un laboratoire d'évolution des êtres organisés, en cours d'édification boulevard Raspail.

J'estime que les dépenses qu'entraînerait cette nouvelle installation ne seraient pas effectuées en pure perte et que le pays profiterait largement, à plus ou moins longue échéance, du développement d'une science qui est certainement appelée à jouer un rôle des plus importants, aussi bien au point de vue théorique que pratique.

A cette œuvre, est rattaché un laboratoire d'études, à Fontainebleau, qui comporte un bâtiment et 3 hectares. En temps normal, vingt élèves y travaillent, et huit y sont logés. L'entretien du personnel et des locaux se monte à 15,000 fr. par an, ce qui est insuffisant.

Je compte, parmi mes amis, un docteur ès sciences qui s'occupe de botanique et qui s'est trouvé dans l'obligation de changer de situation, de passer de l'enseignement supérieur dans l'enseignement secondaire. Il me dépeignait l'état de son laboratoire, dans une lettre que je vous demande la permission de mettre sous vos yeux :

« Votre longue lettre m'a vivement intéressé, car j'ai refait avec vous le voyage dans les pauvres laboratoires de la Sorbonne. »

Vous le voyez, je ne suis pas toujours Marseillais, comme vous me le reprochiez tout à l'heure, monsieur Flaissières.

« Alors, vous avez vu le jardin sur le toit. La terre en est infestée de toutes les moisissures de la création. On a versé dessus toutes sortes d'acides, de solutions. Autant dire qu'il n'y a rien d'utilisable. »

« Pour faire quelques expériences sur les boutures, j'avais fait venir de la terre de Fontainebleau par le jardinier du laboratoire de biologie et je l'avais placée dans des pots, mais cela n'a pas marché. On ne peut faire varier l'exposition et un jour, toutes mes boutures ont péri parce qu'on avait placé tout près un vase à dégagement d'hydrogène sulfuré. »

« Vous avez constaté la médiocrité et la rareté de l'outillage. Un jour, M. Guillermond de Lyon vint au laboratoire pour montrer des préparations, décelant les mitochondries dans les cellules (les mitochondries sont des portions de protoplasma différenciées dans la cellule pour l'élaboration de produits spéciaux, pour cela, il fallait un objectif à immersion. On est venu me chercher à l'hôtel Corneille pour en avoir un ! Il n'y en avait pas au labo !... »

Ayant appris qu'un certain nombre de postes étaient vacants dans l'enseignement universitaire de la botanique, je lui conseillais d'en postuler un, il me répondit qu'il avait demandé conseil à un professeur de Grenoble dont voici la réponse :

« ... Je comprends aisément la peine et la difficulté que vous devez avoir pour faire marcher, en ce moment, la popote d'un pensionnat !... Evidemment, une maîtrise de conférences vous procurerait plus de tranquillité, mais, hélas, nous

attendons encore le relèvement, promis, des traitements. Il paraît que cela ne tardera pas. En attendant, nous sommes réduits à la portion plus que congrue; seuls, les petits ont été favorisés; ainsi, mon garçon de laboratoire a, en ce moment, un traitement de... 6,200 fr. Il... Mon collègue et ami Chaudier, maître de conférences ici, nommé récemment titulaire (physique) à Besançon a... 6,000 fr. Il... Il vaut mieux être garçon de restaurant; au casino d'Uriage, dont je connais beaucoup les propriétaires, un plongeur de vaisselle gagne, exactement : 7,200 fr. »

Et il ajoutait :

« Mon jardinier du Lautaret, cette année, m'a demandé un traitement que je ne pouvais lui donner et pour lequel je me suis adressé au T. C. F. lequel a accepté de faire les frais : 500 fr. par mois ! Nos petits étudiants, et nos étudiants P. C. N. entrent dans les usines avec des traitements fabuleux pour leurs 18 ans, 400, 500 et même davantage, gagnant tout de suite plus qu'un professeur de faculté ! De sorte que, je comprends que vous réfléchissiez, désormais, avant de vous lancer dans la « maîtrise de conférences ». En ce moment, il y a des chaires et des maîtrises à pourvoir, en mathématiques. On ne trouve pas de candidats ! Tous les jeunes, qui étaient destinés à être, en mathématiques les lumières de l'avenir, les successeurs des Bertrand, Poincaré, etc... se lancent dans l'industrie, et les places vacantes seront données à des numéros inférieurs. Bref notre haute culture, notre haut enseignement sont en péril. »

Voilà ce que disait ce professeur. Vous voyez que tous les avis sont unanimes; je n'exagère rien.

J'arrive au laboratoire de physique et de chimie qui sont dans la même situation à peu près que les précédents.

Je me permettrai de lire une note que j'ai reçue également du professeur Leduc sur la situation actuelle de son laboratoire de physique.

En 1894, date de l'installation du laboratoire dans la nouvelle Sorbonne, le nombre d'élèves préparant la licence es sciences physiques était inférieur à cent. Les exercices pratiques étaient fort peu développés et irrégulièrement suivis, car on savait que la manipulation d'examen comptait à peine (en réalité elle ne comptait pas du tout !). Le nombre total des présences, de courtes durées en général, était d'environ 3.000. Les préparateurs, seuls, se livraient à des recherches en vue du doctorat es sciences.

En 1913, c'est-à-dire, vingt ans plus tard, le nombre d'élèves inscrits aux travaux pratiques de licence s'est élevé à cent quatre-vingt-neuf et le nombre total de présences a dépassé 7,000; encore faut-il ajouter que, faute de place et de personnel, nous avons dû prendre certaines dispositions en vue de diminuer le nombre des présences qui, sans cela, eût atteint environ 10,000. (Par exemple, tout élève de deuxième année ayant obtenu, en première année, une note moyenne suffisante, était dispensé de tout ou partie des manipulations.)

En même temps, le nombre des travailleurs de recherches s'est élevé à dix (thèses et diplômes d'études supérieures) et les demandes d'admission n'ont pu être satisfaites faute de places.

Malgré les douloureux vides créés par la guerre, il est à présumer que, dès novembre 1919, le nombre d'élèves de licence se retrouvera voisin de 200, et que les recherches de physique seront de plus en plus nombreuses, pour le grand bien de la science et de l'industrie nationale.

Pour ces seuls motifs, nous allons donc nous trouver plus que jamais à l'étroit. Nous aurons, en outre, à accueillir un grand

nombre d'étudiants étrangers qui fréquenteraient précédemment les universités allemandes et des étudiants américains. Les uns viendront simplement se joindre aux étudiants de licence; mais d'autres, déjà familiarisés avec l'ensemble des opérations de la physique, désireront approfondir certains groupes d'expériences ou effectuer des recherches techniques ou classiques plus ou moins étendues.

En ce qui concerne les élèves de licence, il ne serait pas impossible de trouver une solution provisoire acceptable, moyennant une augmentation de personnel et de matériel dont il sera question plus loin; mais nous ne pourrions offrir aux travaux de recherches, qui ne peuvent supporter la même compression, une place convenable et compatible avec les exigences de ce genre de travaux, car il faut, pour chaque chercheur, un local, des appareils et une installation personnels, spécialement adaptés au but poursuivi.

Dans l'état actuel des choses, nous ne pourrions recevoir, au grand maximum, que huit ou dix chercheurs, sans même pouvoir leur assurer toute l'aisance dont ils auraient besoin.

La seule solution serait celle indiquée au début : la construction d'un institut de physique hors de l'enceinte étriquée de la Sorbonne.

Cet institut comprendrait, outre les amphithéâtres, salles de conférences, bibliothèques et salles de travail, les divers laboratoires existant actuellement, mais construits sur des plans bien différents, et, en plus, un laboratoire d'applications techniques, où l'on pourrait étudier les questions intéressant les diverses industries. Un tel laboratoire est indispensable, si l'on veut établir entre la science et l'industrie ce lien étroit qui a toujours manqué dans notre pays et dont l'existence serait éminemment favorable au développement de l'une et de l'autre.

Outre l'outillage particulier à chaque laboratoire, l'institut de physique devrait comporter certaines installations communes, telles que :

- a) Un atelier de mécanique pour la réparation et l'entretien des appareils et la construction de certains d'entre eux, avec le personnel et le matériel appropriés;
- b) Un atelier de soufflage et de travail du verre, dirigé par un contremaître spécialiste;
- c) Une installation frigorifique pouvant fournir les principaux éléments nécessaires à la physique des basses températures et notamment de l'air liquide et des gaz liquéfiés en quantités importantes.

Les deux premières organisations permettraient de construire sur place, rapidement et économiquement, en les modifiant au fur et à mesure des besoins et des circonstances, certains appareils nécessaires aux recherches ou à l'enseignement. Elles pourraient contribuer très efficacement à l'éducation manuelle des élèves de tous ordres fréquentant le laboratoire. Nos petits ateliers actuels sont tout à fait insuffisants à cet égard.

Parmi les dispositions nouvelles dont l'importance doit être particulièrement soulignée, il y a lieu de recommander tout spécialement :

- 1°. — La création de salles spécialisées où seraient installés en permanence certains appareils de mesure ou dispositifs d'étalonnage : étalonnage des forces électromotrices et des capacités, mesures électriques, magnétiques et optiques, des thermomètres, baromètres, manomètres, etc... L'exiguïté des locaux actuels oblige à installer successivement à la même place des appareils très divers, dans des conditions nullement appropriées. La qualité des expériences s'en

ressent beaucoup et il en résulte des pertes de temps considérables et une rapide détérioration des appareils, par suite des montages et démontages répétés.

2°. — L'installation dans des locaux séparés de tout ce qui peut produire du bruit ou des trépidations : moteurs thermiques et électriques, dynamos et alternateurs, appareils mécaniques tels que tours, scies, etc... A ce point de vue, le laboratoire de recherches techniques, qui pourrait être considéré comme une annexe du laboratoire d'enseignement, devrait être établi de manière à n'apporter aucune cause de perturbation dans les mesures de précision et, de préférence, dans un pavillon séparé.

II. — Matériel et budget.

La majeure partie du matériel actuel date d'un quart de siècle environ; certains appareils encore en service sont même plus anciens, les achats étant forcément réduits par l'exiguïté du budget. Celui-ci se compose, pour le laboratoire d'enseignement, de deux parties : l'une fixe de 7,000 fr., l'autre éventuelle, qui provient des droits de travaux pratiques et de recherches, et qui peut atteindre la même somme en temps normal. Mais le laboratoire devant subvenir à toutes ses dépenses d'entretien, de chauffage, d'éclairage, etc., ces dépenses absorbent généralement la majeure partie du budget fixe.

Les appareils doivent, d'une manière générale, répondre à deux catégories très différentes de besoins, suivant qu'il s'agit de l'enseignement ou de la recherche.

L'enseignement expérimental, représenté par les travaux pratiques de physique générale, a pour but de mettre les élèves en contact avec les appareils, de les familiariser avec leur emploi et de leur faire connaître les qualités et les défauts des divers types. A ce point de vue, il peut être utile de mettre entre leurs mains des appareils anciens de types démodés, concurremment avec les modèles plus récents ou plus perfectionnés; par contre, il serait néfaste de leur confier certains instruments délicats plus particulièrement réservés aux chercheurs expérimentés et aux mesures de haute précision.

Il est extrêmement regrettable que les ressources du laboratoire ne permettent pas, le plus souvent, d'acquérir les appareils de cette deuxième catégorie, et que, par là, les chercheurs soient mis en état d'infériorité marquée vis-à-vis de ceux des laboratoires mieux dotés.

C'est ainsi que nos moyens ne nous permettant pas d'acheter un nombre suffisant de pompes à vide modernes, qui permettent d'obtenir un vide élevé en quelques minutes; je me trouve personnellement dans la nécessité d'avoir encore recours à la pompe d'Alvergniat, septuagénaire. Une organisation complète devrait comprendre un nombre suffisant d'appareils à vide perfectionnés, un grand nombre de batteries d'accumulateurs fixes ou mobiles, etc.

On n'oublierait pas de multiples lignes de distribution de courant continu ou alternatif, des canalisations à air comprimé et à vide, sans compter de très nombreuses prises de gaz et d'eau et les monte-charges dont nous déplorons chaque jour l'absence au laboratoire d'enseignement.

Sans attendre même la création de l'institut de physique dont nous parlons, il y aurait lieu de doubler au moins, dès à présent, le budget du laboratoire d'enseignement, fréquenté par un nombre d'élèves de plus en plus considérable, si l'on veut qu'il puisse continuer à remplir utilement sa tâche rendue chaque jour plus difficile et plus onéreuse, et se tenir au courant des progrès de la science et de la construction

des appareils. Mais, pour le présent comme pour l'avenir, cela ne suffirait pas encore, car il faut envisager les besoins extraordinaires et imprévus des recherches : certaines constructions d'appareils, certains achats ne peuvent être autorisés par le directeur du laboratoire, parce qu'ils représenteraient une fraction importante du budget annuel, et l'on est réduit à se passer de ces appareils coûteux, au grand détriment de la recherche.

Il faudrait doter la faculté des sciences d'un fonds de réserve, où les directeurs de laboratoire trouveraient immédiatement, sans formalités ni lenteurs administratives, les ressources exceptionnelles que pourrait exiger l'exécution immédiate de telle ou telle recherche particulièrement coûteuse, dont le succès pourrait assurer à la science ou à l'industrie françaises une priorité ou un privilège quelconques. D'autre part, si nous voulons retenir dans nos universités et dans nos laboratoires les étudiants étrangers qui, demain, s'y presseront en foule, il faut les doter de ressources très larges, capables de leur assurer, avec une bonne direction, une supériorité incontestable sur toutes les autres organisations semblables.

C'est ainsi que nos laboratoires pourront se procurer, au fur et à mesure des besoins, tout le matériel nécessaire à l'étude des courants alternatifs et de la T. S. F., des rayons cathodiques et des rayons X, des phénomènes magnétiques et magnéto-optiques, des moteurs de toute nature, des appareils frigorifiques, etc.

III. — Personnel.

Le personnel normal du laboratoire comprend actuellement, outre le directeur, un sous-directeur, qui est en même temps chef de travaux, quatre préparateurs pour les travaux pratiques, un préparateur pour le cours du professeur titulaire et cinq garçons.

Le maître de conférences attaché à la chaire — je remplis actuellement ce rôle avec le titre de professeur adjoint — n'a aucune fonction officielle au laboratoire; pratiquement il coopère depuis de longues années à la direction de la recherche, après avoir largement contribué à l'organisation première de l'enseignement expérimental.

Le nombre de préparateurs étant malheureusement insuffisant, nous sommes obligés d'avoir recours à la bonne volonté d'anciens élèves licenciés et candidats à l'agrégation, qui acceptent de remplir les fonctions de préparateur bénévole. En ce qui me concerne, je dois me contenter, pour mon cours, d'un préparateur de cette catégorie.

A cet égard, il faut observer que depuis vingt ans (1891-1914) le personnel n'a été augmenté que d'un chef de travaux et de deux garçons, tandis que le nombre de présence des élèves a plus que doublé et qu'il aurait certainement triplé si nous n'avions été obligés de le restreindre, comme nous l'avons expliqué plus haut, par suite du manque de place et surtout de personnel. Celui-ci devrait être doublé, au moins, si l'on veut faire face aux éventualités prochaines.

Du reste, il ne faut pas oublier que l'enseignement pratique ne peut donner tous les résultats qu'on est en droit d'en attendre que si le nombre d'élèves placés sous la direction d'un préparateur ne dépasse pas une quinzaine. Il aurait dépassé 45 en 1913-1914, si nous n'avions pas eu recours au système insuffisant et précaire des préparateurs bénévoles.

Peut-être, en raison de l'afflux croissant de l'élément féminin et étranger, verrons-nous le nombre d'élèves atteindre 250 ou 300.

C'est donc alors quinze ou vingt préparateurs dont le concours serait nécessaire, à

moins qu'on ne puisse consentir à chacun d'eux un traitement permettant de leur demander un service plus étendu, sans qu'ils soient obligés, comme c'est actuellement le cas, de le compléter au moyen d'occupations étrangères au laboratoire.

Dans tous les cas, le nombre des préparateurs et des garçons doit être au moins doublé pour faire face aux besoins prochains et minima.

Il doit en résulter nécessairement un développement parallèle dans la direction du laboratoire. L'unique professeur titulaire, chargé de la direction, ne pouvant s'occuper des chercheurs, les suivre et les conseiller autant que cela serait nécessaire pour assurer un rendement élevé et maintenir la supériorité des méthodes françaises, il semble désirable qu'un second professeur lui soit adjoint pour le seconder, notamment en ce qui concerne la direction générale des travaux pratiques de licence. Dans le même ordre d'idées, la charge actuelle du sous-directeur et chef des travaux, particulièrement lourde, pourrait être dédoublée, les fonctions de sous-directeur étant attribuées, par exemple, au maître de conférences, de manière que le chef des travaux puisse apporter tout son soin à l'enseignement expérimental.

En résumé, il conviendrait, pour satisfaire aux besoins actuels ou très prochains de l'enseignement et des recherches, de constituer ainsi le personnel du laboratoire :

1° Un directeur (professeur titulaire) et un directeur-adjoint (professeur titulaire ou adjoint);

2° Un sous-directeur (maître de conférences);

3° Un chef de travaux;

4° Dix préparateurs au moins;

5° Dix garçons de laboratoire, dont plusieurs spécialistes ou spécialisés (mécanicien, électricien, menuisier, etc.).

IV. — Traitements.

Les traitements bruts des professeurs titulaires sont de 15,000 fr. pour la première classe et de 12,000 pour la deuxième. Ceux des maîtres de conférences s'échelonnent de 6,000 à 10,000 fr.

Le titre de professeur adjoint est purement honorifique et ne comporte aucun supplément de traitement, bien qu'il soit décerné à ceux des maîtres de conférences qu'un vote du conseil de la faculté a désignés comme « dignes du titulariat et que les circonstances seules ont empêché d'y accéder ».

Les traitements de chefs de travaux vont de 3,500 à 5,500 fr., ceux des préparateurs de 2,500 à 4,500 fr.

Les uns et les autres reçoivent un supplément de 500 fr., s'ils sont docteurs en sciences.

Tous ces traitements subissent une retenue de 5 p. 100 pour la retraite; si nous déduisons encore l'impôt cédulaire et l'impôt global, les achats de livres et les frais divers imposés par la fonction, nous verrons le traitement du titulaire de 1^{re} classe (fin de carrière de l'élite du corps enseignant) réduit à 13,000 ou 13,500 fr. au maximum.

Une foule de comparaisons se présentent naturellement à l'esprit, dont par pudeur, je m'abstiens. Il me suffira, en me plaçant encore au point de vue général, de constater que, dans l'impossibilité où ils sont pour un trop grand nombre de consentir à des frais de voyage excessifs pour leurs modestes ressources, les savants français en sont réduits à s'abstenir à peu près systématiquement de prendre part aux divers congrès scientifiques à l'étranger et de suivre le mouvement scientifique mondial, comme il serait pourtant nécessaire de le faire si

l'on veut que notre pays ne descende pas fatalement à un rang inférieur en perdant cette supériorité et ce prestige dont la science française a conservé pendant si longtemps le glorieux privilège.

Sans doute, il paraît difficile d'offrir aux membres de l'enseignement supérieur des conditions pécuniaires égales à celles que leurs connaissances pourraient leur procurer dans l'industrie. Mais il est de toute nécessité, pour ne point tarir le recrutement d'une élite chez laquelle l'amour de la science prime celui du lucre, de majorer, en les doublant au moins, les traitements actuels. Il y va du prestige intellectuel de la France.

Une conclusion semblable s'applique naturellement aux traitements des chefs de travaux et des préparateurs, absolument dérisoires, eu égard à leurs titres et aux services, moins éclatants mais non moins précieux, qu'ils rendent à l'enseignement supérieur.

Les traitements des garçons de laboratoires s'échelonnent de 2,000 à 2,400 fr., absolument insuffisants aussi, étant données, non seulement la cherté croissante de la vie, mais encore l'habileté manuelle et l'intelligence que nous exigeons d'eux et qui leur permettraient facilement de gagner dans l'industrie de bien plus beaux salaires. Pour eux aussi, il y a lieu d'envisager le doublement de traitement comme le seul moyen de les retenir dans nos laboratoires.

En chimie, même situation. Aussi je serai très court, je me contenterai de vous donner connaissance de quelques notes concernant la chaire de chimie minérale. Vous connaissez l'importance de la chimie minérale, non seulement au point de vue industriel, mais encore au point de vue spéculatif. La chimie minérale rentre de plus en plus dans le cadre de la physique, elle est une science plus avancée que la chimie organique. La France ne possède que cinq à six chaires de chimie inorganique. Voici la situation que j'ai constatée.

I. — Faculté des sciences.

Le service de chimie minérale qui doit évidemment jouer un des rôles les plus importants dans l'évolution industrielle et économique de la France, et qui se trouve actuellement aux mains d'un savant incontesté, M. Urbain, a une dotation ridicule, 7,000 fr. par an, réduits depuis la guerre à 5,500 fr. Rien que le gaz et l'électricité coûtent plus que cette somme!

Le laboratoire n'a pu fonctionner avant la guerre que parce que le professeur a sollicité et obtenu des concours, on pourrait dire des secours de la ville de Paris, du prince Bonaparte, de la société pour l'avancement des sciences, etc. J'ajouterai qu'il a employé à ses recherches le montant de prix qui lui avaient été accordés par l'académie des sciences.

Pendant la guerre, ce laboratoire, militarisé et rattaché au ministère de l'armement, a rendu de très grands services, mais il lui a été alloué de 40,000 à 50,000 fr. par an pour ses dépenses matérielles.

En particulier, on y a étudié la question si importante des combinaisons synthétiques de l'azote; nécessaire pour les explosifs, l'azote n'est pas moins utile pour l'agriculture; nous sommes, sous ce rapport, tributaires de l'étranger.

M. Urbain se voit, à son grand regret, obligé d'abandonner ces recherches, si on ne lui en fournit les moyens.

D'autre part, il avait constitué, toujours avec le concours du ministère de l'armement, un atelier permettant la construction, au fur et à mesure des besoins, des divers appareils, souvent nouveaux, que nécessite le travail de laboratoire. Vous sa-

vez, messieurs, qu'il est souvent difficile, toujours long et coûteux, d'obtenir de tels appareils dans le commerce; bien heureux quand on n'est pas obligé de les faire venir de l'étranger! Cet atelier, tout monté, va-t-il rester inutilisé, et ses outils vont-ils se perdre par la rouille, faute d'un mécanicien, d'un aide?

Pour fonctionner en temps de paix de la façon la plus stricte, il lui faudrait un crédit annuel de 20,000 fr. au minimum. Son personnel est d'ailleurs insuffisant; il faudrait le renforcer d'au moins un chef des travaux.

A côté de la science pure, il serait d'une utilité immédiate pour le pays qu'il y soit annexé un service de travaux de recherches industrielles. On doit espérer que ce service ne tarderait pas à être apprécié par nos chefs d'industrie qui l'aideraient de leurs subventions; mais ces subventions seraient utilisées pour son extension.

Il lui faudrait une existence indépendante, un personnel fixe, composé, par exemple, de: un chef des travaux 10,000 fr., un préparateur 6,000 fr., deux garçons 4,000 fr. chacun et une dotation, pour le matériel, de 15,000 fr. Cet ensemble de frais annuels, soit environ 40,000 fr., est une bagatelle en regard des avantages économiques qui en ressortiraient pour le pays. Là aussi, il faut une annexe extérieure sur un terrain assez vaste pour prévoir les extensions et dont la construction s'inspirerait des usines bien plus que des palais.

J'en arrive au laboratoire de la chaire de chimie physique, la seule chaire de ce genre qui existe en France. Elle est occupée par un savant éminent, qui a fait des travaux hors pair sur l'atomistique, qui a mesuré les dimensions des atomes et qui a puissamment contribué à la défense nationale.

Voici la situation de son laboratoire avant et pendant la guerre, et ce dont il aurait besoin actuellement.

BESOINS DU LABORATOIRE DE CHIMIE PHYSIQUE DE LA FACULTÉ DES SCIENCES DE PARIS

I. — Etat actuel.

Personnel. — En tout et pour tout, un garçon mécanicien. Traitement: 2,300 fr.

Crédit. — 5,000 fr., dont 2,000 fr. environ étaient employés (au prix d'avant-guerre) pour le chauffage, l'éclairage et la consommation de gaz et d'énergie électrique.

Locaux. — Huit pièces en enfilade sans couloir de communication. La seule pièce un peu spacieuse, laboratoire personnel du professeur, servant forcément de lieu de passage.

Bibliothèque. — Deux armoires, dans une des pièces qui sert en même temps d'atelier (à vrai dire un réduit annexe de 1 m. 50 sur 2 m. 50, contient un tour).

Malgré ces moyens d'action dérisoires, outre les travaux effectués par le professeur, il est sorti du laboratoire un assez grand nombre de travaux personnels pour que l'école de chimie physique française ait acquis un bon renom. On peut dire que cela tient uniquement au dévouement des travailleurs, généralement élèves de l'école normale, qui ont fait eux-mêmes fonctions de garçon de laboratoire, mécanicien et préparateur.

Activité durant la guerre. — Le même enthousiasme, accru par le danger national, a animé pendant la guerre les jeunes gens (généralement officiers évacués pour blessures) qui se sont groupés autour du professeur. Mais cette fois, grâce à l'esprit de M. Painlevé, puis de M. Breton, directeur des inventions et de la direction du génie, le ministère de la guerre a fourni des crédits très importants (plus de 150,000 fr.).

Dans ces conditions, et en faisant travailler plusieurs mécaniciens à l'extérieur, des résultats importants ont pu être obtenus: quatorze mille appareils d'écoute souterraine, de types divers, sont sortis du laboratoire. De plus, de nombreux appareils ont été imaginés et mis au point par moi-même et par mes collaborateurs, pour la liaison acoustique, l'écoute sous-marine et l'écoute d'avions. En outre, il a été réalisé la mise en série de ces appareils adoptés par l'armée et par la marine. L'importance de ces résultats obtenus dans des conditions particulièrement difficiles montre ce qu'on peut espérer en temps de paix, des mêmes éléments intellectuels, si on leur assure des moyens d'action suffisants. Ces moyens d'action paraissent devoir être les suivants.

II. — Réalisation nécessaire.

Construction. — On ne peut espérer aménager de vieux laboratoires. Il faut construire sur plan spécial un laboratoire muni des moyens d'action nécessaires qui sera probablement plus coûteux qu'un laboratoire de physique ou un laboratoire de chimie, car il faut précisément associer les appareillages des deux sciences. Il serait probablement désirable d'édifier ce laboratoire auprès de l'institut du radium (rue Pierre-Curie), la radioactivité et la chimie physique étant plus étroitement liées que les autres branches des sciences physiques.

M. Lafferre, ministre de l'instruction publique et des beaux-arts. C'est là qu'on va le reconstruire.

M. Goy. Le crédit initial nécessaire pour la construction et l'aménagement serait probablement de 2 ou 3 millions.

Personnel. — Si l'on veut un laboratoire qui forme des élèves et reçoive des étrangers, il faut au moins prévoir: 1 chef de travaux, 1 préparateur, 2 mécaniciens, 2 garçons de laboratoire. Dans l'état actuel d'incertitude des traitements, on doit se borner à rappeler que si l'on veut trouver des hommes pour ces fonctions, les traitements d'avant-guerre devraient être doublés. Il ne semble malheureusement plus possible, le danger national écarté, de compter sur la bonne volonté de jeunes gens qui, exaspérés, quitteront les laboratoires pour l'industrie, au grand détriment de la France, si l'Etat ne fait pas un sérieux effort pour assurer leur existence. (*Très bien!*)

Crédit annuel. — (Achat de matériel, de produits, dépense d'énergie électrique, etc.). Tenant compte de l'insuffisance lamentable du crédit d'avant-guerre et de l'accroissement des prix, on évalue le crédit nécessaire, comme pour les grands laboratoires de physique ou de chimie, à environ 25,000 fr.

Tous les laboratoires sont dans le même état. Les plaintes sont toujours les mêmes; comme moi, tous les professeurs affirment que notre enseignement supérieur demande, au point de vue de l'outillage, une réforme complète. Il est inutile de se boucher les yeux et de dire que nous sommes dans le meilleur des mondes possible.

Deux mots encore, pour finir, sur l'école de chimie appliquée de la rue Michelet. Elle n'est pas loin d'ici: je vous conseille de la visiter. Du dehors, vous apercevez des maisons dont les cheminées sont, les unes tombées, les autres inclinées, attendant un coup de vent pour suivre le sort de leurs voisines. Si vous entrez, vous trouverez des plafonds pourris, des toits avec des gouttières; d'une salle de travail, on a débouché des cheminées qui surplombent les tables à expérience, et, par suite, les élèves sont menacés d'intoxication lorsqu'ils manipulent des gaz délétères comme l'hydrogène sulfuré.

Les tables sont en si mauvais état qu'il suffirait d'un coup de poing pour les briser. Comme l'espace est insuffisant, le nombre des élèves que l'on peut y recevoir est restreint. On les choisit au concours, c'est un système inconnu en Angleterre, en Suisse, en Amérique, et pourtant les locaux sont assez vastes pour assembler les jeunes gens dont un examen et non un concours a justifié de leurs capacités. Après la guerre, par suite de l'importance reconnue à la chimie, plus nombreux seront encore les étudiants qui ne trouveront aucune place à cet institut, et je ne parle pas des étrangers. Un bâtiment est bien en construction, rue Pierre-Curie, mais il sera trop étroit si l'on veut y installer, non seulement l'école de chimie, mais toutes les chaires de physique et de chimie de la faculté des sciences.

Quant au personnel, c'est la même pénurie qu'ailleurs. Mal payé, il va à l'industrie qui lui offre de belles situations: tout cela est lamentable.

Messieurs, j'ai vu d'autres laboratoires, ceux de géologie et de géographie-physique, sont assez bien installés, mais il ne faut pas oublier, que ce sont plutôt des musées contenant des collections, le véritable travail de ces sciences se fait sur le terrain, en pleine campagne ou en montagne.

Messieurs, je ne veux pas prolonger cet exposé, partout les laboratoires sont placés où que ce soit et sont dans le même état. Celui de M. Koenigs, laboratoire de mécanique, dont l'importance est de premier ordre, est logé dans une partie du petit séminaire désaffecté, boulevard Raspail, qui n'a guère été construit pour sa destination actuelle.

Tous nos maîtres jettent un cri d'alarme, ils disent que la recherche scientifique devient impossible en France, qu'ils ne peuvent recevoir des étrangers qui se disposent à venir chez nous, qui iront en Suisse, en Hollande, en Italie, ou retourneront en Allemagne.

Alors, je demande à M. le ministre de l'instruction publique quel remède prompt et décisif il entend apporter à cet état de choses lamentable, au point que nos professeurs s'ingénient — et ils me l'ont dit — à trouver des excuses pour ne pas montrer leurs laboratoires aux savants étrangers qui viennent les voir. A cerveau égal, me disait un jeune maître, un savant allemand peut produire trois fois plus qu'un savant français, parce qu'il a des moyens de travail que nous n'avons pas.

Mais ce ne sont pas seulement les locaux et l'outillage qui manquent, c'est encore le personnel. Celui-ci quitte l'Université parce qu'il ne peut plus y vivre. Vous avez déposé, monsieur le ministre, un projet de loi, et je vous en remercie, pour relever le traitement des maîtres; mais est-il suffisant?

Pour les professeurs de la faculté de Paris, le traitement ancien s'échelonne de 12,000 à 16,000 fr.; vous le portez à 20,000 fr. avec trois échelons; en réalité, ils n'auront pas, quand le projet sera voté, un traitement supérieur à celui qu'ils avaient avant la guerre, étant donnée la cherté de la vie.

D'un autre côté, pourquoi établir ces échelons de traitement? Ce n'est pas quand on est vieux qu'on a besoin de plus d'argent; c'est quand, au contraire, on est en pleine maturité de la vie, quand on a une famille à élever, des ascendants à soutenir, et que, soi-même, on a plus de besoins à satisfaire. Et alors, vous donnez des traitements maxima qui ne pourront être atteints qu'à un âge très avancé, ou qui ne seront même jamais atteints.

Vous savez bien que nos savants ne sont pas riches, qu'ils sortent de familles pauvres; c'étaient, en général, des bourgeois, car les fils de riches, d'ordinaire, chez nous, ne s'adonnent pas à la science. Allez-

vous encore les obliger à travailler à côté pour gagner leur vie ? Les obligerez-vous à cumuler deux chaires, ce qui est néfaste pour l'enseignement ; les obligerez-vous à se livrer à des travaux de vulgarisation, de faire des livres pour les écoles primaires, pour les lycées ? Ce sont des travaux très productifs, tandis que la science et les recherches ne donnent guère que de la gloire et, souvent, vous le savez, monsieur le ministre, une gloire posthume. (C'est vrai !)

Je vous demande aussi pourquoi vous n'assimilez pas, pour les traitements, des professeurs du Collège de France et du Muséum aux professeurs de l'Université.

M. Eugène Lintilhac. Très bien !

M. Goy. Pourquoi les considérez-vous comme des maîtres inférieurs ? Ils font moins d'enseignement, cela est certain, mais ils font beaucoup de recherches, cela vaut mieux. (Très bien ! très bien !)

Voilà des professeurs qui appartiennent au Collège de France, illustré par des noms comme ceux de Claude Bernard, de Marey, de Renan, de Berthelot, ou qui appartiennent au Muséum, illustré lui par les noms de Cuvier, de Lamarck, de Chauveau, à ceux-là, vous leur donnez 5,000 fr. de moins.

M. le ministre. Je suis saisi de cette réclamation qui me paraît justifiée : je vais m'efforcer de vous donner satisfaction.

M. Eugène Lintilhac. Je vous y ai invité, pour ma part, monsieur le ministre, en considérant que, dans le projet de relèvement, les professeurs du collège de France et du Muséum, avec leurs 16,000 fr. de traitement, auraient un traitement égal à celui des professeurs de province de 2^e classe, ce qui est un dénivèlement matériel criant, inadmissible, en regard du niveau des titres respectifs, que nul ne soutiendra être égal. (Très bien !) Je vous remercie de votre promesse de péréquation : ce sera justice, enfin.

M. Goy. Je vais vous demander, monsieur le ministre, si vous allez entrer dans les vues que vous avez exposées le doyen de la faculté des sciences de Paris, M. Appell. Il vous a dit que la faculté des sciences devait être organisée de telle façon qu'elle fût assez vaste pour recevoir des élèves de toutes catégories qui veulent travailler, qu'ils sortent de nos lycées, de nos écoles d'arts et métiers ou de l'école de chimie et de physique de Paris. Le rôle de la faculté est de former des docteurs ès sciences, en conservant, il est vrai, à la thèse de doctorat sa haute valeur scientifique, à laquelle quelques imprudents voudraient aujourd'hui toucher pour la ramener à l'insignifiance, malheureusement trop fréquente, d'une thèse de doctorat en médecine ou en droit. L'enseignement technique doit primer l'enseignement théorique. Qui pourrait croire maintenant que l'on peut devenir chimiste en suivant un cours de chimie, que l'on peut devenir peintre en suivant des leçons sur l'art ? Devient-on mathématicien sans faire de problèmes, latiniste sans faire de versions ou de thèmes latins ? Il faut donc à nos facultés des installations et un outillage égal ou supérieur à ceux de l'étranger.

A ces conditions seulement, on relèvera la culture française, on retiendra chez nous cette jeunesse qui a combattu à nos côtés, qui vient à nous, éblouie par notre passé scientifique, par la gloire que la France s'est acquise aussi au cours de ces cinq dernières années en des combats qui ont révélé à nouveau les grandes qualités intellectuelles et morales de la race.

Dans ces conditions, je vous prie d'aller d'abord au plus pressé, de nous demander

les crédits nécessaires pour assurer le bon fonctionnement de nos laboratoires, sans délai. Je vous demanderai ensuite de réaliser les vœux des facultés des sciences, de créer de grands instituts de chimie, de physique, d'astronomie, de biologie, etc. comme il en existe partout à l'étranger, où seront groupés tous les enseignements similaires.

Ces instituts, vous demanderez à vos architectes de les construire sur des terrains vastes où ils pourront facilement s'agrandir comme vous l'a dit M. Honnorat, les terrains des fortifications s'y prêtent admirablement. Ils les bâtiront comme on construit une usine, sans souci d'architecture, mais en vue de leur affectation et d'une extension possible ; qu'ils fassent des constructions légères et non pas des forteresses bâties pour l'éternité.

Il faut envisager également l'augmentation du personnel, qui est insuffisant si vous voulez donner plus d'extension à la technique : un maître ne peut s'occuper de recherches et de former des chercheurs, s'il doit encore assurer l'enseignement élémentaire de la licence ; il lui faut de nombreux collaborateurs.

Il n'est pas possible non plus à un professeur d'embrasser la totalité des sciences, la physique, la zoologie, la chimie organique en entier. Il se spécialisera forcément suivant ses goûts, et une partie de son enseignement en souffrira. Il faut une chaire pour chacune des grandes branches dans lesquelles se divise une science. Nos chaires sont en trop petit nombre ; comparez avec celles que possèdent les universités étrangères.

Messieurs, je serai beaucoup plus bref en ce qui concerne les facultés de médecine. D'abord, je ne saurais que répéter ce que j'ai déjà dit : la situation est à peu près la même, seulement je tiens à spécifier quelques points sur lesquels l'enseignement de la médecine diffère de l'enseignement des sciences.

L'école de médecine a un caractère professionnel beaucoup plus prononcé. Elle a pour devoir de former des médecins capables. Elle doit aussi se préoccuper du progrès scientifique. Par ces deux tâches d'égal importance et par le nombre considérable de ses élèves, elle a plus besoin encore que sa voisine de personnel, de locaux, d'outillage. Il est un fait qu'aucun de mes confrères, membres de cette Assemblée, ne contestera, c'est que, jusqu'à présent, la faculté de médecine n'a jamais été capable de faire un bon médecin. Nous avons d'excellents praticiens en France, mais ils se sont formés en marge de l'école par l'internat et l'externat des hôpitaux de Paris. Même l'anatomie s'apprend mieux à l'amphithéâtre des hôpitaux qu'à l'école pratique. Le rôle de la faculté se réduisait à faire passer des examens, à délivrer un diplôme. Pendant longtemps, cette situation ne présentait aucun inconvénient, tant que l'enseignement purement clinique était suffisant.

On peut dire que, grâce au corps dévoué des médecins de Paris, il était supérieur à tout ce qui se faisait à l'étranger. Mais aujourd'hui il n'en est plus de même, les découvertes de Pasteur, celles faites en chimie et physique biologique, en médecine expérimentale, ont donné aux travaux de laboratoire une importance qui s'accroît chaque jour.

C'est par eux que l'on peut diagnostiquer sûrement et rapidement la nature des maladies infectieuses, c'est par la bactériologie, la sérothérapie, la radiographie, l'examen microscopique du sang, des tissus, qu'on les décèle et qu'on possède les moyens de les combattre.

La faculté de médecine a compris un peu trop lentement la nécessité d'associer à la

clinique le laboratoire. Dernièrement, le conseil supérieur de réforme de l'enseignement médical a demandé et obtenu des modifications profondes de cet enseignement. Non seulement la durée de la scolarité a été portée de quatre à cinq ans, mais on exige maintenant de tous les élèves de passer de nombreux examens pratiques et théoriques, même sur des spécialités. Je ne crois pas que ce soit un bon système que de vouloir tout apprendre : on n'apprend alors que superficiellement. Pour ma part, j'aurais préféré qu'après quatre ans d'études de médecine générale, l'élève pût, dans sa dernière année, choisir l'enseignement qu'il aurait voulu : soit continuer ses études de médecine générale, soit, au contraire, se livrer à une spécialité, otologie, ophtalmologie, ou autre.

M. Debierre. On a fait tout le contraire ; on s'est engagé dans la fausse route et l'on continue.

M. Goy. On s'est engagé dans cette fausse route, vous savez tous pourquoi : parce que chaque professeur voulait avoir des étudiants dans son laboratoire.

Quoi qu'il en soit, quand on a voulu mettre en pratique le nouveau régime, on s'est aperçu que ce n'était pas possible : la faculté de médecine n'avait ni le personnel, ni les laboratoires voulus, car, chose assez curieuse, il n'y a guère que trois mois, je crois, que la faculté de médecine de Paris a une chaire de bactériologie et cela dans le pays de Pasteur !

Au point de vue de la recherche, à laquelle s'attachent les grands noms de Claude Bernard, Pasteur, Marey, Richet et Charcot, même défaut d'organisation et même pénurie de ressources. La faculté de médecine réclame avec instance les crédits nécessaires. Elle vous décrit dans un rapport spécial la situation de l'école pratique.

« La reconstruction de l'école pratique a été commencée en 1877. Malheureusement les plans ont été fort mal conçus et les bâtisses, bien que récentes, ne répondent pas aux besoins modernes. Seuls, les pavillons de dissection, établis sous la direction de Farabeuf, sont bien compris, mais encore insuffisamment outillés, malgré les améliorations réalisées depuis quelques années.

« Quand on a commencé la reconstruction de la faculté, les travaux pratiques obligatoires étaient peu nombreux. Les élèves étaient tenus d'assister à quelques séances d'histologie, de physiologie et d'anatomie pathologique. Le nouveau régime d'études exige des travaux pratiques d'histologie (deux années), de physiologie (deux années), de chimie, de physique, de parasitologie, de bactériologie, de médecine expérimentale, de pharmacologie. On a dû créer une chaire nouvelle, celle de bactériologie, et cette chaire, on ne sait où la caser. Il n'y a de place ni pour le laboratoire de recherches, ni pour le laboratoire d'enseignement.

« Ce qui est encore plus grave, c'est que les laboratoires déjà existants n'ont aucun des aménagements nécessaires. Pas de chauffage central, pas d'eau de source, pas d'air comprimé, pas de courant continu. L'électricité n'a été installée qu'en 1908 et encore, faute de crédit, la faculté a amené des câbles à la porte des laboratoires, laissant chaque professeur faire, avec son argent personnel, les installations intérieures. Il n'y a pas de chenil pour les animaux, pas de clapier, pas de cages aseptiques pour les chiens opérés ; pas de four crématoire pour les cadavres infectieux. Il n'y a pas une salle d'opérations aseptiques et un professeur de clinique chirurgicale, qui voulait faire des recherches sur les sutures intestinales, a été contraint d'aller travailler à l'institut Pasteur.

« Peut-on faire cesser cet état de choses en améliorant les locaux actuels ? Nous ne le croyons pas. En dépensant même des millions, on ne parviendrait pas à réaliser à l'école pratique de la faculté une organisation convenable ; la réforme doit être plus radicale : il faut créer un institut de biologie médicale. C'est une question de vie ou de mort pour la science expérimentale française.

« Dans cet institut seront groupés tous les services de la faculté de médecine ayant pour objectif la recherche expérimentale. On y transporterait les laboratoires de physiologie, médecine expérimentale, pharmacologie, pathologie générale. On y installerait un vaste laboratoire de chirurgie expérimentale. Il faudrait y prévoir des chenils aseptiques, des salles d'opérations avec salles de bains pour les animaux, comme on l'a fait à l'institut que Pawlow dirige à Petrograd. Des laboratoires différents pourraient avoir des salles communes, ce qui réaliserait une sérieuse économie. La salle d'autopsie, la salle d'opérations, la salle des balances, la salle des analyses organiques, la bibliothèque serviraient à tous les laboratoires.

« Une telle création coûterait fort cher. Mais l'Allemagne vient de réaliser une organisation analogue. En pleine guerre, en 1916, elle a inauguré un institut de biologie médicale à Charlottenbourg. »

Je demande à M. le ministre de bien vouloir adhérer aux propositions de la faculté de médecine, qui demande la création de nombreuses cliniques avec des laboratoires annexes ; elle réclame, pour cela, la somme de 20 millions et 7 à 800,000 fr. pour l'entretien annuel. Ce n'est pas trop, parce que je crois que c'est une nécessité absolue : il faut que nous ayons de bons praticiens. Dans un pays où la natalité est déjà si faible, il faut que nos malades soient bien soignés.

Je ne crois pas qu'il faille retenir l'idée de la désaffectation de la Halle aux Vins. Elle entraînerait des dépenses trop élevées.

M. le ministre. Nous avons un autre projet.

M. Goy. Cela coûterait trop cher : les négociants en vins ont établi des caves très coûteuses, et il faudrait les exproprier ; ils ont des baux de dix-huit ans. Mais ce que je crains le plus, c'est la durée des tractations avec la ville de Paris. Vous savez combien elles sont longues d'habitude. Pour le Collège de France, il y a plus de vingt-cinq ans qu'elles sont commencées. Pour les fortifications, combien y a-t-il d'années que la Chambre a voté théoriquement leur démolition ? Il y a au moins vingt ans !

M. T. Steeg. Le projet de loi vient d'être voté à la Chambre.

M. Goy. Ce n'est pas ce que je dis. Je dis qu'il y a vingt ans que les tractations sont commencées. Quand on est en pourparlers avec la ville de Paris, cela ne finit jamais.

M. T. Steeg. Ce n'est pas toujours de la faute de la ville de Paris !

M. Goy. Je ne sais pas, je constate le fait, voilà tout.

A mon sens, ces bâtiments devraient s'élever sur l'emplacement des fortifications.

Je dois vous présenter une dernière observation sur l'école de médecine, au sujet des professeurs et de leurs traitements. Le professeur à l'école de médecine reste, en général, quelle que soit la chaire qu'il occupe, un praticien, et souvent il ne postule le professorat que pour augmenter sa clientèle.

M. T. Steeg. Ah !

M. Goy. C'est un fait. Dans ce cas, il relegate au second plan son enseignement ; il le réduit à la portion congrue. On a vus professeurs d'anatomie qui avaient un service hospitalier de chirurgie.

M. T. Steeg. Je ne proteste pas du tout, je suis pleinement d'accord avec vous sur ce point !

M. Goy. A Strasbourg, les professeurs, sauf ceux qui étaient à la tête d'une clinique, devaient se consacrer entièrement à l'enseignement. M. Debierre et M. Cazeneuve doivent se rappeler qu'à notre voyage à Strasbourg, lorsque nous avons visité la faculté de médecine de cette ville, sous la direction de M. le professeur Blum, un Alsacien, il nous disait que le professeur d'anatomie touchait 45,000 fr. par an, alors que celui d'histologie en gagnait 25,000.

Il faudrait donc élever les traitements. Quant à les faire payer complètement par l'Etat, ce ne serait pas possible, parce que cela provoquerait des jalousies avec les facultés voisines. Alors faudrait-il en venir peut-être au système allemand, c'est-à-dire faire payer aux élèves une certaine somme.

Pour en terminer avec la faculté de médecine, permettez-moi de vous faire connaître deux notes, sur lesquelles j'appelle l'attention de M. le ministre :

Summa justitia, summa injuria.

« Le ministre des finances a décidé, sans consulter le ministre de l'instruction publique, d'ailleurs, que les indemnités de vie chère et de charges de famille ne seraient données qu'aux médecins, membres de l'enseignement, qui ne font pas de la clientèle. Or les médecins qui peuvent se contenter de traitements de 3,000, 2,400, 1,800 et 1,200 fr., comme agrégés, chefs de laboratoires, préparateurs, sont ceux qui, ayant une fortune suffisante, peuvent vivre de leurs rentes. Les autres, étant sans fortune et ne pouvant élever leur famille avec ces traitements dérisoires, sont bien obligés de faire un peu de clientèle, tout en assurant leur service. Ce sont eux qui ont le plus besoin des indemnités de vie chère et de charges de famille.

« D'ailleurs, le ministère des finances les a toujours considéré comme des fonctionnaires, et il a su leur retenir chaque mois 7 p. 100 de leur salaire pour la retraite. La mesure qui les prive des indemnités actuelles est donc injuste et illégale. »

Comment on encourage les savants français (1).

« La faculté est rouverte, mais tous les laboratoires de recherches n'ont pas pu reprendre leurs travaux. C'est ainsi que le professeur Charles Richet, membre de l'Académie de médecine, de l'Académie des sciences, lauréat du prix Nobel, le représentant le plus qualifié en France de la biologie, n'a pas encore pu obtenir les crédits affectés en temps de paix à son laboratoire d'où sont sortis les travaux qui lui ont valu le prix Nobel.

« Par contre, au regard de cette prétendue économie qui tarit la source de travaux qui servent le prestige de la France à l'étranger, on peut constater que le personnel de ces laboratoires en sommeil est payé pour ne pouvoir rien faire et que le matériel et les appareils fort chers se détériorent et vont devenir inutilisables à bref délai, faute de crédits pour les entretenir. »

J'ai terminé cet exposé que je m'excuse d'avoir fait aussi long.

Je supplie le Sénat de se joindre à moi pour demander à M. le ministre de l'ins-

(1) Crédit affecté en temps de paix : 10,000 fr.

truction publique de remédier à ce mal que j'ai signalé, et qui menace à la fois le développement intellectuel de la France et son développement industriel. Car, ne l'oublions pas, sans découvertes scientifiques, notre agriculture et notre industrie demeureraient stagnantes et nous resterions à la remorque de l'étranger.

C'est par la science que l'industrie allemande a progressé. Ce n'est pas par pure générosité mais par intérêt que les Allemands ont subventionné des entreprises telles que la Badische-Anilin und Soda-Fabrik, en offrant 200,000 marks de traitement à un professeur de chimie, sous condition qu'il abandonnât sa chaire pour se livrer exclusivement à l'étude des matières colorantes dérivées de l'aniline.

Mais c'est là une question secondaire. Il en est une plus élevée : il faut maintenir à la France son bon renom scientifique. Nous voulons qu'elle retrouve l'hégémonie qu'elle possédait autrefois. C'est par son rôle civilisateur qu'un peuple ne périt jamais et qu'il est à l'abri des vicissitudes de l'histoire. Il y a plus de deux mille ans que la Grèce antique a disparu, que son sol sacré a été foulé par les conquérants de toutes races et de toutes nations, et, cependant, elle est aussi vivante pour nous qu'au temps de Périclès. L'humanité s'incline encore devant les colonnes brisées de ses temples et devant ses statues mutilées.

Son idéal d'art est le nôtre, les pensées de ses philosophes sont les nôtres, nos enfants apprennent encore la géométrie d'Euclide. Il a suffi que nous ayons conservé quelques poèmes d'Homère, quelques tragédies d'Eschyle, de Sophocle et d'Euripide, quelques dialogues de Platon, quelques discours de Démosthène, pour que nous ayons trouvé la règle où nous mesurons toute beauté. Et si, par malheur, notre France avait été détruite par l'ennemi, s'il avait fait de notre territoire entier un désert d'hommes et de choses, la « terre à personne », la France aurait quand même survécu par les œuvres de ses penseurs, de ses artistes, de ses écrivains et de ses savants. Son âme serait restée immortelle, comme celle de la Grèce antique.

Monsieur le ministre, votre tâche est grande, c'est la plus grande qu'un homme puisse envisager : assurer l'avenir de notre pays par l'éducation de ses enfants. La France est victorieuse, elle a perdu cette âme de vaincu qui lui avait fait méconnaître son génie pendant si longtemps ; un vin de jeunesse fermente dans son sein, une sève nouvelle monte dans ses veines. Profitez de la circonstance, ne laissez pas ce pays retomber dans l'ornière du passé. Votre œuvre sera peut-être difficile, vous aurez contre vous tous les incompetents, les indifférents, les misonéistes, les *laudatæres temporis acti* ; mais plus votre tâche sera difficile, plus aussi votre gloire sera grande. Pour moi, je vous souhaite de tout cœur de pouvoir réussir, et je suis sûr que le jour où vos efforts auront été couronnés de succès, on dira de vous que vous aurez bien mérité de la patrie. (*Applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Cazeneuve.

M. Cazeneuve. Messieurs, l'exposé de notre honorable collègue, M. Goy, va me permettre d'abréger ma propre intervention.

La crise de l'enseignement supérieur, qui m'amène à la tribune, doit se résoudre par le relèvement des traitements des professeurs et de leurs collaborateurs, par l'amélioration et la remise au point de l'outillage scientifique nécessaire à l'enseignement, par la création de chaires nouvelles dans nos universités, qu'il s'agisse de mé-

decine, de sciences, de droit ou de lettres, afin que l'enseignement supérieur soit à la hauteur des nécessités du présent.

Mais il serait singulièrement injuste de prétendre que tout est à faire et d'affirmer — je m'excuse auprès de mon collègue M. Goy de l'avoir interrompu à ce sujet — que l'opinion publique est, dans certains milieux tout au moins, indifférente aux questions d'enseignement supérieur.

Non, messieurs, ni M. le ministre de l'Instruction publique, j'en suis sûr, ni M. le ministre des finances, notre grand argentier, qui a souci de ne dépenser que ce qu'il faut pour l'intérêt général, ni l'opinion publique, ne se désintéressent des améliorations à apporter à notre enseignement supérieur. Tout le monde en comprend la portée et se rend un compte exact de l'intérêt national qu'il présente.

Ceci n'est pas spécial à nos milieux lyonnais, témoin cette société des amis de l'université qui, depuis de longues années, fait appel aux professeurs d'université de toute la France ou aux professeurs étrangers et parvient, dans notre grand amphithéâtre de la Sorbonne à réunir des milliers de personnes pour y applaudir la science en évolution.

Si nos universités, tout comme les industries en matière économique, ne doivent jamais marquer le pas, si elles doivent être en progrès constant sous peine de rétrograder, je prétends tout de même qu'au moment où l'Allemagne nous a déclaré cette guerre impie, elles avaient déjà répondu, dans une large mesure, aux espérances que l'on fondait sur elles.

Assurément, messieurs, comme nous l'allons voir d'une façon très rapide — l'insistance de mon collègue, M. Goy, m'évitera d'entrer dans des détails — nous avons des réformes nécessaires à apporter jusque dans nos méthodes. Mais il faut bien reconnaître qu'au lendemain de 1870 se produit, à l'égard de l'enseignement supérieur, un véritable réveil de la nation. Il est exact que, sous la révolution, de grands esprits, comme le rappelait M. Goy tout à l'heure, les Talleyrand, les Condorcet, envisageaient la nécessité d'un enseignement élevé pour le pays. Il est bien vrai qu'il a fallu de longues années pour les réalisations et qu'il ne faudrait pas, nous reportant aux éloquentes paroles des Cousin, des Guizot, des Villemain, sous la Restauration, croire que l'enseignement supérieur à cette époque représentait une force morale importante. Au lendemain de 1870, nous étions aux écoutes des réclamations de ce grand ministre dont on a rappelé le nom tout à l'heure, Victor Duruy. C'est lui qui, en 1868, avec cette vue claire des réformes nécessaires à apporter dans l'enseignement public à tous les degrés, a montré, dans des rapports successifs adressés à l'empereur, qu'il était d'une utilité impérieuse de reconstruire et d'élargir, de nommer des professeurs, d'améliorer leur situation matérielle. Il a créé cette école des hautes études où des hommes comme Wurtz, Berthelot, Bertrand, Serret, Gaston Paris, Gabriel Monod, sont venus montrer ce que la science et les lettres françaises pouvaient produire.

Victor Duruy avait des idées justes et quand on examine les transformations qui se sont fait jour, au lendemain de 1870, il n'est pas douteux que ce sont les échos de sa grande voix qui ont donné une impulsion à toutes les réformes de l'enseignement supérieur.

Nous avons vu ensuite des directeurs comme du Mesnil, Albert Dumont, Liard, s'attacher successivement à la constante amélioration de l'enseignement supérieur.

M. Gaudin de Villaine. C'est l'Empire qui a fait cela !

M. Cazeneuve. L'Empire, mon cher collègue, n'a rien fait au point de vue de l'amélioration des facultés. C'est seulement Victor Duruy qui, en 1868, au déclin de l'Empire qui nous a menés où vous savez, a prononcé les mots nécessaires et exprimé les desiderata indispensables. Mais Victor Duruy ne put voir la réalisation de son rêve, et en 1873, Jules Simon, alors ministre de l'Instruction publique, se lamentait encore sur l'organisation insuffisante de l'enseignement supérieur.

Qu'a-t-on fait depuis ? On s'est trouvé en présence d'un tel mouvement d'opinion publique que les grandes communes ont consenti des dépenses énormes dans l'intérêt de l'enseignement supérieur. Les départements et l'Etat ont fait de même et pendant que l'Etat dépensait 47 millions pour construire de nouvelles facultés — car elles se sont multipliées sur le territoire — nos grandes communes dépensaient 51 millions environ et les départements de 600,000 à 700,000 fr. dans le même but ; cela prouve bien que, depuis trente ans, l'opinion publique est pénétrée de l'utilité de l'enseignement supérieur et cela constitue, pour le corps enseignant, un précieux encouragement.

Mais toutes les réformes ne peuvent pas se faire d'un coup de baguette magique. Il faut non seulement de l'argent mais du temps ; il en faut pour construire, pour former le personnel, enfin pour persuader M. Tout-le-Monde que chaque étudiant est sûr de trouver dans nos facultés une initiation utile qui, dans le domaine des lettres, des sciences, de la médecine, du droit ou de la pharmacie, lui assure un avenir rémunérateur.

Il serait superflu de m'attarder davantage sur les transformations de l'enseignement supérieur au cours de la troisième République, elles sont indiscutables. M. Liard, directeur de l'enseignement supérieur, a été un protagoniste fervent de l'union dans une même ville de toutes les facultés, de façon à faire revivre les vieilles universités. Cette idée, qui a trouvé sa réalisation dans la loi de 1896 sur les universités, était bonne. Il ne faut pas de cloisons étanches entre les facultés.

Nous avons donc vu s'effectuer une sorte d'exosmose et d'endosmose, l'interpénétration des facultés les unes par les autres. Nous avons vu des étudiants de droit venir préparer leur licence ès lettres ; nous avons vu des docteurs en droit suivre les cours de médecine légale à la faculté de médecine, et inversement des docteurs en médecine suivre des cours sur le droit criminel. Parmi les élèves en pharmacie, combien se sont fait recevoir licenciés ès sciences depuis vingt ou trente ans, désirent pousser à fond l'étude des sciences d'observation et des sciences expérimentales ! Tout cela est vrai. Je le dis pour que nous soyons optimistes, et pour que, lorsque nous verrons réclamer des réformes et des améliorations, nous n'en regardions pas moins le passé comme on doit le regarder, c'est-à-dire avec tous ses mérites et toute sa valeur propre.

Messieurs, j'ai pu apprécier au cours de cette guerre les services qu'a pu rendre notre enseignement supérieur. Je laisse de côté les services d'ordre moral ; ils sont quelquefois difficiles à apprécier. Je pourrais cependant citer les noms de braves qui ont puisé l'énergie, la grandeur d'âme, la bravoure au foyer des universités. Mais, me plaçant sur le seul terrain technique, vous allez voir les services rendus par notre enseignement supérieur, par les hommes qui avaient le rôle d'enseigner dans nos facultés et nos universités. Ce rôle a été mis en relief par la nécessité impérieuse de

mettre notre armement à la hauteur de l'armement ennemi.

L'Allemagne, sans aucun doute, s'était préparée à cette guerre, qu'elle voulait et qu'elle nous a imposée, par tous les moyens scientifiques possibles.

L'institut de toxicologie de Würzburg, depuis des années, avait étudié l'action du chlore et de toute une série de produits chimiques sur l'organisme humain, afin de pouvoir utiliser dans les batailles ces corps appelés à surprendre et à faire une diversion à la vieille tactique et à la vieille stratégie. Le 25 avril 1915, en effet, grande surprise du côté de nos amis les Anglais, qui sont envahis, on peut le dire, par la puissance chimique de l'Allemagne qui, profitant d'un vent favorable, déverse des tonnes de chlore sur ses troupes. De là des pertes considérables.

Qu'avons-nous fait ? Je vois encore, au ministère des travaux publics, un directeur éminent réunissant des professeurs de l'enseignement supérieur et leur demandant leur avis pour la riposte d'une part et pour la protection de l'autre.

On est à une heure où il est urgent d'agir. Ces assemblées scientifiques réunissaient 60 ou 80 personnes appartenant non seulement aux universités, mais aussi à l'enseignement supérieur technique, dépendant du ministère du commerce, ou du ministère de la guerre, l'école centrale, le conservatoire national des arts et métiers, l'école polytechnique : quand je parle de l'enseignement supérieur, ma pensée va aussi à ces grandes institutions qui dépendent d'autres ministères et qui sont, en même temps, on peut le dire, les collaboratrices des progrès scientifiques et des applications de la science dans notre pays.

Après quelques heures d'hésitation, on a créé une direction. On a fait appel à un officier supérieur de l'active, appartenant à l'arme du génie, doué d'un esprit scientifique remarquable, qui a su apporter dans sa tâche créatrice la méthode et le sens pratique nécessaires pour aboutir. Je ne le nommerai pas davantage à cette tribune, pour ne pas porter ombrage à son modestie qui est réelle, et à son patriotisme qui veut autour de lui le silence. Ce directeur devenu, au cours de sa direction, officier général, a sollicité le concours de nombreux maîtres de l'enseignement supérieur qui tous ont apporté la meilleure collaboration. Ecole supérieure de pharmacie, conservatoire national des arts et métiers, Collège de France, Sorbonne, etc., ont rivalisé de zèle. De nombreux professeurs de l'enseignement supérieur, se sont attelés à cette besogne de fabriquer les corps asphyxiants d'abord dans le laboratoire des recherches. Puis nos industriels, avec leurs capitaux, leur ténacité, leur esprit pratique étaient aux écoutes pour recevoir les directives que leur donnaient nos professeurs d'enseignement supérieur. La fabrication industrielle de ces corps toxiques pour riposter aux Allemands a été un succès complet.

Aussi, messieurs, qu'avons-nous vu au moment de l'armistice du 11 novembre 1918 ? Nous étions arrivés à fabriquer 25 tonnes de chlore par jour. La colongite, ce corps que les Allemands ont tant employé, nous en faisons de 30 à 40 tonnes. Les Allemands, à la fin de la guerre, employaient, de manière à surprendre nos masques protecteurs, des gaz arsenicaux-organiques, des arsines. Nous n'avons pas été longs à les découvrir : nos professeurs allaient jusque sur les champs de bataille recueillir les obus non éclatés, étudier les nouveaux produits allemands, et, après quelques jours, ils découvraient le produit qu'on fabriquait bientôt par milliers de kilogrammes.

L'ypérite, ce terrible corps, dont les Allemands croyaient tenir le monopole dévastateur, a été vite découvert puis fabriqué, grâce au concours de ces savantes bonnes volontés.

On écrira, un jour, autrement que j'ai pu le faire dans des rapports à la commission de l'armée, le rôle considérable joué par les professeurs du haut enseignement ; on y verra que les universités et les facultés, au cours de cette guerre, ont rendu aux armées des services que les officiers les plus qualifiés du cadre actif ont reconnu pour être merveilleux ; il suffira déjà, d'ailleurs, de lire les dépêches du maréchal Pétain sur les résultats que nous obtenions dans cette magnifique offensive qui s'est dessinée sous l'impulsion du maréchal Foch et de tous les généraux qui ont été de si merveilleux collaborateurs.

Nous pouvons donc être fiers de l'œuvre la troisième République pour toutes les réformes progressives qu'elle a introduites dans l'enseignement supérieur. En 1909 et en 1911, pour revenir à l'enseignement médical, sur le terrain duquel nous a amenés tout à l'heure l'intéressante intervention de M. Goy, n'oublions pas qu'ont paru des décrets qui ont voulu mettre très heureusement au point les méthodes rationnelles d'enseignement pour former de bons médecins.

La médecine était autrefois une science d'intuition. On avait ce qu'on appelait le coup d'œil médical. Elle est devenue une science positive, une science d'observation, avec les grands cliniciens dont tous les noms sont présents à la mémoire de tous, les Trousseau, les Laënnec, les Andral, les Bouillaud, les Potains, etc., qui ont illustré la faculté de médecine de Paris. Ces hommes ont montré que l'observation approfondie du malade donnait des résultats tout autres que la simple intuition de l'homme d'imagination.

Les décrets de 1909 et de 1911 ont voulu aller plus loin. Après les travaux de Magendie et de Claude Bernard, il était démontré que l'expérimentation physiologique doit éclairer le diagnostic, le pronostic et la thérapeutique et amener le médecin à guérir le malade, après l'avoir soulagé, si possible, parce que connaissant mieux l'organisme humain.

Avec les progrès de la physiologie, nos méthodes d'enseignement se transforment.

Les décrets de 1909 et de 1911 n'ont-ils pas été appliqués ? Mais si, ils l'ont été. J'ai ici un discours que mon ami le professeur Teissier, de Lyon, a fait à l'ouverture de sa clinique en 1913. Ce discours n'est d'ailleurs que l'écho des mêmes discours faits à Toulouse, à Bordeaux, à Paris, par des maîtres émules du professeur J. Teissier. Car je me garderai, ceci dit en passant, de vouloir, entre nos facultés de médecine, donner une primauté à telle ou telle sur telle autre.

Tous nos médecins aujourd'hui sont pénétrés de cette nécessité : pour rendre service aux malades, ils mettent à contribution toutes les sciences. C'est pourquoi ils réclament autour de la clinique non seulement des laboratoires bien outillés, mais aussi des assistants, pour faire les recherches biologiques indispensables, radiographie, radioscopie, bactériologie, uroscopie, etc.

D'importantes améliorations sont nécessaires, plus à Paris peut-être que dans nos autres grandes villes. La Faculté de médecine de Paris est particulièrement déshéritée en raison du nombre de ses étudiants auxquels elle ne peut donner l'éducation médicale indispensable. Qu'on visite tous les services : la conviction est vite faite des progrès à réaliser dans tous les détails de l'organisation de l'enseignement, qu'il

s'agisse de l'anatomie, de la physiologie ou des chaires de clinique.

Qu'on prenne modèle, tout de même, sur l'organisation de l'enseignement médical à l'étranger, en Allemagne, en Amérique, en Angleterre. Nous sommes en retard à cet égard-là. Monsieur le ministre, je suis convaincu que vous nous répondrez que vous êtes assurément tout prêt, d'accord avec le Gouvernement, à apporter les réformes nécessaires.

M. Eugène Lintilhac. Demandées par la faculté de médecine dans trois mémoires récents.

M. Cazeneuve. Je ne dirai rien du relèvement des traitements. Nous sommes tous d'accord.

M. le ministre a déposé un projet de relèvement des traitements de tout l'enseignement et spécialement de l'enseignement supérieur. On nous l'a distribué aujourd'hui même. Notre honorable collègue, M. Lintilhac, si compétent dans ces questions, rapporteur du budget de l'instruction publique à notre commission des finances, en a écrit dans un journal des articles tout à fait bien pensés, faisant ressortir cette nécessité absolue de s'occuper d'améliorer les traitements du corps enseignant et cela de toute urgence.

Sont nombreux les hommes distingués qui aiment les recherches désintéressées de la science, les recherches désintéressées dans les lettres, sur le droit, droit comparé, droit international, législation financière, tout ce que vous voudrez. Il faut cependant, comme le disait récemment M. Ernest Lavisse, d'une façon familière, dans cette fête qu'on a si légitimement organisée pour nos élèves de l'école normale supérieure démobilisés, il faut cependant que la carrière puisse nourrir son homme. (Très bien !)

La question se pose pour les magistrats : elle se pose, on peut le dire, pour tous les fonctionnaires dont le concours est si profitable à notre pays. Il n'est pas — permettez-moi cette simple parenthèse — jusqu'à notre organisation de police, si utile, qui ne réclame des mesures bienveillantes pour améliorer sa situation matérielle.

M. Eugène Lintilhac. En considérant combien de ces gardiens de la société contre l'armée du crime sont victimes de leur tragique devoir, on s'étonne vraiment qu'on en trouve, au prix où on les paye. (Marques d'assentiment.)

M. Cazeneuve. Monsieur le ministre, lorsqu'on discutera le budget nous reviendrons sur ce point. Mais voulez-vous me permettre d'appeler votre attention sur un fait qui m'a surpris ? Il s'agit des dispositions que l'on semble prendre pour l'université de Strasbourg. Je l'ai visitée avec mes collègues Debierre et Goy, sans compter le professeur Vidal, de la faculté de médecine de Paris, dont nous connaissons la haute science, et grâce à un cicerone aimable, très français et très alsacien, le professeur Blum. Nous avons été émerveillés de ces hôpitaux municipaux, de ces installations de l'Université. Ma conviction était — je crois que c'était aussi celle de MM. Debierre et Goy — qu'il fallait changer le personnel, si c'était nécessaire. Du reste, le personnel allemand s'est dépêché, au lendemain de l'armistice, de faire ses malles, à la grande satisfaction des professeurs alsaciens et à la nôtre.

Mais en présence de quelle situation nous sommes-nous trouvés ? D'un régime allemand qui a des avantages. Au point de vue traitement, les professeurs ont un fixe et les élèves apportent un concours financier. Si le professeur est justement réputé — ce que les élèves savent très bien apprécier —

ses auditeurs se pressent très nombreux autour de la chaire. Le professeur a donc intérêt à se multiplier pour se faire apprécier des étudiants. Je suis partisan de ce système : je ne le cacherais pas.

Je sais qu'il bouleverser un peu nos habitudes ; mais, voyez-vous, même dans le domaine de l'enseignement, le travail à la tâche n'est pas une mauvaise chose. C'est un stimulant pour les langueurs qui sommeillent. Aussi aurais-je aimé, sans bouleverser en rien le régime de Strasbourg, que vous nommiez là — vous en avez nommés d'éminents — des professeurs distingués connaissant l'Allemagne et l'allemand, pouvant parler à leurs étudiants, et que vous leur donniez d'emblée la même situation qu'avaient leurs prédécesseurs allemands. J'aurais aimé aussi que vous leur laissiez les collaborateurs qui leur sont indispensables. M. Blum, dont je vous parlais tout à l'heure, dispose, comme professeur de clinique, d'une dizaine d'assistants. Ce nombre est absolument nécessaire si l'on veut que l'étudiant tire le plus grand profit de ses études.

Si vous saviez, messieurs, combien il est heureux, cet étudiant, lorsqu'il rencontre un assistant éclairé qui le guide sur le terrain de l'observation, qui lui fournit des explications claires et utiles sur les malades à examiner. L'assistant est le sous-officier qui collabore précieusement avec le chef pour enseigner l'étudiant stagiaire, l'étudiant novice. Et ce dernier, après trois heures d'hôpital où il a rencontré cet aide qui l'instruit, s'en va joyeux d'avoir appris quelque chose.

On a donc nommé des professeurs à Strasbourg. Je m'en rapporte, sur ce point particulier, au rapport de notre honorable collègue, M. Debierre, à la société d'Alsace-Lorraine, qui renferme quantité d'observations personnelles, car M. Debierre, bon patriote, est animé comme nous du désir d'établir à Strasbourg une grande université française, ou, plutôt, d'y faire renaître notre vieille université de telle façon qu'elle ne le cède en rien à l'université créée par les Allemands et dont ils étaient si fiers. M. Debierre déplore dans son rapport cette situation matérielle que je viens de vous signaler brièvement. Je me borne à dire à M. le ministre : « Où en sommes-nous ? »

J'ajoute que, pendant la guerre, cet outillage de l'institut de physique et de chimie a été singulièrement mis à mal. Il paraît que le professeur de l'institut chimique de Strasbourg, qui travaillait sur les gaz asphyxiants — sans doute pour nous — est mort à la tâche. L'intérieur de l'institut nous a paru un peu désorganisé ; il y a évidemment à redonner aux classes de chimie et de physique un outillage qui a été un peu négligé pendant cette guerre où tout le monde était à la bataille.

J'appelle, monsieur le ministre, toute votre attention sur notre université de Strasbourg qui a un grand rôle d'avenir à remplir, non seulement pour former l'esprit public, tel que nous le souhaitons, dans cette Alsace reconquise qui est restée si française, mais même pour le faire rayonner au dehors. L'Allemand est très fier de faire pénétrer la science et l'esprit germaniques dans les autres pays : il veut être le premier peuple du monde au point de vue industriel et aussi au point de vue scientifique. Il faut lui montrer, par notre organisation de Strasbourg, par les élèves français et étrangers que nous allons y former, que la science française est à la hauteur de la science allemande, bien mieux, qu'elle la dépasse.

M. Eugène Lintilhac. Orgueilleusement, ils avaient construit cette façade contre

nous ; fièrement, il faut la retourner face à eux. (Très bien !)

M. Cazeneuve. Nous ne faillirons pas à cette tâche, mon cher collègue, j'en suis convaincu, parce que nous voulons tout faire pour encourager la science, la production scientifique et l'éducation scientifique sous toutes ses formes.

On a souvent comparé la science à un arbre dont les rameaux multiples s'étendent prodigieusement. L'image est à retenir. Mais il serait plus vrai de dire que ses rameaux poussent et s'étendent indéfiniment, plus qu'aucun végétal ne peut le faire. Il est présomptueux de tracer des bornes à cette extension. Une science, spécialement, dont le développement ne s'arrêtera pas, c'est celle qui s'occupe de la formation des corps définis par voie synthétique ou analytique. Je veux parler de la chimie dont le domaine est infini et qui, chaque jour, s'accroît merveilleusement.

Nos universités doivent contribuer à créer et à découvrir. Leur rôle à cet égard ne peut être méconnu. Puis elles doivent répandre ces découvertes par un enseignement bien compris et bien outillé. De là, de nouvelles chaires à envisager.

Des découvertes physiques — je ne citerai que la radioactivité — ont ouvert également des champs nouveaux ; de là, des enseignements spéciaux à créer. Il n'est nullement superflu d'envisager la création d'un institut de radiologie, dont les applications sont déjà envisagées par nombre d'études intéressantes.

Des chaires de bactériologie ne sont-elles pas nécessaires dans le pays de Pasteur pour initier l'étudiant aux orientations nouvelles de la médecine ? Je pourrai multiplier les exemples des enseignements spéciaux à créer, qui s'imposent par suite de l'évolution des sciences biologiques et des sciences physico-chimiques.

Dans l'enseignement supérieur, l'organisation qui doit d'abord prévaloir est celle qui tend à donner à l'étudiant une culture d'ordre général comme base de tout enseignement spécial, lequel doit venir après parce qu'il ne sera réellement fructueux et profitable qu'après. Un docteur en médecine, un docteur ès sciences doivent avoir une instruction d'ordre général, tout comme le docteur ès lettres ou le docteur en droit. La spécialisation vient ensuite. Evitons de l'enseigner trop tôt : l'enseignement supérieur manquera à sa tâche, qui est d'abord de former l'esprit.

Un médecin féru de sciences, et même de littérature, pourra devenir un grand médecin. Sa culture générale l'aura préparé aux larges vues et aux grands services à rendre.

Mais nous devons applaudir aussi à la création des chaires spéciales et des chaires de sciences appliquées dans nos universités. Ces chaires doivent être variées et se créer en raison des besoins locaux. C'est ce qui est arrivé. Car, il ne faudrait pas croire que tout est à faire dans cette voie. Nous nierions l'évidence. Nous serions injustes envers nos universités et envers les milieux industriels qui les ont encouragés.

A Grenoble, à la source des forces hydrauliques, nous avons un institut électrotechnique qui fait des progrès merveilleux, sous l'impulsion des grands industriels grenoblois.

A Lyon, nous sommes au pays de la soie. La soie demande pour séduire les yeux toutes les couleurs de l'arc-en-ciel. Pour cela, il faut des matières colorantes.

Aujourd'hui, l'industrie des matières colorantes a pris une importance énorme. Une chaire de chimie industrielle existe. Sur elle s'est greffée une école de chimie industrielle ou la chimie des matières colorantes est enseignée. Bien plus, on a créé

aussi une école de tannerie, vu l'importance de l'industrie du tannage des peaux dans notre région. Et l'opinion publique s'est tellement enflammée, dans notre ville pour tout ce qui est science appliquée, que l'on vient de trouver 2,800,000 fr., apportés par les industriels et par la chambre de commerce pour créer une école supérieure de chimie, avec un ensemble de chaires de chimie appliquée répondant à tous les progrès réalisés par cette belle science.

Chimie physique, chimie analytique industrielle, chimie métallurgique, chimie des matières colorantes, des parfums, etc., etc., seront enseignés dans cette école supérieure. Nous ne voulons plus que les Allemands dans les diverses industries chimiques nous regardent, après leur défaite, comme leurs tributaires. (Très bien ! très bien !)

Est-ce seulement dans le domaine de la médecine et des sciences que nous avons réalisé le progrès et que nous voulons le continuer avec le concours du Gouvernement ?

Mais, messieurs, dans le domaine du droit, c'est absolument la même chose. Il fut un temps, nous le savons tous, où l'on enseignait, avec quatre ou cinq chaires, un peu de droit romain ; on dissertait sur le code civil dans une chaire, sur le code pénal dans une autre ; depuis on a créé toute une série de chaires dont les élèves profitent aujourd'hui et qui ont le plus grand succès : chaires de droit international, de législation financière, de législation coloniale, etc...

M. Eugène Lintilhac. Chaires d'économie politique.

M. Cazeneuve. Ces enseignements sont suivis avec passion. On a créé, en effet, une chaire d'économie politique. On a vu qu'il y avait là une branche extrêmement importante du droit ; les étudiants en droit, entraînés aux études, se font recevoir licenciés ès lettres. Combien n'avons-nous pas de brillants avocats qui possèdent une culture littéraire très approfondie, qui est la source de leur talent et de leur forte érudition ?

Voilà messieurs, les résultats obtenus par nos universités. Ne disons donc pas que tout est à faire, car nous serions injustes envers le passé. (Très bien ! très bien !)

En ce moment, à l'université de Lyon, on veut créer un enseignement de droit comparé et, dans les annales de l'université lyonnaise (car nous avons des annales, comme d'ailleurs d'autres universités), il se trouve quantité de travaux originaux. De gros volumes ont été composés pour montrer à nos étudiants le grand intérêt qu'offre le droit comparé et spécialement la jurisprudence anglo-américaine comparée à la nôtre. Il y a là un intérêt considérable qui, au point de vue économique, entre tout de suite dans le domaine des applications.

Au moment où notre pays veut renaitre économiquement en élargissant ses relations avec le monde entier et en cessant d'être le consommateur des produits de nos alliés pour devenir leur fournisseur, il est très important d'avoir ces connaissances d'ordre général qui préparent non plus seulement des docteurs en droit, mais des juristes. A certaines heures de discussions économiques, nos facultés de droit pourront prétendre ramener la paix entre les divers pays, par les hommes qu'elle aura fortement préparés au droit comparé. Bien des réformes, dans l'enseignement, constituent le programme de régénération que nous voulons, après une guerre dont nous voulons nous relever.

M. Eugène Lintilhac. Très bien !

M. Cazeneuve. Etsi nous voulons réaliser

toutes ces améliorations, c'est surtout pour attirer chez nous des étudiants étrangers. L'idée n'est pas nouvelle. Avant la guerre — je pourrais vous montrer les statistiques — nos facultés de médecine, de droit, des sciences étaient fréquentées par des étudiants étrangers : Roumains, Turcs, Russes, Italiens. Généralement, les Anglais, les Allemands, les Américains ne venaient pas en France. Les Allemands cherchaient à attirer les étudiants de tout l'univers. Je vais vous citer un exemple :

Il fut une époque où nous avions sur la Grèce une action morale considérable. Dans ce pays, dont les origines nous étaient si connues, dont l'histoire était faite pour passionner les amoureux de littérature et d'art, nous avions exercé, pendant de longues années, une influence dont nous nous félicitons. Que s'est-il passé ? Malgré tel officier français qui venait là-bas pour montrer la puissance de la France, mais qui se trouvait en compétition avec l'officier allemand, les universités allemandes se sont emparées de l'esprit grec ; les étudiants grecs, au lieu de venir faire leur médecine en France — et si je parle de médecine, c'est parce que au point de vue de l'expansion française à l'étranger le médecin plus encore que le juriste ou l'homme de lettres peut exercer une influence. Car, le fait de pénétrer dans tous les milieux sociaux, appelé pour traiter les malades, le met dans une condition favorable pour exercer une influence, même chez les plus hautes autorités du pays.

Voulez-vous savoir ce qui s'est passé en Grèce ? Tous les étudiants sont allés petit à petit à Berlin apprendre la médecine. Et mon excellent ami, l'éminent doyen de la faculté de médecine de Lyon, M. le professeur Hugouneq, envoyé en mission en Grèce par M. Liard, directeur de l'enseignement supérieur à l'époque, fut surpris de voir à la cour des médecins qui avaient fait leurs études en Allemagne et qui ignoraient la science française.

Au cours de la conversation, il reconnut bien vite que ces médecins grecs, éduqués à l'allemande, ignoraient les travaux français. Bien mieux, l'un d'eux ignorait même le nom de Pasteur et son rôle mémorable dans la création de la médecine microbienne.

M. Eugène Lintilhac. Il y avait là une aimantation boche.

M. Cazeneuve. Une très forte aimantation. J'ajoute même, pour me servir d'une expression déjà employée et un peu familière que les savants allemands ont assez l'habitude du démarquage du linge.

M. Dominique Delahaye. Comme pour le système métrique ! (Sourires.)

M. Cazeneuve. Inutile de vous dire, messieurs, que revenant de cette mission, l'éminent professeur de la faculté de médecine de Lyon rédigea un rapport dans lequel il fit ressortir la nécessité de créer un lycée à Athènes — ce sera fait, je crois, — dirigé par des Français, de ramener les étudiants grecs dans nos universités et, en somme, de reprendre à l'égard de la Grèce cette autorité morale que nous avions eue pendant de longues années.

Je rappelle qu'à Pétersbourg, nous avons un institut. M. Weber, dans son rapport sur le budget de l'instruction publique, à la Chambre, a eu soin d'énumérer la faculté française de Pétersbourg, le collège français de Moscou, l'institut français de Madrid. Celui-ci est très intéressant. L'autre jour, nous avons vu ici le recteur de l'université de Toulouse. Cette université veut élargir les relations des étudiants français de Toulouse avec les étudiants espagnols. L'uni-

versité de Toulouse a la mission de resserrer au point de vue scientifique, nos liens avec l'Espagne. A Lyon, nous avons une autre mission : nous voulons créer au Japon un institut d'études des questions d'Extrême-Orient. Lyon, vous le savez, a déjà créé depuis longtemps des comptoirs en Indo-Chine. Notre ville est tout indiquée pour s'occuper de la propagande française dans les milieux d'Extrême-Orient. Mais je m'arrête, messieurs ; je ne veux pas faire plus qu'il ne convient l'éloge de mes compatriotes...

M. T. Steeg. Nous le ferions pour vous.

M. Cazeneuve. ... mais enfin, j'ai le devoir de constater qu'ils aiment assez à s'extérioriser.

Un sénateur à gauche. Il faut les en féliciter.

M. Cazeneuve. D'autres villes sont entrées dans la même voie. Il est intéressant de se partager la tâche, en vue de notre rayonnement sur l'étranger ; de voir chacune de nos universités s'assigner, précisément, cette noble mission de faire à l'étranger une propagande française, en donnant une éducation française aux étudiants étrangers afin que, revenant chez eux, ils y apportent l'amour de notre pays. Cet amour-là, messieurs, est bien précieux à certaines heures !

Parlerai-je de Beyrouth que nous possédons depuis trente ans ? Que de choses j'aurais à dire sur la faculté de médecine de Beyrouth et sur son rôle ! Si la Syrie est si française, si attachée à la France, s'il existe dans toutes les classes de la société syrienne, un tel sentiment de sympathie pour nous que nous demandons à exercer le protectorat sur ce pays, tout cela tient au rôle de la faculté de médecine de Beyrouth dont l'influence sur l'esprit public a été tout à fait bienfaisante. J'ajoute que cette faculté est entre les mains des jésuites qui n'ont pas fait de prosélytisme et qui sont restés français : il est juste que je profite de l'occasion en cette circonstance pour leur rendre un très court hommage.

M. Eugène Lintilhac. Joignez-y, mon cher collègue, l'œuvre de camaraderie internationale entre les étudiants, complémentaire de notre office d'expansion, dont l'éminent doyen de la faculté de droit, M. Larnaud, a pris l'initiative. Dimanche dernier encore, il présidait ses collaborateurs en cette entreprise qui montra combien préoccupe nos maîtres le culte de cette amitié intellectuelle qui doit rester, après l'école, le ciment intellectuel dans la clientèle mondiale de l'Université de France. *(Très bien !)*

M. Cazeneuve. Je vous remercie, mon cher collègue, de cette interruption qui fait ressortir tous les efforts de nos universitaires pour remplir le grand rôle que nous voulons leur assumer, dans l'intérêt de notre cher pays.

Je vais terminer par quelques mots sur des réformes qui me paraissent indispensables. Nous sommes d'accord pour relever les traitements pour mettre l'outillage à la hauteur des nécessités de l'enseignement et pour créer les chaires nécessaires. Mais, au point de vue des méthodes, permettez-moi, monsieur le ministre, d'appeler votre attention sur une question très importante.

Tout à l'heure, j'ai dit deux mots de la méthode qu'il est nécessaire de suivre dans nos facultés de médecine. On en a discuté beaucoup à la commission supérieure médicale : aujourd'hui, tout le monde est d'accord.

En sciences et en lettres, il y a également des réformes à faire. Je vous dirai qu'à l'occasion de cette intervention, j'ai reçu la visite de l'élite de nos étudiants de Paris ;

qu'ils ont fait devant moi quelques observations qui m'ont paru justes et dignes d'attention.

En province, les élèves sont moins nombreux, le contact avec les professeurs est plus fréquent. Si quelque chose ne marche pas, il se crée un courant de familière sympathie entre les professeurs et les élèves ; finalement, on apporte les réformes utiles. A Paris, on est un peu perdu ; il y a là des milliers d'étudiants, et que se passe-t-il ?

Voilà un jeune homme qui sort du lycée ; il veut passer sa licence ès lettres ; quels cours doit-il suivre ? Il est très embarrassé, il n'a pas de guide, il prend des conseils : il suit tels cours et il s'aperçoit qu'il ne comprend pas grand-chose ; il regrette de n'avoir pas fait une année de rhétorique supérieure.

Est-ce en sciences ? L'élève suit un cours de physique ; il s'aperçoit qu'il lui manque un peu de mathématiques spéciales : il est perdu. S'il est intelligent, énergique, il arrive à se retourner, mais la masse des étudiants se trouve, par ce fait, assez découragée.

Laissons de côté nos étudiants en médecine et en droit, ceux-là veulent exercer la médecine, les autres veulent être avocats ; mais je parle de nos étudiants en lettres et en sciences. On peut les diviser en deux groupes : les premiers veulent se diriger vers l'enseignement, les autres cherchent à s'orienter du côté de la pratique et, dans les sciences, cela se voit fréquemment : après la licence, en effet, ils s'orientent vers la chimie appliquée ou même, pour quelques-uns, entrent dans l'industrie.

Quant à ceux qui s'adonnent à l'enseignement, il faut cependant qu'ils y soient préparés. On a, par des décrets, transformé l'école normale supérieure, jusque-là autonome. On lui a conservé son nom, mais on a décidé de la marier avec la Sorbonne, dans un mariage non seulement de raison, mais encore de sympathie. Ce sera un institut pédagogique, a-t-on dit, au sein de la Sorbonne, pour compléter l'enseignement de cette dernière. Le concours d'entrée est devenu un concours de boursiers. Les premiers reçus choisissent d'ordinaire Paris, c'est-à-dire deviennent élèves en Sorbonne, mais élèves de l'école normale supérieure. Les autres boursiers reçus se répandent dans les facultés des lettres ou de sciences de province.

Il semblerait que ceux qui veulent s'adonner à l'enseignement devraient trouver dans l'école normale supérieure, devenue institut pédagogique, une préparation appropriée. Mais personne ne paraît s'en occuper. Autrefois, à l'école normale supérieure, il y avait des maîtres de conférences qui faisaient des enseignements complémentaires et exerçaient les élèves à enseigner, tout comme à la conférence des avocats, on prépare les jeunes docteurs en droit à la carrière du barreau.

Cette préparation à l'enseignement paraît avoir disparu. Pourquoi ?

Il est fâcheux de laisser entendre à ces futurs professeurs de nos lycées qu'ils ont à se forger eux-mêmes. Tout en réformant, il est de bonnes pratiques que l'on a peut-être tort d'abandonner.

Poursuivons-nous dans les facultés des lettres la critique des méthodes, nous rendons hommage à la nouvelle évolution déjà accomplie depuis plusieurs années.

Notre éminent collègue, l'honorable M. Lintilhac, dans un discours prononcé dans cette belle langue française, dont il connaît tous les détours, discours qui remonte à 1911, a rendu hommage à une nouvelle orientation de l'enseignement des lettres à la Sorbonne. Il a montré que l'on ne pouvait plus, maintenant, dans l'enseignement, se contenter de paroles vagues,

répondant à un idéal plus ou moins sentimental mais qu'il était nécessaire de se mettre en face de la réalité, de la vérité et d'interpréter les textes.

Notre collègue dit :

« Dans la nouvelle Sorbonne, on a d'abord par dessus tout la passion de la vérité... On y tient école de probité intellectuelle et de raison raisonnée. On y professe qu'il y a une science des lettres comme du reste de la connaissance et qu'elle est mise à la portée de la moyenne des esprits par les procédés que voici. »

Et notre collègue de mettre en évidence la nécessité de l'étude des textes, afin de « restaurer dans toute son intégrité la pensée de chaque écrivain. »

Il y a toujours des esprits — et ce n'est peut-être pas mauvais — *laudatores temporis acti*, qui regrettent le passé ; c'est ainsi que, sous le pseudonyme « d'Agathon », a été menée une certaine campagne critiquant les nouvelles méthodes. Notre collègue Lintilhac a voulu répondre, ...

M. Eugène Lintilhac. Vous avez raison, la critique est féconde, même malgré elle, ce qui n'est pas le cas, je dois le reconnaître. « Il faut qu'il y ait des hérétiques », disait saint Paul. *(Sourires approbatifs.)*

M. Cazeneuve. Notre collègue, dis-je, a voulu précisément faire appel au *laudatores temporis acti* ; et alors il parle de l'histoire littéraire ; il rend hommage à cette « Histoire de la littérature grecque », de MM. Alfred et Maurice Croizet, à cette histoire de France monumentale et élégante qui vient de se terminer, disait-il, sous la magistrale direction d'Ernest Lavisse.

Et notre collègue terminait en disant :

« Pour cette besogne haute, sacrée, la Sorbonne forme des travailleurs vraiment religieux sans le savoir. Elle leur donne pour devise la recherche du vrai, condition d'une saine admiration du beau, d'où sort, comme de source, le bien. C'est ce que Diderot appelait « ma trinité ». »

Messieurs, nous avons applaudi à l'intervention de notre collègue M. Lintilhac, qui aura, pour la deuxième fois, il le mérite, l'honneur du *Journal officiel*. *(Très bien !)* C'est un hommage rendu à l'évolution que nous constatons dans le domaine des lettres, comme dans celui du droit, comme dans celui de la médecine et dans celui de toutes les sciences.

Messieurs, je veux terminer par quelque chose de très significatif et de très instructif. Au cours de cette guerre, les Allemands, qui se préoccupaient, non seulement de la victoire, qui leur a échappé, mais aussi de l'avenir économique de leur pays, de la reprise de l'activité industrielle et commerciale, qu'ont-ils fait ? C'est une découverte qui ne m'est pas personnelle : c'est un éminent ingénieur des poudres, un chimiste très distingué, qui a appelé mon attention sur ce fait et qui mérite d'être retenu. En pleine guerre, trente-six firmes allemandes, dont j'ai ici la liste, apportent 150,000, 100,000, 30,000, 10,000 marks, suivant l'importance de chacune d'elles, pour créer des bourses de Liebig, du nom du grand chimiste allemand. Ils veulent que les jeunes gens travaillent la science dans les universités allemandes de la façon la plus désintéressée.

Voilà des industriels qui disent aux professeurs de l'université : « Vous avez des élèves distingués ; ils ne sont pas dans une situation de fortune convenable ; voici de l'argent pour leur permettre de poursuivre leurs études. Nous ne leur demandons rien en retour : nous leur demandons simplement de faire des découvertes ». Ils ont réuni d'emblée, en pleine guerre, la somme de 1 million 20,000 marks, de manière à pouvoir donner 1,000 marks à une cinquan-

taine d'assistants dans une université, simplement pour leur permettre de poursuivre leurs études par amour de la science, parce que les Allemands ont la conviction qu'un homme féru de science, d'expérimentation, de culture générale, si on fait appel à lui, rendra d'immenses services. Voilà la vérité.

Pour moi, l'opinion publique, en France, est capable d'en faire autant. Elle l'a fait; elle le referra. Non seulement elle veut créer des écoles techniques, mais je suis sûr qu'elle réunira des sommes nécessaires pour donner des bourses et permettre à nos jeunes gens de poursuivre leurs études ou d'aller même à l'étranger s'informer des progrès de la science.

Un homme éminent, qui a beaucoup fait pour l'enseignement supérieur, qui a terminé sa carrière pendant cette guerre, qui n'a pas pu voir la victoire, le vice-recteur de l'Académie de Paris, Louis Liard, qui avait une conception très élevée de l'enseignement supérieur et des directives qu'il fallait lui donner, a écrit, en 1890, ces paroles très courtes, mais qui ont pénétré dans l'esprit de notre jeunesse. Et si les élèves de l'école normale supérieure, si les élèves de l'enseignement supérieur ont eu aux armées cette attitude si belle de directeurs d'hommes, la plupart officiers ou sous-officiers, s'ils ont entraîné leurs hommes avec un esprit de sacrifice et d'abnégation que les statistiques sont obligées de reconnaître (*Très bien !*), c'est que ces hommes avaient un sentiment très élevé du devoir qu'ils avaient puisé aux sources vives de nos universités.

Voici ce qu'il disait :

« Aux universités, les jeunes Français prendront les connaissances nécessaires à chacun d'eux pour exercer avec compétence et dignité la profession qu'il aura choisie; mais ils apprendront aussi que ces connaissances ne sont que le fragment d'un tout, et qu'au-dessus d'elles il y a des idées générales auxquelles il faut s'élever pour penser par soi-même et librement.

« Ils apprendront que la science n'est pas la conscience, que l'esprit n'est pas la volonté et que la volonté ne se règle pas de la même façon que l'esprit.

« Ils apprendront qu'ils ont des devoirs envers la patrie, le devoir militaire d'abord, puis le devoir civique.

« Ils apprendront que leur patrie est un être vivant, qui ne peut vivre que par eux, comme elle a vécu par leurs pères, qu'elle sera ce qu'ils voudront qu'elle soit, ce qu'ils seront eux-mêmes, faible s'ils sont faibles, forte s'ils sont forts; qu'elle cesserait d'être s'ils venaient à s'abandonner, et qu'au contraire elle continuera dans le monde sa mission de justice, de liberté et d'humanité, s'ils ont eux-mêmes la claire conscience de cette destinée et les énergies nécessaires pour en assurer le développement. »

On ne saurait parler plus éloquemment. Mais, chose curieuse, cette thèse est celle de tous les hommes qui pensent, de tous les hommes qui ont le souci de l'avenir de notre pays.

Il y a quelques jours, on interview le maréchal Foch et on lui demande ce qu'il pense de l'éducation militaire, de la science stratégique, car il a été professeur et il a été aussi sur le terrain des applications. Vous connaissez son rôle, il n'est pas besoin de le souligner davantage. Voici ce qu'il répond :

« La science stratégique, peut s'acquérir. Mais ce n'est pas un corps de formules ou un ensemble de préceptes. C'est une expérience que le chef doit s'incorporer de façon qu'elle guide toutes ses décisions. C'est une discipline de l'esprit qui se gagne par l'étude

de l'histoire, par l'étude des cas concrets. Elle doit laisser l'âme de celui qui commande assez libre pour qu'il agisse d'après des renseignements précis et non d'après des idées préconçues et des hypothèses.

« Mais les plus brillantes qualités de l'intelligence ne sont rien sans la volonté. Victoire égale volonté; une bataille gagnée, c'est une bataille où l'on ne veut pas s'avouer vaincu. Car l'armée est au chef ce que l'épée est au soldat. Elle ne vaut que par l'impulsion qu'il lui imprime. » (*Applaudissements.*)

Voilà donc, messieurs, un esprit qui s'est formé à la pratique de l'expérience et de l'observation et qui nous offre cette conclusion.

J'en arrive à un discours prononcé très récemment. Que disait, après le beau discours du Président de la République, M. Ernest Lavisse, à la fête de l'école normale supérieure où l'on rendait un hommage ému aux disparus ?

Je ne citerai que quelques phrases de l'éminent maître, qui marquent bien cette même préoccupation de tracer ce qui doit être un enseignement bien conçu :

« Je dirai seulement aujourd'hui que, quelle que soit votre spécialité scientifique ou littéraire, vous n'avez pas le droit de vous y enfermer. Ce n'est pas une éducation spéciale que vous ont donnée les années tragiques, n'est-ce pas? Quoi! vous ne seriez que professeur de philosophie, ou de mathématiques, ou de lettres, ou d'histoire? Vous n'en avez pas le droit. Vous êtes plus que des philosophes, des mathématiciens, et cætera. En vous, l'éminente qualité n'est pas d'être agrégé de tel ou tel ordre, c'est d'être les anciens combattants de la grande guerre, ceux qui, en Flandre, en Picardie, en Lorraine, en Champagne, dans les Balkans, en Asie, ont ressenti les grandes émotions et réfléchi sur les grands devoirs. Veuillez méditer ce mot de Michelet : « L'enseignement est la communication de l'intime. » Votre intime est très riche, mes amis; vous le prodiguerez autour de vous. »

Et M. Ernest Lavisse ajoutait :

« On peut prévoir une reprise énergique de la vie scientifique, ralentie et troublée par la guerre; le cauchemar affreux se dissipera. Les laboratoires ne seront plus occupés à inventer des instruments de destruction et de mort, ni la philosophie, l'histoire et la philologie à trouver des arguments de discorde et de haine. Parmi les savants, les uns continueront l'inépuisable enquête sur la nature et l'effort pour assujettir les puissances physiques au service de l'homme, et les autres, l'inépuisable enquête sur l'humanité et leur effort pour l'élever à une conception toujours plus haute de la vie. »

Je suis persuadé que le M. le ministre, qui appartient lui-même à l'enseignement, a le sens très clair de toutes les réformes nécessaires. Je suis convaincu qu'il fera tous ses efforts pour rajeunir nos universités et pour en favoriser le recrutement par les améliorations nécessaires, en apportant dans leur outillage tous les perfectionnements utiles.

Le grand devoir qui s'impose est de faire tous les efforts pour assurer la prospérité brillante de nos universités, qui, par les découvertes qui s'y accompliront, ouvriront la voie, soyez-en sûrs, aux conquêtes économiques dont notre pays a la très juste ambition. (*Très bien! très bien! et vifs applaudissements.*)

M. le président. Le Sénat voudra sans doute renvoyer la suite de la discussion à la prochaine séance? (*Assentiment.*)

9. — RENVOI A UNE COMMISSION DE DEUX PROJETS DE LOI POUR AVIS

M. le président. La commission des

finances demande: 1° que le projet relatif au déplacement de l'enceinte fortifiée de Paris lui soit renvoyé pour avis; 2° que le projet relatif au port du Havre lui soit également renvoyé pour avis.

Il n'y a pas d'opposition?...
Il en est ainsi décidé.

10. — DÉPÔT DE RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Boudennoot un rapport fait au nom de la commission de l'outillage national chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif au maintien, à titre définitif, des travaux publics exécutés pendant la guerre.

Le rapport sera imprimé et distribué.

11. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 10 avril 1919.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 10 avril 1919, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi concernant l'ouverture d'un crédit supplémentaire applicable aux dépenses administratives de la Chambre des députés pour l'exercice 1919.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi est renvoyée à la commission des finances.

Elle sera imprimée et distribuée.

12. — RÉGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. La parole est à M. Pouille sur l'ordre du jour.

M. Guillaume Pouille. Je prie le Sénat de vouloir bien décider que le projet sur l'organisation judiciaire, qui a été mis à la disposition de nos collègues depuis quelques jours, bien qu'il n'ait été réglementairement distribué qu'aujourd'hui, sera inscrit à l'ordre du jour de la séance de demain, après l'interpellation.

M. Vallé. Et les dommages de guerre ?

M. Guillaume Pouille. Il y a nécessité à ce que le projet sur la magistrature soit examiné sans délai par le Sénat, afin qu'il puisse, si possible, être définitivement voté avant Pâques. J'insiste tout particulièrement, au nom de la commission, pour que le Sénat veuille bien la suivre dans la voie que je viens d'indiquer.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition?...
Il en est ainsi décidé.

Voici quel pourrait être l'ordre du jour de la prochaine séance :

Dans les bureaux

Nomination d'une commission pour l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux récompenses à décerner dans l'ordre national de la Légion d'honneur à l'occasion des expositions de Lyon, de San-Francisco et San-Diego et de Casablanca.

En séance publique :

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter le dernier paragraphe de l'article 621 du code d'instruction criminelle ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'Etat à certaines lignes du deuxième réseau des tramways de l'Ain ;

Suite la discussion des interpellations : 1^o de M. Goy, sur la situation des facultés des sciences et de médecine de l'université de Paris ; 2^o de M. Cazeneuve, sur la crise de l'enseignement supérieur et les remèdes à y apporter ;

1^{re} délibération sur : 1^o le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats ; 2^o la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à organiser le recrutement et l'avancement des magistrats ; 3^o la proposition de loi de M. Debierre, relative à la réforme de la magistrature ;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la répression du trafic des billets de théâtre ;

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Paul Strauss, relative aux notifications des conventions collectives de travail.

Quel jour le Sénat entend-il tenir sa prochaine séance publique ?

Voix nombreuses. Demain !

M. le président. Le Sénat se réunira donc demain, à quatorze heures, dans les bureaux, et à quatorze heures et demie, en séance publique, avec l'ordre du jour qui vient d'être fixé.

13. — CONGÉS

M. le président. La commission des congés est d'avis d'accorder les congés suivants :

A M. Perreau, un congé de dix jours ;
A M. Herriot, un congé de vingt jours.
Il n'y a pas d'opposition ?...
Les congés sont accordés.

Personne ne demande la parole ?...
La séance est levée.

(La séance est levée à dix-huit heures et demie.)

*Le Chef du service
de la sténographie du Sénat,
E. GUÉNIN.*

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1911 et ainsi conçu :

• Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

• Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

• Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne seront pas l'objet d'une publication spéciale.

• Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse... •

2568. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 5 avril 1919, par M. Joseph Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre s'il envisage le renvoi dans les dépôts des sous-officiers rengagés, afin de leur permettre, comme il était d'usage, la prépara-

tion d'examen pour l'obtention d'un emploi civil.

2569. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 5 avril 1919, par M. Cordelet, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un officier d'administration, retraité après vingt et un ans de services militaires, pour infirmités incurables (loi du 12 avril 1831), avec pension militaire de réforme de 1,190 fr., se trouve dans les conditions requises pour obtenir l'allocation temporaire mensuelle prévue pour les petits retraités de l'Etat : (lois des 18 octobre 1917, 30 avril 1918 et 23 février 1919).

2570. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 7 avril 1919, par M. Herriot, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre d'étendre aux hommes de l'armée coloniale le bénéfice des mesures prises par le décret du 11 mars 1919, qui alloue aux militaires rengagés une prime mensuelle de 30 fr., plus une prime spéciale à ceux qui rengagent et qui ne vise que les troupes métropolitaines.

2571. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 7 avril 1919, par M. Herriot, sénateur, demandant à M. le ministre de la marine pourquoi ne sont pas prises en considération les demandes des hommes actuellement à C..., remplissant les conditions du télégramme ministériel du 17 février 1919, qui fixe la durée d'affectation des matelots à une base maritime avant d'obtenir leur rapatriement.

2572. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 8 avril 1919, par M. Guérin, sénateur, demandant à M. le ministre des finances, à quelle époque et dans quelles conditions, les agents et sous-agents du Trésor et postes démobilisés toucheront les primes de démobilisation auxquelles ils ont droit.

2573. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 8 avril 1919, par M. Laurent Thiéry, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si un sous-officier de la classe 1914, en congé illimité depuis le 10 septembre 1918, pour blessures de guerre, qui touche une indemnité journalière de 2 fr. 25, a droit à la solde mensuelle jusqu'à liquidation de sa pension.

2574. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 avril 1919, par M. Maurice Sarraut, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre s'il n'estime pas qu'il y aurait lieu de revenir sur la circulaire du 10 février 1919 qui prescrit une retenue de un sixième sur la solde des sous-officiers à solde mensuelle, prisonniers de guerre, pour la valeur des prestations de nourriture et de logement fournies par le gouvernement captif, cette retenue les plaçant dans une situation très critique après les sacrifices faits par leurs familles pendant la captivité.

2575. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 avril 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi l'on n'accorde pas une permission d'embarquement aux soldats destinés au Maroc, surtout lorsqu'ils n'ont pas obtenu de permission de détache depuis trois mois.

2576. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 avril 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre comment un militaire maintenu sur sa demande jusqu'au décret portant cessation des hostilités, mais ne réunissant pas les conditions pour être admis à se rengager, peut continuer à servir pour accomplir ses quinze ans de services et obtenir les avantages d'un rengagé.

2577. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 avril 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi sous prétexte d'absence de crédit, certain régiment n'a pas, depuis le 26 novembre 1918, et malgré des réclamations, reçu l'indemnité de combat de 30 fr.

2578. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 avril 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que soient titularisés de droit les officiers à titre temporaire, provenant des sous-officiers d'active et de complément qui ont été évacués pour blessures de guerre avant d'avoir pu accomplir intégralement le stage exigé par le projet visant la titularisation des officiers.

2579. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 avril 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre comment sera assuré, aux veuves et orphelins des militaires non pourvus d'un emploi de l'Etat et ayant droit à une pension proportionnelle, la reversibilité qui doit être réglée par une loi spéciale (art. 33 de la loi du 7 août 1913).

2580. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 avril 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre pourquoi les caporaux fourriers à solde mensuelle ont droit à toutes les indemnités allouées aux sergents à solde mensuelle, alors que les caporaux fourriers à solde journalière sont traités comme caporaux quant à la solde et aux indemnités.

2581. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 avril 1919, par M. Sabatier, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les engagés spéciaux dispensés de porter l'uniforme et recevant une indemnité journalière fixée à 25 centimes, reçoivent, en plus, chaussures et linge de corps qui ne peuvent être considérés comme « uniforme ».

2582. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 avril 1919, par M. Eoudenoit, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre de faire bénéficier les élèves des grandes écoles des mines, de Belgique notamment, passés dans la réserve et ayant commencé dans lesdites écoles leurs études avant la guerre, de la mise en sursis accordée par décision du 4 février dernier aux élèves des écoles des mines de Paris et de Saint-Etienne et dont jouissent leurs camarades belges.

2583. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre des finances, le nombre des commis titulaires et d'employés auxiliaires ne s'occupant que du service de la perception dans les trésoreries générales de l'Aude, des Bouches-du-Rhône, Calvados, Charente, Eure, Finistère, Gard, Haute-Garonne, Hérault, Loire, Maine-et-Loire, Manche, Puy-de-Dôme, Sarthe, Seine-inférieure, Seine-et-Marne.

2584. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 avril 1919, par M. Joseph Loubet, sénateur, demandant à M. le ministre des finances si l'on envisage, l'automobile étant pour les médecins un instrument de travail, le maintien de la taxe de luxe sur les machines par eux acquises uniquement pour l'exercice de leur profession.

2585. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 10 avril 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre des travaux publics comment des mécaniciens et chauffeurs allemands, venus

conduire en France du matériel, y demeurent et se voient construire des locaux confortables tandis que la matière première manque pour les pays dévastés.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES

2352. — M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les officiers et sous-officiers retraités et rappelés à l'activité pendant la guerre ont droit au rappel de la pension qu'ils n'ont pas touchée depuis leur mobilisation, (Question du 20 janvier 1919.)

Réponse de M. le ministre des finances. — Par application des dispositions de l'article 4 de la loi du 28 fructidor an VII, la pension des militaires rappelés sous les drapeaux et recevant une solde mensuelle, est suspendue à compter du jour où ces militaires ont repris du service. Elle est remise en payement après démobilisation des intéressés, à compter de la date indiquée par le certificat de cessation de payement de la solde d'activité, par conséquent, sans rappel.

2417. — M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un cantinier, nommé par décision ministérielle en décembre 1910, mobilisé dès le début de la guerre, actuellement démobilisé, qui trouve sa cantine occupée par un mess de sous-officiers et complètement détériorée, peut reprendre son emploi et à qui ce cantinier doit s'adresser pour la réparation des dommages causés à sa cantine. (Question du 15 février 1919.)

Réponse. — Le cantinier visé, s'il a été nommé au titre de la loi du 21 mars 1905, et s'il n'a pas été depuis, l'objet d'un retrait d'emploi, peut, sur sa demande, être remis en possession d'un emploi de cantinier. L'intéressé doit s'adresser au ministère (sous-secrétariat d'Etat de la justice militaire, direction du contentieux, bureau du contentieux et des réparations civiles) s'il juge à propos de solliciter une indemnité dans le cas où il aurait subi un dommage matériel certain.

2461. — M. Guillaume Chastenot, sénateur, demande à M. le ministre des finances s'il admet que certains percepteurs se refusent à payer le montant des carnets de pécule aux soldats qui ne savent pas écrire et ne peuvent signer et exigent, dans ce cas, une quittance notariée, et s'il ne suffirait pas, comme il a été décidé pour certains fournisseurs de l'Etat, que le payement soit fait en présence de deux témoins. (Question du 4 mars 1919.)

Réponse. — Des instructions ont été adressées aux comptables du Trésor pour que le payement des carnets de pécule aux titulaires et à leurs ayants droit illettrés puisse être effectué, quel que soit le montant du carnet, en présence de deux témoins.

2462. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre des finances quelles mesures il compte prendre, en 1919, pour assurer le payement des coupons russes. (Question du 4 mars 1919.)

Réponse. — Aucune décision n'a été prise en ce qui concerne le payement des coupons russes en 1919.

Ainsi que le ministre des finances l'a fait connaître au Sénat au cours de la 2^e séance du 31 décembre 1918 (Journal officiel du 1^{er} janvier 1919, Sénat, Débats, page 956), la question de la dette russe est au premier rang des préoccupations du Gouvernement et, en particulier, du ministre des finances, dont l'action sera déterminée par les circonstances qui viendront à se présenter.

2464. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre des finances d'employer à solder les coupons russes du 1^{er} trimestre 1919 les sommes récemment confisquées à certains étrangers. (Question du 4 mars 1919.)

Réponse. — Les sommes de très peu d'importance auxquelles l'honorable sénateur paraît faire allusion n'ont pas été confisquées, mais seulement retenues à l'entrée par le service des douanes.

2468. — M. Milan, sénateur, demande à M. le ministre des finances comment les contribuables qui n'ont pas encore reçu la feuille d'avertissement de l'impôt sur le revenu à payer en 1918 pourront, n'ayant pas cet élément de déduction, faire leur déclaration avant le 1^{er} avril 1919 et si une prorogation de délai ne s'impose pas. (Question du 6 mars 1919.)

Réponse. — D'une manière générale, les contribuables ont reçu avant le 31 mars, les avertissements indiquant le montant de l'impôt sur le revenu auxquels ils sont assujettis pour 1918 et ont pu ainsi faire figurer cet impôt, dans leur déclaration relative à l'année 1919, parmi les charges venant en déduction de leur revenu imposable.

Ceux qui, exceptionnellement, n'auraient pas reçu leurs avertissements en temps utile seront admis à demander, même après l'expiration du délai de déclaration, la déduction à laquelle ils ont droit.

Mais on n'a pu envisager une prorogation générale du délai de déclaration, qui, dans ces conditions, n'était aucunement nécessaire et qui aurait eu pour conséquence de nouveaux retards dans l'établissement des cotisations de 1919.

2480. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre des finances si, dans le dernier mouvement des percepteurs en 1918, des perceptions avec résidence de choix n'ont pas été laissées sans titulaires pour être données à des agents qui ont été l'objet de critiques, en raison de leur travail ou de leurs aptitudes, de la part de leurs chefs et de l'inspection générale des finances. (Question du 11 mars 1919.)

Réponse. — Aux termes de l'article 21 du décret du 8 juillet 1916, les promotions ou avancements des percepteurs ont lieu dans l'ordre d'inscription au tableau. D'autre part, les comptables ayant la faculté de choisir la région où ils désirent être nommés, le tour de nomination d'un candidat ne peut être passé que s'il n'existe aucune vacance dans la région ainsi désignée.

2481. — M. Gabrielli, sénateur, demande à M. le ministre des finances si les services accomplis à l'armée, depuis le début de la guerre, par un percepteur déjà titulaire d'une pension de retraite proportionnelle comme sous-officier, doivent compter comme services civils ou être ajoutés à ceux qui ont servi de base à la liquidation de la retraite proportionnelle. (Question du 11 mars 1919.)

Réponse. — Les nouveaux services donneront lieu à la révision de la pension militaire proportionnelle.

Les modalités de cette révision font l'objet d'un projet de loi n° 4471, déjà rapporté par M. Le Brecq au nom de la commission des pensions (n° 4911), et qui sera prochainement soumis aux délibérations de la Chambre.

Toutefois, les services dont il s'agit, s'ils avaient été rendus dans le corps de la trésorerie et des postes aux armées, ne pourraient donner lieu à révision de la pension proportionnelle et seraient rémunérés ultérieurement dans la pension civile à laquelle l'intéressé pourra prétendre au terme de sa carrière.

2483. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre des régions libérées pourquoi les prisonniers de guerre ne sont pas en majorité employés à la remise en état des terres au lieu d'être occupés à installer des maisons pour des chefs de districts ou à réparer des routes pour leur usage personnel. (Question du 13 mars 1919.)

Réponse. — L'ordre d'urgence des travaux à exécuter est déterminé dans les départements intéressés par le préfet, et les agents du service des travaux de première urgence, qui disposent de la main-d'œuvre des prisonniers de guerre, doivent s'y conformer.

Aux termes de ce programme, les agents affectés aux régions complètement dévastées doivent, dans le but d'assurer le fonctionnement même des services, pourvoir à leur installation matérielle et réparer les routes nécessaires au ravitaillement des travailleurs et de la population civile.

2485. — M. Goirand, sénateur, demande à M. le ministre des finances si, conformément aux conclusions de la commission de dépopulation du 18 décembre 1912 et des ordres du jour de la Chambre des 2 octobre 1903 et 23 juillet 1913, des allocations seront prochainement accordées, selon le nombre d'enfants, aux fonctionnaires chargés de famille. (Question du 14 mars 1919.)

Réponse. — Les lois des 7 avril et 4 août 1917, 22 mars et 14 novembre 1918 ont successivement institué des indemnités pour charges de famille. Ces allocations sont actuellement fixées à 330 fr. par an pour chacun des deux premiers enfants âgés de moins de seize ans et à 480 fr. pour chaque enfant à compter du troisième.

2489. — M. Villiers, sénateur, demande à M. le ministre de la marine si un ouvrier auxiliaire de la classe 1917, admis à la direction d'artillerie de Brest, peut, avec les aides-ouvriers de la même classe, en vertu des circulaires des 22 décembre 1917 et 19 juin 1918, percevoir son salaire à compter du 7 janvier 1919, date à laquelle la classe 1917 est passée dans la réserve de l'armée active. (Question du 15 mars 1919.)

Réponse. — Suivant les dispositions des lois des 5 août 1914 et 4 août 1917, ne peuvent bénéficier du cumul de leur traitement ou salaire civil, à partir de leur passage dans la réserve de l'armée active, que les fonctionnaires employés et ouvriers de l'Etat qui, au moment de la mobilisation, étaient titulaires de leur emploi ou l'avaient quitté pour accomplir leur service militaire.

Si, comme il est à présumer, l'ouvrier de la catégorie et de la classe susvisées ne réunit pas l'une de ces deux dernières conditions, il ne peut percevoir son salaire civil.

2490. — M. Bollet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre que les étudiants en médecine de l'école de Lyon, pourvus de huit inscriptions, mobilisés depuis le début des hostilités, actuellement sous-aides-majors à l'A. O., soient renvoyés à leur école pour y reprendre leurs études. (Question du 17 mars 1919.)

Réponse. — Les conditions de retour à l'école de Lyon des étudiants en médecine, mobilisés, sont les mêmes que les conditions de rappel à leurs villes de facultés, pour les étudiants en médecine, civils, mobilisés.

2494. — M. Viger, sénateur, demande à M. le ministre des finances quels ont été pour 1913, 1914, 1915, 1916, 1917 et 1918 le montant total de la circulation productive de la Banque de France, le montant total des redevances versées à l'Etat en vertu des lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911 et 20 décembre 1918, et le montant des redevances affectées au crédit agricole. (Question du 18 mars 1919.)

Réponse. — La moyenne de la circulation productive de la Banque de France a été la suivante pour les années 1913, 1914, 1915, 1916, 1917 et 1918 :

1913.....	2.384.459.861
1914.....	2.342.725.790
1915.....	1.215.016.548
1916.....	2.839.586.128
1917.....	4.349.982.209
1918.....	2.103.403.083

2^o Le montant total des redevances versées à l'Etat en vertu des lois des 17 novembre 1897, 29 décembre 1911 et 20 décembre 1918, a été le suivant :

1913.....	13.625.485
1914.....	14.486.160
1915.....	10.125.138
1916.....	23.663.218
1917.....	36.249.852
1918.....	21.119.108

Le montant des redevances affectées au crédit agricole a été le même que celui des redevances ci-dessus, sauf pour l'année 1918, où le montant de la part de la redevance affectée au crédit agricole a été de 17,119,108.

2495. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les militaires employés dans les usines de guerre, comme spécialistes ou manœuvres, ayant un salaire inférieur à 5,000 fr. par an, auront droit à la prime de démobilisation et, dans le cas contraire, à une prime de congédiement. (Question du 18 mars 1919.)

Réponse. — Les mobilisés en usine de guerre ont droit à l'indemnité dans les conditions prévues par la loi du 22 mars 1919 et par le décret et l'instruction du 27 mars 1919.

2497. — M. André Lebert, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un maréchal des logis, maître maréchal de l'active, ayant toujours été abonnataire, classé dans une unité de dépôt de la zone de l'intérieur, peut redevenir abonnataire de cette unité ou si, au contraire, le régime de la gestion directe doit lui être appliqué. (Question du 18 mars 1919.)

Réponse. — Les maîtres maréchaux de la zone de l'intérieur ont, en toutes circonstances, la latitude de devenir abonnataires dans une unité de dépôt, à condition qu'il y ait une vacance dans cette unité. Le régime de la gestion directe n'a jamais été imposé aux maréchaux de l'intérieur.

2501. — M. Laurent Thiéry, demande à M. le ministre des finances si un mobilisé, possesseur d'une automobile non réquisitionnée, doit l'impôt pendant le laps de temps, (août 1914 au 1^{er} mars 1919), où son automobile n'a pas été employée. (Question du 19 mars 1919.)

Réponse. — La contribution sur les voitures automobiles est exigible, d'après la loi, en raison non de l'usage effectif, mais de la simple possession d'un véhicule imposable et rien n'autorise, en droit, à exonérer les contribuables de la taxe afférente à un élément d'imposition qu'ils n'ont pas cessé de posséder alors même qu'ils n'auraient pas été en situation de l'utiliser.

C'est dans ce sens que s'est prononcé le conseil d'Etat (arrêts des 19 janvier 1917, Labadie et 18 mai 1917 Coudere) à l'égard de contribuables mobilisés qui du fait de leur présence sous les drapeaux, se trouvaient dans l'impossibilité de se servir de leur automobile.

Au cas cependant où la contribution constituerait pour le redevable une charge trop lourde eu égard à ses ressources, celui-ci pourrait obtenir, sur sa demande, le dégrèvement gracieux de tout ou partie de son imposition.

2502. — M. Joseph Loubet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les jeunes gens de la classe 1918, qui préparaient l'école polytechnique avant leur mobilisation, pourront concourir, dans le courant de cette année-ci, et dans quelles conditions, et si, en outre, on leur facilitera la continuation de leurs études. (Question du 20 mars 1919.)

Réponse. — Les jeunes gens qui préparaient l'école polytechnique avant leur mobilisation et qui ont le désir de suivre un cours de préparation à cette école, doivent adresser au ministre (direction de l'artillerie) une demande à l'effet d'être admis à un des cours préparatoires qui fonctionnent déjà à Strasbourg, Metz et Nancy. Il est donné satisfaction à ces demandes au tour d'ancienneté sous les drapeaux et dans la mesure des possibilités d'organisation de cours semblables aux trois cours précités. Dès le retour à l'état de paix, des sursis pourront être accordés dans l'intérêt des études aux hommes de l'armée active.

2503. — M. Laurent Thiéry, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si le fils aîné d'une famille de dix enfants a droit,

bien qu'il ait encore son père, aux majorations de démobilisation, au même titre que le frère aîné d'orphelins de père et de mère. (Question du 20 mars 1919.)

Réponse. — Réponse négative; toutefois, l'incassé aurait droit à la majoration de quatre classes s'il est cultivateur et a deux de ses frères également cultivateurs sous les drapeaux.

2504. — M. Amic, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si un officier de complément, évacué pour maladie de son dépôt sur un hôpital du même lieu et ayant obtenu un congé de convalescence à passer dans la ville dudit dépôt, a droit, pendant sa convalescence, à l'indemnité pour cherté de vie afférente à cette localité et qui lui était allouée avant son évacuation, et, en cas de négative, que soient prises des dispositions pour accorder rétroactivement, jusqu'à une date à déterminer, l'allocation de ladite indemnité aux officiers dans des cas identiques à celui visé ci-dessus. (Question du 20 mars 1919.)

Réponse. — L'indemnité de cherté de vie du poste de guerre est maintenue pendant un mois à l'officier absent de son poste pour raisons de santé ou pour toute autre cause que le service. Cette indemnité ne peut être maintenue exceptionnellement au-delà de cette durée qu'en cas de séjour à l'hôpital à la suite de blessure ou de maladie résultant du service.

2506. — M. Cordelet, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre si les réservistes S. X., maintenus dans cette situation, partis aux armées, puis déclarés inaptes à faire campagne pour maladies contractées ou aggravées aux armées, doivent être assimilés au point de vue de la démobilisation aux réservistes S. A., classés S. X. pour maladie contractée au service, qui doivent être libérés dans le courant du mois d'avril. (Question du 20 avril 1919.)

Réponse. — Réponse négative.

2511. — M. Boudenoot, sénateur, demande à M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes, des télégraphes et des téléphones pourquoi le directeur départemental des P. T. T. du Pas-de-Calais n'est pas encore réinstallé à Arras, comme le sont depuis trois mois, les bureaux de la préfecture et ne peut, par conséquent, exercer sur place, dans les régions dévastées du département, l'action indispensable pour rétablir et améliorer les services postaux dans les cantons libérés du Pas-de-Calais. (Question du 20 mars 1919.)

Réponse. — La réinstallation, à Arras, de la direction départementale des P. T. T. a été retardée pour deux raisons :

D'une part, l'insuffisance des relations du chef-lieu avec le reste du département assurées jusqu'ici par un train unique dans la direction de Saint-Pol.

D'autre part, la nécessité de trouver les locaux indispensables pour recevoir les services et loger le personnel.

Les mesures envisagées pour remédier à ces dernières difficultés sont en voie de réalisation et la direction des postes et des télégraphes pourra être réinstallée à Arras dans un délai assez court.

2518. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre des finances comment il se fait que, depuis plusieurs semaines, un arrondissement de la Manche soit totalement privé de tabac. (Question du 25 mars 1914.)

Réponse. — La manufacture des tabacs de Morlaix, chargée d'approvisionner en tabac les entrepôts du département de la Manche n'a pu, pendant un assez long laps de temps, effectuer d'expéditions, en raison de la suspension du trafic sur les réseaux de l'Etat et de l'Orléans. C'est, pour ce motif, que l'arrondissement de Coutances, qui est visé probablement par l'honorable sénateur, a été privé de tabac pendant cette période. Toutefois, un envoi de 5,500 kilogrammes de divers produits a pu être effectué à Coutances, le 6 mars dernier.

2520. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre des finances pourquoi le personnel des trésoreries générales ne touche pas de gratifications sur les bénéfices réalisés par l'Etat, actuellement sur les comptes courants des trésoriers-payeurs généraux. (Question du 25 mars 1919.)

Réponse. — Une décision de répartition d'une partie des bénéfices des comptes courants de l'exercice 1918 entre le personnel des trésoreries générales et des recettes des finances interviendra aussitôt que les résultats de cet exercice, sur ce point particulier, auront été clos et arrêtés.

2525. — M. Fortin, sénateur, demande à M. le ministre des finances si les parts dévolues à la veuve, aux ascendants ou descendants d'une personne morte pour la France, qui sont exonérées des droits de mutation par décès, sont également exonérées de la taxe successorale. (Question du 25 mars 1919.)

Réponse. — La taxe successorale instituée par l'article 10 de la loi du 31 décembre 1917 (Journal officiel du 1^{er} janvier 1918) n'atteint pas les sommes ou valeurs qui, pour un motif quelconque, échappent à l'impôt de mutation par décès proprement dit.

Spécialement, les parts nettes recueillies par la veuve et les héritiers en ligne directe des victimes de la guerre, qui bénéficient de l'immunité prévue à l'article 6 de la loi du 26 décembre 1914, sont également exemptes de la taxe successorale (voir réponse à la question écrite n° 2146, Sénat, séance du 15 octobre 1918; Journal officiel du 16, page 710.)

2526. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre pourquoi des sections de prévôtés ont été licenciées et renvoyées à l'intérieur, sans tenir compte des gendarmes âgés de quarante à quarante-cinq ans et pères de famille, maintenus aux armées bien qu'ayant plus de trois ans de présence au front. (Question du 25 mars 1919.)

Réponse. — Les militaires des prévôtés sont renvoyés à l'intérieur au fur et à mesure des disponibilités provenant des dissolutions des grandes unités du front.

Il n'est pas possible, dans la plupart des cas, de réaffecter les militaires devenus ainsi disponibles à d'autres unités de gendarmerie aux armées pour y remplacer des prévôtés plus âgés ou chargés de famille. Le service de la gendarmerie à l'intérieur exige, d'ailleurs, notamment en raison de l'insuffisance actuelle des effectifs, la présence dans les brigades d'un certain nombre de gendarmes jeunes.

2533. — M. Debierre, sénateur, demande à M. le ministre du commerce et de l'industrie pourquoi les mesures nécessaires ne sont pas encore prises, cinq mois après la libération de Lille, en faveur du personnel de l'école d'arts et métiers de Lille afin qu'il touche les augmentations auxquelles il a droit, qui lui ont été concédées par divers arrêtés et remontent aux années 1918, 1917, 1916, 1915 et 1914. (Question du 25 mars 1919.)

Réponse. — Dès la reprise des communications avec la ville de Lille, le département de commerce n'a pas manqué de se préoccuper d'assurer le paiement des traitements de membres du personnel de l'école nationale d'arts et métiers de cette ville qui, pendant l'occupation ennemie, avait été effectué en bons communaux.

Le département des finances, consulté, ayant fait savoir que le système de ces bons prenait fin avec l'occupation ennemie, des crédits additionnels ont été aussitôt demandés au Parlement et ont été accordés par la loi du 31 décembre 1918.

L'ordonnement de ces crédits a été demandé et effectué dès le mois de janvier 1919; quant aux crédits spéciaux nécessaires pour le paiement du rappel des augmentations de traitement accordées antérieurement, leur ordonnement a été demandé, après établissement des relevés nécessaires, dès le mois de février.

La somme nécessaire pour l'exercice 1919, qui est périmé — a été ordonnée, confor-

mément aux instructions du ministère des finances, sur l'exercice 1919, dès le 20 février.

Les sommes affectées aux exercices 1915, 1916 et 1917 ont dû, conformément aux règlements sur la comptabilité publique, faire l'objet d'ordonnements sur exercices clos.

L'ordonnement du crédit concernant 1915 a été réalisé le 17 mars, celui qui concerne 1917 a été réalisé le 21 mars, celui qui s'applique à 1916 vient d'être exécuté le 25 mars.

Enfin, la somme nécessaire pour le paiement des augmentations de traitement accordées en 1918, a fait l'objet d'une demande de crédit additionnel sur cet exercice. Dès que ce crédit, qui est compris dans le projet de loi n° 584, actuellement en instance devant le Parlement, aura été accordé, le montant en sera ordonné dans le département du Nord pour être mis, comme les précédents, à la disposition de l'école.

Toutes les mesures nécessaires ont donc été prises, aussitôt que possible, en égard aux circonstances, pour assurer, conformément aux règlements, le paiement au personnel de l'école de Lille, des augmentations de traitement auxquelles il avait droit.

2534. — M. Goirand, sénateur, demande à M. le ministre des finances, l'article de la loi du 22 mars 1918 — dont le décret du 27 mars, article 4, assure l'application — qui règle les indemnités réduites accordées pour charges de famille, quel sens il faut attacher dans cet article 4 aux termes « indemnités réduites » et « s'il y a lieu ». (Question du 26 mars 1919.)

Réponse. — La loi du 22 mars 1918 fixait à 8,100 fr. le maximum passé lequel un fonctionnaire cessait d'avoir droit, en principe, aux indemnités pour charges de famille. La suppression brutale de toute allocation, une fois ce chiffre limite atteint, aurait abouti à cette conséquence que de deux fonctionnaires ayant le même nombre d'enfants, le plus élevé en grade se serait trouvé toucher, au total, un emolument global inférieur à celui de son subordonné. Il a donc été prévu que, dans les cas de l'espèce, des indemnités d'appoint dénommées « indemnités réduites » seraient accordées de manière, comme le stipule l'article 4 du décret du 27 mars, qu'en tout état de cause un fonctionnaire dont la rémunération de base dépasse 8,100 fr. puisse compter sur des ressources égales à celles d'un de ses collègues, dans la même situation de famille, au traitement de 8,100 fr.

A l'heure actuelle, cette réglementation est d'ailleurs sans objet, la loi du 14 novembre 1918 attribuant les indemnités pour charges de famille à tous les fonctionnaires sans distinction.

2537. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 27 mars 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2538. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 27 mars 1919, par M. Alexandre Bérard, sénateur.

2539. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 27 mars 1919, par M. Dellestable, sénateur.

2541. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 28 mars 1919, par M. le comte d'Elva, sénateur.

2543. — M. Leblond, sénateur, demande à M. le ministre des travaux publics et des transports s'il est exact que les employés tem-

poraires des chemins de fer de l'Etat, entrés à la compagnie au cours de la guerre à la suite de réforme ou renvoi dans l'auxiliaire pour blessures ou mutilations, doivent être licenciés au 1^{er} juin prochain. (Question du 30 mars 1919.)

Réponse. — Le service des chemins de fer ne comporte, par sa nature même, que relativement peu de postes susceptibles d'être tenus par des hommes dont la capacité de travail n'est pas entière. En s'engageant à réserver, en application de la loi du 17 avril 1916, aux militaires réformés n° 1 par suite de blessures reçues ou de maladies contractées à l'armée au cours de la guerre actuelle, les emplois qui sont énumérés dans les décrets des 14 juillet et 31 octobre 1916, le réseau de l'Etat a consenti l'effort maximum compatible avec les exigences de son service.

Il s'ensuit que la nomination des employés temporaires visés par l'honorable sénateur ne pourrait être envisagée que dans les emplois réservés aux mutilés de la guerre régulièrement classés dans les formes prescrites par la loi du 17 avril 1916 et le règlement d'administration publique du 14 juillet 1916; le ministre de la guerre n'admettrait certainement pas une telle pratique, qui favoriserait les réformés ayant éludé les formalités réglementaires, au détriment de ceux qui ont été régulièrement classés.

Les réformés n° 1 actuellement occupés comme temporaires ont d'ailleurs la faculté de postuler un emploi au réseau au titre de la loi du 17 avril 1916.

2544. — M. de Las Cases, sénateur, demande à M. le ministre des finances à qui doivent s'adresser les soldats rapatriés d'Allemagne qui, possédant une petite somme d'argent en marks, désirent les échanger en monnaies françaises, et à quel taux cet échange est consenti. (Question du 30 mars 1919.)

Réponse. — Le remboursement des monnaies allemandes rapportées par les prisonniers rapatriés s'effectue sur la base de 1 fr. 25 pour un mark. Cette opération d'échange doit être faite, en principe, dans les centres de rapatriement sur lesquels les prisonniers sont dirigés à leur arrivée en France ou bien au moment où ils franchissent nos lignes.

En outre, pour les rapatriés qui avaient négligé de remplir cette formalité avant de se rendre dans l'intérieur, des délais ont été successivement accordés jusqu'au 20 décembre, puis jusqu'au 25 décembre et, enfin, jusqu'au 31 janvier, pour procéder à la conversion de leurs monnaies ou valeurs allemandes en monnaie française : cet échange était effectué par l'intermédiaire des dépôts ou formations de l'intérieur.

2545. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de la guerre s'il n'estime pas que les jeunes gens des classes 1915, 1916 et 1917, appartenant aux régions libérées et réannexées, pourraient être incorporés, afin de permettre la démobilisation des classes 1907 et 1908. (Question du 31 mars 1919.)

Réponse. — Les jeunes gens des classes 1915, 1916, 1917, 1918 et 1919, appartenant aux régions libérées, doivent être déjà incorporés. Si certains d'entre eux ne le sont pas encore, cela tient à ce qu'ils ont quitté les régions libérées pour aller rejoindre leurs familles réfugiées dans toutes les villes de France, ce qui les rend très difficiles à saisir; ces jeunes gens sont en faute s'ils n'ont pas signalé leur présence au bureau de recrutement le plus proche.

3546. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 31 mars 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

2547. — M. Gaudin de Villaine, sénateur, demande à M. le ministre de l'instruction publique pourquoi le bénéfice de la décision ministérielle du 18 décembre dernier, qui permet à l'étudiant en droit ayant échoué à son examen de poursuivre ses études et de préparer sa seconde année, n'est pas dû à l'étudiant qui, ayant

suivi ses cours et étant muni de ses quatre inscriptions, a été, par suite de maladie, empêché de se présenter à l'examen de fin d'année avant la guerre (Question du 31 mars 1919.) (Journal officiel du 1^{er} avril.)

Réponse. — Il n'est pas possible d'assimiler un étudiant que la maladie a empêché de se présenter, avant la guerre, à l'examen de fin d'année, aux étudiants qui ont effectivement subi les épreuves et y ont obtenu au moins le quart du maximum des points. La commission interministérielle chargée d'examiner la situation des étudiants mobilisés s'est d'ailleurs prononcée contre toute dispense portant sur les examens réglementaires en vue des grades ou titres d'enseignement supérieur.

2551. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 1^{er} avril 1919, par M. Fabien-Cesbron, sénateur.

2552. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 1^{er} avril 1919, par M. Villiers, sénateur.

2554. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 2 avril 1919, par M. Sauvan, sénateur.

2558. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 3 avril 1919, par M. Laurent Thiéry, sénateur.

2559. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 3 avril 1919, par M. Laurent Thiéry, sénateur.

2560. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 3 avril 1919, par M. Laurent Thiéry, sénateur.

2561. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 3 avril 1919, par M. Laurent Thiéry, sénateur.

2564. — M. le ministre de la guerre fait connaître à M. le président du Sénat qu'un délai lui est nécessaire pour rassembler les éléments de la réponse à faire à la question posée, le 3 avril 1919, par M. Gaudin de Villaine, sénateur.

Erratum

aux annexes du compte-rendu in extenso de la séance du 18 mars 1919.

Page 290, 2^e colonne, rectifier comme suit le texte de la question n° 2491, posée par M. Milan :

« ... afin que l'intéressé n'ait pas à en assurer lui-même l'acheminement... »

Erratum

au compte rendu in extenso de la séance du dimanche 30 mars 1919 (Journal officiel du 31 mars).

Page 407, 3^e colonne, après le 7^e paragraphe, ajouter le paragraphe suivant qui a été omis :

« M. le président. — « Chap. 6. — Réparations civiles, 700,000 fr. » — (Adopté.) »

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du lundi 31 mars 1919 (Journal officiel du 1^{er} avril).

Page 432, 2^e colonne, article 9 (ancien article 11), 4^e ligne.

Au lieu de :

« 10 avril 1918 »,

Lire :

« 10 avril 1908 ».

Page 450, 2^e colonne, article 13, dernière ligne.

Au lieu de :

« saisie-arrêt »,

Lire :

« saisies-arrests »

Même page, même colonne, article 14.

Après les mots :

« Offices publics d'habitations à bon marché »,

Ajouter les mots :

« Aux sociétés d'habitations à bon marché, aux fondations d'habitations à bon marché ».

Page 455, 1^{re} colonne, 18^e ligne.

Au lieu de :

« Chapitre 3 »,

Lire :

« Chapitre 8 ».

Page 457, 1^{re} colonne, 47^e et 48^e ligne.

Au lieu de :

« l'état C »,

Lire :

« l'état B ».

Page 459, 3^e colonne, 33^e et 34^e ligne.

Au lieu de :

« Des crédits s'élevant à la somme de 378,876,222 fr. »,

Lire :

« Des crédits s'élevant la somme totale de 379,074,762 fr. ».

Page 461, 2^e colonne, 24^e ligne.

Au lieu de :

« Par suite de circonstances »,

Lire :

« Par suite des circonstances ».

Même page, même colonne, 31^e ligne.

Au lieu de :

« Une remise correspondante aux droits de patente »,

Lire :

« Une remise correspondante des droits de patente ».

Même page, même colonne, article 16, 2^e ligne.

Au lieu de :

« Les dégrèvements prévus à l'article précédent »,

Lire :

« Les dégrèvements prévus à l'article 15 ».

Ordre du jour du vendredi 11 avril.

A quatorze heures. — Réunion dans les bureaux :

Nomination d'une commission pour l'examen du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux récompenses à décerner dans l'ordre national de la Légion d'honneur, à l'occasion des expositions de Lyon, de San-Francisco et San-Diego et de Casablanca. (N^o 153, année 1919.)

A quatorze heures et demie. — Séance publique :

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter le dernier paragraphe de l'article 621 du code d'instruction criminelle. (N^{os} 101 et 127, année 1919. — M. G. Poulle, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, ayant pour objet de modifier les conditions de l'allocation partielle de la subvention de l'Etat à certaines lignes du deuxième réseau des

tramways de l'Ain. (N^{os} 155 et 156, année 1919. — M. A. Bérard, rapporteur.)

Suite de la discussion des interpellations : 1^o de M. Goy, sur la situation des facultés des sciences et de médecine de l'université de Paris ; 2^o de M. Cazeneuve, sur la crise de l'enseignement supérieur et les remèdes à y apporter.

1^{re} délibération sur : 1^o le projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif à l'organisation judiciaire, aux traitements, au recrutement et à l'avancement des magistrats ; 2^o la proposition de loi de M. Louis Martin, tendant à organiser le recrutement et l'avancement des magistrats ; 3^o la proposition de loi de M. Debierre, relative à la réforme de la magistrature. (N^{os} 259, année 1914, 11, 15, 32 et 107, année 1919. — M. Guillaume Poulle, rapporteur.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à la répression du trafic des billets de théâtre. (N^{os} 453, année 1918, et 120, année 1919. — M. Guillier, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Paul Strauss, relative aux notifications des conventions collectives de travail. (N^{os} 103 et 106, année 1919. — M. Paul Strauss, rapporteur.)

Rectification

au compte rendu in extenso de la séance du lundi 31 mars (Journal officiel du 1^{er} avril).

Dans le 14^e scrutin sur la disjonction de l'article 6 du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant : 1^o ouverture, au titre du budget ordinaire des services civils de l'exercice 1919, de crédits provisoires applicables aux mois d'avril, de mai et de juin 1919 ; 2^o autorisation de percevoir, pendant les mêmes mois, les impôts et revenus publics, M. Peschaud a été porté comme « n'ayant pas pris part au vote ».

M. Peschaud déclare avoir voté « pour ».

Rectification

au compte rendu in extenso de la séance du 3 avril (Journal officiel du 4 avril).

Dans le 23^e scrutin sur l'ensemble du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture d'un compte spécial pour l'échange des monnaies allemandes détenues par les prisonniers de guerre français, les habitants des régions libérées, les Alsaciens et les Lorrains, M. Gaudin de Villaine a été porté comme ayant voté « pour ».

M. Gaudin de Villaine déclare ne pas avoir pris part au vote ».